

Du Droit aux Parts de Prises - dans la Marine Française -

Étude historique et critique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

Emile LUCE

Commissaire de la Marine

Diplômé de l'École des Sciences politiques

Président : M. BASDEVANT.

Suffrageants : { MM. PILLET, professeur.
GIDEL, professeur agrégé.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

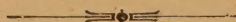
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1922

**Du Droit aux Parts de Prises
- dans la Marine Française -**

Étude historique et critique

Thèses de Doctorat



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

Du Droit aux Parts de Prises - dans la Marine Française -

Étude historique et critique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

Emile LUCE

Commissaire de la Marine

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques

Président : M. BASDEVANT.

Suffrageants : { MM. PILLET, professeur.
GIDEL, professeur agrégé.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1922



A M. LE PROFESSEUR BASDEVANT

*Hommage de reconnaissant et
respectueux dévouement.*

PRÉAMBULE

Dès que les peuples modernes furent parvenus au degré d'évolution où la guerre se fait de peuple à peuple et non plus de famille à famille ou de tribu à tribu, certaines pratiques plus humaines remplacèrent, du consentement tacite de tous, les mœurs sauvages et indisciplinées des luttes individuelles.

Par la suite, tous les aspects de la guerre durent faire l'objet de règles précises, tant sur mer que sur terre, pour enlever aux particuliers les droits qu'ils s'arrogeaient aux époques de confusion de régler directement leurs querelles avec leurs ennemis et pour leur substituer l'État dans la mesure nécessaire à sa défense.

Soumis aux lois de l'État, les guerriers n'intervinrent plus dans la lutte que comme agents de la collectivité au nom de qui ils combattaient. Luttant pour le compte de l'État, s'ils venaient à s'emparer des biens de leurs ennemis, c'est à l'État que ces captures devaient profiter, à moins que par un acte de générosité, généralement intéressée, l'État ne fit gracieusement abandon de ses droits en faveur des conquérants.

Sur mer, l'État n'eut longtemps d'autres soldats que ceux qui armaient et montaient les navires de commerce, se transformant, venu le jour de la guerre, en navires de combat. Les finances publiques sont précaires pendant la première période de la croissance

des nations ; leur état ne permettait pas d'imposer au pays la très lourde charge d'équiper et de maintenir armés des navires uniquement destinés à la guerre et qui, ne pouvant servir en temps de paix à des fins commerciales, coûtaient fort cher à entretenir. Le roi délivrait donc à des particuliers des lettres de marque, ou autorisations de courir sus aux bâtiments ennemis et de les capturer. En échange du service ainsi rendu à l'État, ces « soldats » de la puissance publique se voyaient attribuer la pleine propriété des navires capturés ainsi que des marchandises qu'ils contenaient.

Plus tard, quand il devint plus fort, l'État eut une flotte uniquement destinée à faire la guerre. Appartenant à l'État, celle-ci n'avait pas besoin de lettres de marque pour donner la chasse aux bâtiments de commerce ennemis et les capturer. Mais les prises ainsi faites revenaient entièrement à l'État, qui armait les navires, et entretenait et salariait leurs équipages.]

Il apparut pourtant bientôt qu'intéresser les marins, fussent-ils au service de l'État, aux prises à faire, était une excellente tactique et d'un profit certain ; on attribua donc aux capteurs une partie de la valeur des prises, et cette part augmenta progressivement jusqu'à comprendre la valeur intégrale des prises.

Puis les motifs de cette excessive générosité ayant disparu, on revint bientôt en arrière, et ce régime dura jusqu'à la dernière guerre, où les idées du jour amenèrent à taxer d'immoralité le fait d'allouer les dépouilles du vaincu à des hommes qui se battaient pour des fins idéales.

Ce sont ces différentes étapes que nous nous proposons d'étudier dans ce travail, en suivant leur ordre historique.

Nous y ajouterons l'exposé détaillé du système en vigueur aujourd'hui pour la répartition du produit des prises et l'étude critique de ce système, ce qui nous permettra, après l'avoir comparé avec le régime existant dans les principales nations maritimes, d'exposer le système qui nous semble le plus raisonnable et le plus utile au point de vue général.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE

CHAPITRE 1^{er}

LE DROIT DES CAPTEURS SOUS L'ANCIEN RÉGIME : L'ORDONNANCE D'AOUT 1681

Le droit de prise, qui ne s'exerça tout d'abord qu'en faveur des Corsaires, n'était ouvert, en temps de guerre qu'au profit des seuls armateurs munis de l'autorisation royale, ou commission de l'Amiral. C'était une délégation que le Roi faisait d'une parcelle de la puissance publique à des particuliers. Ceux qui n'en étaient pas pourvus étaient traités en pirates, et indépendamment de la peine capitale, qu'ils encouraient eux-mêmes, la sanction du défaut d'autorisation était la confiscation au profit de l'État des navires en faute et des prises qu'ils avaient pu faire.

La réglementation de la guerre de course n'entre pas dans le cadre de cette étude. Qu'il nous suffise de dire que les Ordonnances Royales de 1400, 1543, 1584, la Déclaration du Roi du 1^{er} février 1650 et l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1662 traitèrent de cette importante question (1).

(1) Pour ces textes et ceux qui sont cités dans ce Chapitre cf. *Valin*. Nouveau commentaire sur l'Ordonnance de la Marine du mois d'août 1681 (1766), tome II, page 213 et suivantes.

Mais il faut nous arrêter un peu sur la déclaration du Roi du 1^{er} février 1650. En effet, pour si importante que soit l'Ordonnance de 1681, il n'en est pas moins utile de dire quelques mots des textes qui la précèdent et la préparent en quelque sorte, et aussi de ceux de la période qui s'étend de 1681 à la Révolution et dont l'importance est également très grande, car c'est pendant ce siècle que se dessine l'évolution qui se fixera dans les arrêtés consulaires de l'an ix et de l'an xi.

I

Louis XIV, dans le préambule de la déclaration du 1^{er} février 1650, rappelle les divers textes qui avaient jusqu'alors régi la guerre de course, et insiste sur la nécessité de punir ceux qui, sans se soucier de ses prohibitions, se conduisent en pirates. Ce nouvel avertissement, il le leur donne solennellement, et — pour que nul n'en ignore — il rappelle, et codifie pour ainsi dire, les règles précédentes. Les principales dispositions de cette déclaration sont relatives à l'interdiction de la course sans autorisation, et aux mesures à prendre pour que les navires ou marchandises capturés à tort ne puissent trouver acquéreurs.

La course ainsi délimitée, on ne pouvait laisser à chaque armateur, la liberté de partager ses prises à sa guise. Puisqu'aussi bien, le roi lui laissait le bénéfice des prises qu'il faisait, il était de toute nécessité qu'il conservât le droit de dire son mot sur le partage et qu'il le réglât même dans ses grandes lignes. A ce sujet, la déclaration renvoie à la législation ancienne dont voici les principales dispositions.

Très anciennement, c'est-à-dire antérieurement à 1543, les armateurs et avitailleurs des navires de course n'avaient, comme part de prise, qu'un huitième. Les ordonnances de 1543 et 1584 fixèrent la part des propriétaires au quart et celle des avitailleurs au quart et demi, et celle des « mariniers et autres compagnons de guerre » au dernier quart et demi. Ces derniers devaient en faire le partage « entr'eux à la manière accoutumée ».

Postérieurement à la déclaration de 1650, un règlement royal du 6 juin 1672 apporta un changement important quant à la manière d'effectuer le partage.

Il envisageait deux cas :

Premier cas. — Il s'agit de prises faites par des corsaires. On devait tout d'abord, prélever le $1/10^e$ de l'Amiral sur la valeur brute des prises, puis, prélever sur le restant, le montant des frais de justice, et le surplus devait être partagé en 3 parties égales :

1/3 était attribué au propriétaire du navire ;

1/3 aux armateurs ;

1/3 à l'équipage.

Deuxième cas. — Le navire capteur appartenait à l'État. La valeur des prises devait revenir à l'État, déduction faite du $1/10^e$ de l'Amiral et des frais de justice.

Nous sommes ici au premier stade de la législation sur les prises ; les corsaires, en rémunération des services qu'ils rendent à l'État, non sans périls ni fatigues, reçoivent la totalité de la prise ; d'un autre côté, l'État qui arme ses navires, paye ses officiers et ses matelots,

garde à son profit la valeur des prises que ces derniers ont faites pour son compte.

Nous allons voir se modifier cette conception et l'État abandonner, dans une fin utilitaire, une partie de ses droits sur la valeur des prises, au profit de ses propres équipages.

Mais avant d'exposer de quelle manière s'est produite cette évolution, nous devons étudier le régime de la grande Ordonnance de 1681.

II

L'Ordonnance d'août 1681. — Tout d'abord à quoi s'applique le droit de prise d'après ce texte ?

1^o A tous les navires ennemis, ou commandés par des individus dépourvus de commission ;

2^o A tous ceux qui combattent sous un autre pavillon que celui dont ils ont commission, ou qui ont deux commissions ;

3^o A tous ceux dont les chargements ne sont pas accompagnés de charte-partie ;

4^o A tous les navires chargés de marchandises ennemies et à toutes les marchandises sur un navire ennemi. (Article 4 et suivants, titre IX, livre III de l'Ordonnance de 1681).

Ayant ainsi délimité le champ d'action des corsaires et équipages du Roi, l'Ordonnance traite, dans son article 31, du partage des prises.

Avant toute répartition, on doit prélever sur le produit des prises, les frais de déchargement et de garde du

navire et des marchandises. Il n'est pas besoin d'insister sur cette disposition parfaitement justifiée.

Les bénéficiaires des parts de prises pouvaient demander que la délivrance leur en fut faite en nature ; le règlement du 6 juin 1672 leur en donne expressément le droit, et cette pratique était encore en usage en 1681 ; elle cessa cependant peu de temps après, car au début du XVIII^e siècle, il était d'usage constant que les prises fussent vendues judiciairement.

L'article 32 et l'article 33 règlent le détail du partage qui, après distraction des frais divers énumérés à l'article 31 doit se faire ainsi qu'il suit :

1/10 à l'Amiral, puis les frais de justice à qui de droit, puis partage du restant entre les intéressés, conformément aux conditions de leur société ; s'il n'a été passé aucun contrat de société : 2/3 appartiennent à ceux qui ont fourni le vaisseau et 1/3 aux officiers, matelots et soldats.

Il nous faut expliquer sommairement, et justifier, l'attribution du 1/10^e de la valeur des prises à l'Amiral.

Qu'est-ce que le 1/10^e de l'Amiral ?

C'est un émolument qui, attribué à la charge d'Amiral, est presque aussi ancien que cette institution, et qui lui avait été donné par l'Ordonnance de 1400 ; comme c'était le principal revenu de cette charge très importante, il avait été admis que, seuls les frais de garde et de magasinage dont nous avons parlé plus haut, seraient prélevés sur la prise avant l'attribution du 1/10^e à l'Amiral. :

En ce qui concerne la part des armateurs, l'Ordonnance de 1681 ne fait aucune distinction entre les

propriétaires du Corsaire et les avitailleurs, comme c'était le cas en 1543 et 1584, car en 1681, les deux catégories se confondaient.

L'exposé des dispositions de l'Ordonnance de 1681 relatives au droit des capteurs serait terminé ici, si nous n'avions à ajouter un résumé de recommandations ou de prohibitions qui trahissent des préoccupations d'ordre moral.

C'est d'abord l'art. 30 qui enjoint aux officiers de l'Amirauté d'opérer avec toute diligence en tout ce qui a rapport à la liquidation et au partage des prises, Cette prescription dérive évidemment du souci qu'avait le Roi d'éviter tout sujet de mécontentement aux bénéficiaires des prises qui lui rendaient de fort grands services et qu'il était important de ne pas décourager.

Enfin, première trace des préoccupations qui vont se développer par la suite, en vue d'une protection efficace du droit des capteurs, il est fait défense expresse, à peine d'amende et de destitution, aux officiers de l'Amirauté de se rendre acquéreurs des prises.

III

Au cours de l'étude que nous allons faire de la période qui s'écoulera de 1681 à la Révolution, nous aurons à signaler successivement, la suppression du 1/10^e de l'Amiral et l'attribution de parts de prise aux équipages des navires de guerre du Roi. De ces deux faits nouveaux le dernier est d'une importance capitale ; il est à l'origine de toute la législation moderne des parts de prise.

Au début du XVIII^e siècle, l'Amiral voyant la nécessité

d'encourager la guerre de course, et pensant que la meilleure manière était d'augmenter la valeur des parts de prises, offrit au Roi de ne prélever son 1/10^e que sur le produit net, prenant ainsi sa part des frais qui, jusqu'alors grevaient les seules parts des armateurs, des propriétaires et de l'équipage. Un Édit du mois d'août 1743 homologua cette offre. Mais le beau temps de la course était passé; cet avantage était insuffisant pour compenser les difficultés de l'armement de course, aussi le Roi dut-il demander à l'Amiral de consentir, jusqu'à la fin de la guerre alors en cours, qui devait porter dans l'histoire le nom de « guerre de succession d'Autriche », à la suspension du 1/10^e — ce qui fut fait par la Déclaration du 5 mars 1748. La même mesure fut prise lors de la guerre suivante (la guerre de sept ans), par la Déclaration du 15 mai 1756. Le Roi multipliait d'ailleurs les encouragements à l'armement en course, dont il avait si grand besoin, et proclamait sa « résolution de protéger la course et de la favoriser par toutes sortes de moyens. »

L'un de ces moyens fut la disposition d'après laquelle, afin d'inciter les corsaires à se joindre aux vaisseaux de guerre, les premiers devaient recevoir leur part de prises faites pendant la période de jonction, part strictement proportionnelle au nombre des canons, compte non tenu du calibre de ces canons, de la grandeur des bâtiments et de la force des équipages.

Le droit du 1/10^e fut définitivement supprimé par un Édit de septembre 1758, dans le préambule duquel le Roi déclarait agir ainsi « pour nous ménager avec certitude, pour l'avenir ainsi que dans le présent la

ressource des armements particuliers dans les occasions où nous jugerons à propos de l'employer. »

Nous avons vu que l'art. 33 de l'Ordonnance de 1681 précisait qu'au cas où aucun contrat de société n'existerait entre les armateurs et l'équipage des navires de course, les premiers auraient les $\frac{2}{3}$ de la valeur de la prise, l'équipage $\frac{1}{3}$. Cependant, en 1714, un arrêt du Parlement de Bordeaux qui n'était d'ailleurs pas compétent en la matière, ne reconnut à l'équipage qu'un $\frac{1}{10^e}$ de la prise, le navire à propos duquel l'arrêt était intervenu n'étant pas armé uniquement pour la course, mais à la fois « en guerre et marchandises ». Rien ne permettait une telle distinction, mais cet arrêt eut quelque succès et d'autres Amirautés adoptèrent ce principe, sans protestation sérieuse de la part des équipages, les prises faites hors course étant rares et peu importantes.

Mais en 1758, il advint qu'un navire de Bordeaux, le « Titon l'Africain » fit une prise de 800.000 livres. Les armateurs ne voulurent donner qu'un dixième à l'équipage ; ce dernier soutint qu'il avait droit au tiers, et l'affaire était trop importante pour que l'une ou l'autre des parties cédât sans résistance. Les armateurs n'eurent pas l'opinion publique pour eux ; il faut avouer qu'ils avaient mauvaise grâce à refuser de donner satisfaction à leur équipage ; c'était en effet, à l'intelligence du commandement, à la vaillance des matelots, à l'énergie de tous que la prise avait pu être faite après un dur combat qui aurait pu se terminer par la perte du navire français, et coûter encore 80.000 livres aux armateurs. Le Capitaine du « Titon l'Africain » saisit

de cette affaire le Commissaire Ordonnateur de Bordeaux qui le soutint énergiquement et en référa au Ministre. L'affaire parut devoir se terminer favorablement pour l'équipage ; le Ministre, M. de Massiac, en effet, opina en sa faveur, « la prétention de l'équipage étant si « juste et si conforme aux règles qu'il ne concevait « pas comment on osait la disputer. » Les armateurs protestèrent et portèrent la question devant le Roi. Un arrêt du Conseil intervint le 10 janvier 1759 ; il parut assez ambigu pour donner quelque inquiétude aux gens de mer.

Il se terminait en effet par la déclaration que ce n'était pas une raison parce qu'il avait plu au Roi de porter au 1/3 de la valeur des prises, la part de ses équipages, pour qu'il en fût ainsi sur les navires de commerce et que, pour ces derniers, il en devait être « usé comme par le passé ». Il est visible que le Conseil d'État n'avait voulu mécontenter trop vivement aucune des parties.

Craignant qu'on n'interprêtât dans un sens défavorable à leur cause l'arrêt du Conseil, les gens de mer adressèrent un mémoire au Ministre de la Marine. Ce mémoire se fondait sur l'absence de toute distinction à l'art. 23 de l'Ordonnance de 1681 entre les prises faites en course et celles faites hors course. Les armateurs auraient tort d'arguer de plus fortes dépenses dans l'armement en marchandises. Les dépenses pour la course sont infiniment plus considérables. Mais, disent les armateurs « l'équipage reçoit des gages dans l'armement en marchandises, tandis qu'il n'en reçoit pas dans l'armement en course ». Erreur, peut-on leur répondre ;

dans le dernier genre d'armement, les matelots reçoivent des avances, souvent considérables, et qui ne leur sont pas reprises au cas où il ne se fait pas de prises. De plus lorsqu'un navire armé en marchandises fait une prise, c'est un profit inespéré pour l'armateur qui doit s'estimer bien heureux d'en conserver les $\frac{2}{3}$ et aurait mauvaise grâce à dépouiller les matelots du dernier tiers. A l'appui de cette thèse, on peut dire encore que, sachant qu'il ne recevra qu'un dixième, l'équipage renoncera le plus souvent à engager un combat qui lui rapporterait si peu de chose.

Mais d'où l'arrêt de 1714 tire-t-il cette quotité de $\frac{1}{10}$ ^e qui ne figure nulle part dans l'Ordonnance de 1681 ?

Il est permis de penser que l'idée lui aura été donnée par le fait que c'était là part accordée alors par le Roi à ses équipages pour les prises faites par eux. Mais à l'examen, les situations ne sont pas comparables, ni quant à l'équipement du navire, ni quant au service des matelots, ni quant à celui des officiers ; l'équipage marchand travaillant pour un salaire, celui des navires du Roi par obligation ou par dévouement au Roi ou à l'État. En outre, si c'était là le vrai motif de l'arrêt de 1714, il faudrait en conclure logiquement que les équipages des navires en cause n'auraient rien dû recevoir quand le Roi ne donnait rien à ses équipages ou que leur part eût dû être élevée au $\frac{1}{3}$ quand il plut au Roi de porter à ce taux la part de ses marins.

En fait, les Amirautés continuèrent à se partager sur la question, comme avant le prononcé de l'arrêt (1).

(1) Cf. Valin ; op. cit. p. 393-398.

Le Gouvernement Royal ne s'est pas borné à l'énoncé de principes généraux sur le partage des prises ; il a pris un certain nombre de mesures destinées à protéger les droits des corsaires et ceux de leurs équipages — et cela tendait bien au même but que maintes autres mesures énumérées déjà : favoriser le développement de la course.

Protection des armateurs d'abord. Une Ordonnance du 31 octobre 1691 fait défense aux matelots embarqués sur les corsaires de quitter leur bâtiment avant l'expiration de leur engagement. Auparavant, en effet, les hommes, après avoir passé quelques jours à bord d'un premier navire, et y avoir touché des avances, passaient sur un autre, escroquant ainsi, c'est le mot, des sommes parfois importantes aux armateurs, et surtout, ce que le Roi voulait empêcher, rendant très difficile l'armement en course.

C'est ensuite un Règlement Royal du 25 novembre 1693 qui délimite assez étroitement la question des avances à consentir par les armateurs à leurs équipages. Les matelots avaient, en effet, exagérément élevé leurs prétentions à des avances, et beaucoup d'armateurs en étaient arrivés à reculer devant les frais trop considérables pour un bénéfice très incertain. Quotité des avances suivant le grade, époques où elles devaient être payées, limitation des engagements, etc., sont prévues par le Règlement de 1693.

Mais si le Roi se préoccupe ainsi de protéger les armateurs pour empêcher que le découragement ne se glisse dans les maisons d'armement, il étend également

sa protection aux matelots, dont il entend prendre la défense contre des armateurs sans scrupules :

C'est d'abord une Ordonnance du 23 février 1674 qui prescrit la présence du Contrôleur de la Marine lors des publications des ventes de prises, et son consentement pour que l'adjudication puisse avoir lieu. Puis, c'est un Règlement du Conseil du 6 août 1763 qui défend aux armateurs de payer des parts de prises aux matelots ne sachant pas signer, hors la présence des « Officiers des classes », qui doivent certifier le paiement. Cette sage disposition fut étendue, le 15 décembre 1782, à tous les équipages indistinctement.

D'autre part, le Règlement du 9 juin 1706 dispose que l'arrêt de validation des prises doit être déposé au greffe de l'Amirauté dans les six semaines de la date de cet arrêt, puis que la part de l'équipage doit être versée dans les trois jours de la liquidation, faute de quoi, les officiers peuvent adjuger à l'équipage par manière de provision, une somme égale à celle des avances reçues.

Non content de protéger les gens de mer contre les armateurs dont la naturelle tendance était de les exploiter, le Roi tint à les protéger contre eux-mêmes et contre toutes les tentations qui les attendaient dès qu'ils mettaient le pied sur la terre ferme. Une Ordonnance du 20 juin 1689 déclara nulles, les ventes faites par les matelots de leurs parts de prises, prescription qui fut maintes fois renouvelée et rappelée par la suite. C'est cette même préoccupation qui induisit le Parlement de Rennes (Arrêt du 2 juin 1781) à annuler tous actes de vente et marchés faits sur les parts de prises,

à ordonner la reprise des sommes payées après la liquidation des prises et sur leur montant, sans aucun intérêt. Un arrêt du Conseil rendu peu de jours après (12 juin 1781) reprit et étendit ces interdictions, et un arrêt du Parlement de Rouen, en date du 16 janvier 1784, renouvela l'interdiction d'agiotage des parts de prises.

C'est aussi pour protéger les droits des bénéficiaires de parts de prises, que le Roi fit défense, à peine de destitution et d'une forte amende, aux Commissaires de « prendre aucune part ni intérêt dans les bâtiments armés en course », afin qu'ils ne fussent pas tentés de favoriser injustement ceux avec lesquels ils étaient intéressés, « ce qui ferait tomber la course, s'il n'y était pourvu ». Toujours, à côté de l'idée d'équité, la préoccupation de l'intérêt public !

Ce souci de protéger les intérêts des bénéficiaires des prises, se retrouve encore dans les instructions données aux fonctionnaires chargés de toutes les opérations relatives à la liquidation et à la distribution du produit des prises.

Il nous reste quelques mots à dire sur les retenues, autres que le 1/10^e de l'Amiral et les frais divers d'administration de la prise, supportées par celle-ci.

On sait que, par une disposition fort remarquable et qui anticipait beaucoup sur la législation contemporaine de la Prévoyance sociale, Colbert avait institué (Édit du 6 octobre 1674) la Caisse des Invalides de la Marine, qui devait verser aux marins estropiés, malades ou trop âgés pour continuer à naviguer, des secours destinés à leur assurer la subsistance. Cette Caisse

devait être alimentée par une retenue de 6 deniers pour livre sur les appointements et solde des officiers généraux, officiers et équipages.

Le Roi pensa que les hommes, que l'âge ou la maladie avaient seuls empêchés de prendre part à la course et de s'y assurer par leur courage et leur endurance des parts de prises, devaient bénéficier d'une faible partie de ce que les hommes jeunes et vaillants avaient gagné.

Partant de cette idée, Louis XIV prescrivit, pendant la Guerre de la Ligue d'Augsbourg, une retenue de 3 deniers pour livre au profit de la Caisse des Invalides, sur la valeur des prises amenées dans les ports de Bretagne.

En 1703, cette disposition fut étendue à tous les ports du Royaume, et la somme qui en était retirée, affectée à la même Caisse.

Un Édit du mois de mai 1709 porta la retenue à 4 deniers. Enfin, un Édit de mars 1713 éleva le droit à 6 deniers par livre. Ce droit s'entend, déduction faite du 1/10^e de l'Amiral et des frais de garde et de vente des prises. Puis, une très sage mesure fut prise qui favorisait cette caisse des marins, sans léser gravement les intérêts des capteurs. Il pouvait arriver que le produit net de certaines prises fût insuffisant pour permettre de donner à chacun une part raisonnable, soit à cause du peu de valeur de la prise, soit que les frais de garde ou de liquidation en eussent absorbé la plus grande partie ; en pareil cas, une Ordonnance du 28 avril 1760 prescrivit que le tiers du produit net de ces prises serait versé à la Caisse des Invalides.

Indépendamment de ces mesures d'ordre général s'appliquant à toutes les prises sans distinction, des usages ou des règlements particuliers à certains ports prescrivaient le versement de sommes en faveur d'institutions charitables sur le produit des prises conduites dans ces ports; ainsi l'Hôpital de St-Malo recevait un denier par livre, les pauvres des ports de Bretagne, de Granville, de Calais, les marins estropiés recevaient un tribut; ailleurs, enfin, on prélevait trois deniers par livre pour le rachat des matelots esclaves en Barbarie ou au Levant.

Jusqu'à présent, nous n'avons envisagé que le cas simple de la prise faite par un seul navire et attribuée à ce seul navire. Mais il peut arriver que plusieurs navires aient participé à la capture ou qu'une société ait été conclue entre deux navires.

Dans le premier cas, sont admis à participer au partage des prises les navires qui ont combattu réellement ou contribué à amener la réduction de l'ennemi (1).

Les associations (2) ne sont valables qu'entre corsaires et non entre corsaires et vaisseaux du Roi, et l'acte d'association doit être écrit. Cependant, il peut arriver que des conventions non écrites soient admises; il en est ainsi quand les corsaires poursuivant un navire ennemi en aperçoivent d'autres; « ils peuvent alors, « en se séparant pour les poursuivre tous en même temps, « convenir, par des signaux, de s'admettre réciproquement au partage des différentes prises qu'ils feront,

(1) Ordonnances de 1555 (art. 6) et de 1584 (art. 62), règlement du 27 janvier 1706.

(2) Ibidem.

« en sorte que celui qui se séparera, en faisant un signal
« de pavillon rouge sera admis à partager la prise dont
« il aura abandonné la poursuite et sera aussi obligé
« de consentir au partage du vaisseau qu'il aura pris,
« si les autres armateurs qui continuent leur chasse
« lui répondent par un signal semblable; et au cas que
« les autres fassent un signal de pavillon blanc, ce signal
« sera une marque de refus et exclura la société. » (3)

Si, enfin, plusieurs corsaires rencontrent en même temps une flotte ennemie, il se forme entre eux une société tacite et les prises qu'ils font deviennent communes et sont partagées entre eux. Et cette société tacite est censée faite également avec les vaisseaux du Roi si les uns et les autres contribuent aux mêmes captures (4).

Dans les différents cas détaillés ci-dessus, la répartition a lieu proportionnellement à l'importance des navires capteurs et de leurs équipages, au nombre et au calibre de leurs canons.

Mais la plus grande réforme de cette période fut, sans contredit, l'attribution d'une part de prises aux équipages des vaisseaux de guerre du Roi. Nous venons de voir que la course se mourait au milieu du xviii^e siècle; la Marine Royale va maintenant prendre toute la place que les corsaires tenaient au xvii^e siècle, de sorte que, peu à peu, c'est aux vaisseaux de guerre que vont revenir presque exclusivement l'honneur et la gloire de faire des prises en temps de guerre — et aussi le profit tiré de leur vente.

(3) Règlement du 27 janvier 1706 (art. 4).

(4) Règlement du 27 janvier 1706 (art. 5).

C'est l'Ordonnance du 3 septembre 1692 qui a décidé que les équipages des vaisseaux du Roi auraient le $\frac{1}{10^e}$ du produit des prises, calculé de la même façon que le $\frac{1}{10^e}$ de l'Amiral. Cette part devait être ensuite ainsi répartie : $\frac{1}{4}$ au Capitaine, $\frac{1}{4}$ aux autres officiers avec un barème proportionnel au grade, et l'autre moitié aux sous-officiers et marins.

La Déclaration du 5 mars 1748 élevait la part de l'équipage (en comprenant l'État-Major dans cette expression) au tiers du produit des prises. La répartition en fut réglée par l'Ordonnance du 15 juin 1757. Cette Ordonnance disposait que les bâtiments de guerre pris sur l'ennemi, seraient retenus pour le service de l'État, mais que l'équipage recevrait, dans ce cas, une gratification fixée d'après l'artillerie du navire capturé, toutes autres prises (navires marchands, marchandises, matières d'or et d'argent, etc.) devant être vendues et attribuées, pour un tiers de leur valeur, à l'équipage preneur.

Enfin, au début de la guerre d'Amérique, l'évolution atteignit son terme logique. L'Ordonnance du 28 mars 1778 abandonna aux équipages la totalité des navires de guerre ou corsaires ennemis capturés ainsi que leurs cargaisons, et les $\frac{2}{3}$ des navires marchands ennemis, le dernier tiers devant revenir à la Caisse des Invalides.

De plus, cette Ordonnance augmenta la part des officiers-mariniers et matelots au détriment des officiers. $\frac{1}{3}$ alla à ces derniers, tandis que $\frac{2}{3}$ furent attribués à l'équipage. Il fut également prévu, ce qui n'est qu'un corollaire de cette mesure nouvelle que les navires de

guerre que l'État désirerait conserver seraient payés aux équipages capteurs d'après un barème.

Enfin, l'Ordonnance prévoyait l'allocation de gratifications aux blessés, aux veuves et aux orphelins de marins tués ou morts des suites de leurs blessures.

Ainsi, avec la fin de la Royauté se termine cette évolution du régime des prises ; la part des équipages du Roi, d'abord minime, augmente peu à peu jusqu'à absorber, à la fin du règne de Louis XVI, la valeur totale des prises faites par eux. Évolution logique, disent les partisans de l'ancien régime des prises, aboutissant à un système bienfaisant, soutenant au moyen de l'intérêt, le patriotisme et l'esprit de devoir des marins, et présentant pour l'État, malgré le sacrifice pécuniaire que ce régime entraîne, un avantage de premier ordre dont la nation bénéficie largement.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DES ARRÊTÉS CONSULAIRES DU
9 VENTÔSE AN IX ET DU 2 PRAIRIAL AN XI

La Révolution eut à faire face, dès 1792, à une formidable coalition ennemie ; l'effort fait sur terre devait s'accompagner d'un effort sur mer, où régnait notre principal adversaire. La Convention, suivant la voie que lui avaient tracée Louis XV et Louis XVI, jugea, comme ce dernier roi, que le meilleur encouragement à donner aux équipages, qu'elle envoyait lutter contre la plus forte puissance navale du monde, était de leur abandonner les prises qu'ils devaient être amenés à faire.

Les décrets de la Convention du 6 février 1793 et du 1^{er} octobre suivant, disposent que « tous vaisseaux, frégates, etc..., artillerie, marchandises, pierreries, matières d'or et d'argent, et autres effets qui pourront se trouver à bord, appartiendront *en totalité* aux individus composant les équipages preneurs ».

Ce droit de propriété est si absolu que si l'État a besoin d'acquérir des navires de guerre de prise pour son service, il doit les payer dans les trois mois aux équipages des bâtiments preneurs d'après un tarif fixé suivant l'importance et le nombre des canons du navire acquis.

En ce qui concerne les marchandises, ou autres objets que l'État désirerait appliquer à son service, le

prix en devait être payé sur l'estimation faite contradictoirement par des Commissaires nommés par l'Ordonnateur civil ou l'administrateur en chef du port où les prises devaient être vendues, et par les experts nommés par les équipages preneurs, ou, à défaut, par le syndic des classes.

Un tableau faisant suite au décret fixe la répartition des parts de prises ; il comprend 10 classes, où sont rangés les ayants-droit depuis les mousses jusqu'à l'Officier général, Commandant en chef, la 1^{re} classe touchant $\frac{1}{2}$ part, et la dixième 7 parts. Il est à remarquer que les passagers figurent sur ce tableau, et que l'on a estimé que l'heureuse chance qui les a fait se trouver à bord du navire capteur au moment de la prise, ce qui, il est vrai, n'allait pas sans danger pour eux, légitimait l'allocation, qui leur était faite, d'une demi part.

On voit également sur cette liste une énumération de professions qui étonnent un peu : chaudronniers, vitriers, imprimeurs, apothicaires, etc. Nous ne les citons que pour bien marquer le soin qu'ont pris les rédacteurs du décret de n'oublier personne à bord.

Les prises appartenant aux capteurs, il s'ensuit que les parts viennent accroître la masse successorale, si l'ayant-droit vient à mourir avant de les avoir touchées ; cela est très naturel, mais ce qui suit l'est moins, et montre combien la Convention tenait à avantager les capteurs :

Les articles 29 et 30 de la Loi accordent aux héritiers des marins tués dans les combats non seulement des parts dans les prises faites avant la mort de ces derniers, mais aussi des parts dans celles qui viendraient à être

faites dans le mois suivant la mort, pourvu que la campagne n'ait pas été interrompue. De plus, les marins débarqués pour maladie ou blessures continuent à avoir droit aux parts de prises pendant tout le temps de leur absence du bord, pourvu qu'ils y réembarquent ; au cas où ils ne rejoindraient pas leur force navale, ils ne participeraient qu'aux prises faites dans le mois suivant leur débarquement. La même faveur était d'ailleurs réservée aux héritiers des ayants-droit qui venaient à décéder des suites de leurs blessures.

La Loi prévoit aussi que les personnes chargées de la vente des prises dans les ports étrangers pourront recevoir $\frac{1}{2}$ % du produit net de la vente, et elle fixe très étroitement les droits à percevoir par les fonctionnaires, juges de paix, greffiers, etc..., droits qui devaient être prélevés sur le produit de la vente des prises.

Enfin, reprenant l'œuvre sagement protectrice de la royauté, la Loi du 1^{er} octobre 1793 renouvelle expressément (art. 46) la défense faite aux équipages de vendre à l'avance leurs parts de prises, et prévoit une peine de mille livres d'amende pour chaque opération d'achat qu'auraient faite les agioteurs. Une circulaire du Ministre de la Justice, du 27 Brumaire an VI, rappelle ces dernières dispositions et dénonce « les manœuvres inventées par la cupidité pour s'emparer impunément du pécule des marins : les ventes de parts de prises... se couvrent du manteau de procurations revêtues d'une forme régulière. Les porteurs de ces procurations simulées qui ne sont que de vrais cessionnaires, se présentent ensuite pour toucher les portions revenant au cédant ». Et la circulaire rappelle que le règlement du 15 décembre 1782

a stipulé que tout paiement de parts de prises ne doit se faire qu'en présence des Commissaires des classes.

Les contestations sur la liquidation et la distribution des prises sont du ressort des tribunaux de commerce des ports où ces prises ont été amenées (Loi du 14 février 1793). Une loi de 18 brumaire an II revient sur cette disposition et décide que la juridiction compétente en la matière sera le Conseil exécutif provisoire.

La Loi de 1793 est très favorable aux équipages capteurs, comme on le voit ; c'est l'aboutissement de l'évolution commencée à la fin du ^{xvii}e siècle sous la pression des événements que nous avons résumés et, tendant à l'intensification de la guerre de course. Tout aux capteurs fut le mot d'ordre, et l'on multiplia en leur faveur les encouragements. Il semble cependant que cette Loi ait été trop loin dans cette voie ; la suppression de la retenue pour la Caisse des Invalides, par exemple, eut un effet désastreux sur l'état de cette caisse, et la Loi du 9 Messidor an III dut prescrire la retenue d'un sou pour livre, sur le produit net des prises faites, tant par les bâtiments de l'État que par les Corsaires.

Il ne semble cependant pas que les instructions de la Convention, tendant à une rapide liquidation des prises aient été suivies d'effet. Fréquemment des Membres de l'Assemblée se plaignent des lenteurs de la répartition, demandent la mise à l'étude de moyens destinés à l'accélérer, proposent même d'accorder un acompte aux marins sur leurs parts de prises (Décret du 14 Messidor an II). Un Arrêté du Directoire du 25 Messidor an VI ordonne la répartition aux capteurs, sous forme d'acompte, de la valeur représentative du

tiers des prises non encore vendues, « tous frais et retenues devant être supportés par les deux autres tiers ».

I

La réglementation des prises maritimes étant ainsi établie, il ne restait plus qu'à la fixer définitivement dans la Loi ; c'est ce que fit le Consulat dans les Arrêtés des Consuls du 9 Ventôse an IX, et du 2 prairial an XI.

Le premier, qui traite des prises maritimes faites par les bâtiments de l'État, s'appliqua jusqu'à la dernière guerre, et ce ne fut que dix-huit mois après l'ouverture des hostilités, et pour des raisons que nous étudierons plus loin, que l'on décida, au moment où on allait l'appliquer, qu'elle ne répondait plus aux conditions de la guerre moderne. Son importance intrinsèque et celle que lui confèrent ses cent quatorze années de durée nous font une obligation de l'étudier très complètement.

Tout d'abord, à quoi s'étend le droit de prise :

1^o A tous vaisseaux, frégates et autres bâtiments de guerre ennemis, leur artillerie, agrès, appareils, vivres et munitions, marchandises, pierreries, matières d'or et d'argent, et autres effets chargés sur les bâtiments capturés ;

2^o Aux corsaires, bâtiments armés en guerre et marchandises, et navires marchands appartenant à l'ennemi, ou susceptibles d'être capturés.

Qui l'Arrêté des Consuls appelle-t-il à bénéficier de ces prises ?

1^o Les États-Majors et équipages des bâtiments de l'État capteurs, auxquels sont assimilés les officiers

de l'armée de terre, les sous-officiers et soldats embarqués sur des bâtiments de guerre, ou armés en guerre ou sur des transports.

2° Les officiers et soldats des troupes de terre participant avec des bâtiments à une opération déterminée ; ils ont droit aux prises faites au cours de l'opération ou en vue du lieu qui doit être attaqué.

3° Les armateurs et équipages de corsaires participant à des opérations de guerre avec des navires de l'État, ceux des « bâtiments de commerce employés pour le compte de l'État et soldés par lui », et ceux des bâtiments armés en guerre et marchandises coopérant aux prises faites par les bâtiments leur servant d'escorte ; enfin, d'une manière générale, les équipages des bâtiments dont la présence inopinée aura facilité les prises.

4° La caisse des Invalides de la Marine.

Voyons maintenant la part allouée à chacune de ces catégories de bénéficiaires.

Tout d'abord, la règle générale est que les bâtiments de guerre ennemis et tout ce qu'ils contiennent appartiennent *en totalité* aux bâtiments capteurs. La caisse des Invalides ne reçoit donc rien sur la valeur de cette catégorie de navires de prise. Tout au moins il en fut ainsi jusqu'en 1816. Le 22 mai de cette année, une Ordonnance, réorganisant la Caisse des Invalides, prescrivit qu'elle prélèverait 3 % sur le produit brut des bâtiments de guerre ennemis capturés.

Les corsaires et navires marchands ennemis sont répartis ainsi : un tiers du produit net à la Caisse des Invalides, deux tiers aux États-Majors et équipages des bâtiments preneurs. Ces deux tiers sont eux-mêmes

répartis, un tiers aux Amiraux, Commandants et États-Majors (de $\frac{1}{4}$ à 30 parts), deux tiers aux équipages (de $\frac{1}{4}$ à 4 parts). De plus, à partir du 22 mai 1816, il fut prélevé 3 % du produit brut des prises au profit de la Caisse des Invalides.

Cela c'est la règle simple applicable d'une façon très générale. Voici maintenant quelques cas particuliers. En cas de coopération des armées de terre et de mer, les participants viennent à égalité de grade, et les prises sont partagées par égales portions.

Si une partie d'une force navale à l'ancre en est détachée pour faire une croisière, et que cette force détachée fasse des prises, le tiers du produit de ces prises lui est tout d'abord attribué, après quoi, elle participe, comme le reste de la force navale à la répartition des deux autres tiers. Mais, si au contraire, la force navale qui détache des navires est elle-même à la mer, les prises faites par les unités détachées tombent dans la masse. Quand nous employons le verbe « détacher », il est bien entendu que ce n'est qu'une mission de courte durée que ces navires sont censés avoir reçue ; quand le « détachement » est définitif, les prises appartiennent, en entier, à ceux qui les ont faites.

En cas de coopération de corsaires avec des bâtiments de l'État, les premiers ayant été requis de se joindre aux seconds, les parts sont fixés eu égard au nombre respectif des canons des uns et des autres.

Pour les équipages « des bâtiments de commerce » employés pour le compte de l'État, la répartition a lieu suivant le grade des intéressés, mais confor-

mément à un tableau d'équivalence où la part du Capitaine est limitée à celle d'un Enseigne, etc.

Enfin, les prises communes à plusieurs alliés sont réparties d'après le nombre de vaisseaux de ligne, sans tenir compte des frégates et autres bâtiments.

Les droits des bénéficiaires étant ainsi réglés, il a paru convenable de réserver à l'État une sorte de droit de réquisition portant sur les navires dont il pourrait avoir besoin pour la défense nationale. Il est, en effet, logique que l'État puisse se servir de navires qui, en fait, ont été capturés en son nom ; car, il ne faut pas oublier que, si les capteurs sont propriétaires des prises qu'ils font, c'est en vertu d'un acte exprès de l'État qui a abdiqué en leur faveur son droit de propriété. L'Arrêté des Consuls prévoit donc que « lorsque les besoins de la « République exigeront d'acquérir pour son service » des navires de guerre enlevés aux ennemis, la valeur en sera payée aux capteurs « dans trois mois au plus « tard de leur acquisition » suivant leur importance, d'après un tarif inséré à l'art. 3 de l'Arrêté, et majoré au cas où les navires auraient été pris à l'abordage. Ces prix ne s'appliquant pas d'ailleurs aux matières d'or et d'argent, ou marchandises pouvant se trouver à bord, et qui sont la légitime propriété des capteurs.

Ce droit de réquisition ou de préemption, l'État peut l'exercer également à l'égard des navires de commerce, corsaires, etc. Mais comme il est difficile, sinon impossible, de fixer, dans ce cas, par avance, la valeur des dits navires, l'Arrêté prévoit que l'estimation en sera faite contradictoirement, l'État étant représenté par des Commissaires nommés à cet effet, et les équipages

preneurs par des experts nommés par eux, ou à défaut par le syndic des classes.

Il n'y a que peu de dispositions relatives à la liquidation des prises ; il est traité en détail de la procédure de la liquidation, dans l'arrêté du 6 germinal an VIII. Il est seulement spécifié que les frais de procédure, garde, magasinage, etc., doivent être prélevés sur le produit brut des prises. Sur le produit net de la vente, ne doit être prélevée qu'une rétribution de $\frac{1}{2}$ pour cent au bénéfice des Commissaires des relations commerciales (nous dirions aujourd'hui : Consuls), lorsque la vente aura eu lieu dans un port étranger.

C'est un délai de vingt-quatre heures seulement que l'arrêté donne aux officiers ou fonctionnaires compétents pour entamer la procédure de la liquidation des prises, à compter du jour de l'arrivée de celles-ci. En fixant ce court délai, le législateur a voulu montrer sa volonté de voir payer très promptement aux ayants-droit la part qui leur revenait ; et il a complété cette disposition par une mesure de publicité très heureuse : le bordereau de la vente et l'état de répartition doivent être imprimés, et un exemplaire adressé à tous les quartiers des marins capteurs ainsi qu'aux conseils d'administration des corps de troupes bénéficiaires.

L'Arrêté du 9 Ventôse an IX prévoit, comme les textes qui l'ont précédé, une série de mesures bienveillantes pour les marins blessés et malades, ainsi que pour les familles des marins morts.

Les marins débarqués pour blessures ou maladies continuent à participer aux prises faites pendant leur absence ; toutefois, s'ils ne rentrent pas à bord de leur

bâtiment, ils perdent ce droit au bout d'un mois. Cette même faveur est accordée aux héritiers de ceux qui meurent des suites de leurs blessures.

L'Arrêté prévoit aussi la concession, sur la Caisse des Invalides de la Marine, de gratifications aux blessés, aux veuves et orphelins des marins tués dans les combats ou morts des suites de leurs blessures.

Enfin, l'Arrêté des Consuls renouvelle la défense expresse faite à tout titulaire de parts de prises de les vendre à l'avance, à peine de nullité de contrat et d'une amende de mille francs pour l'acheteur.

II

La Révolution, pas plus que la Royauté, ne pouvait se passer des corsaires ; la lutte qu'elle soutenait contre l'Angleterre lui faisait une obligation d'user contre le commerce maritime de son ennemie de l'arme la plus cruelle, de celle qui pouvait seule l'atteindre au point sensible, et l'amener à se déclarer vaincue. La situation insulaire de l'Angleterre, le fait qu'elle vit d'échanges font dépendre son existence de sa marine de commerce, et cette ceinture de mers qui fait sa force, fait aussi sa faiblesse.

Il y avait une autre raison à la reprise de la guerre de course : la désorganisation profonde de notre marine militaire qui la rendait incapable de lutter avec quelque chance de succès contre la Marine Royale anglaise.

La Convention décréta donc la guerre de course, et lança une proclamation grandiloquente qui se terminait ainsi : « Le Français se bornera à l'attaquer (le

« gouvernement anglais), dans ce qu'il a de plus cher,
« dans ce qui fait son bonheur : dans ses richesses !
« Tous nos plans, toutes nos croisières, tous nos mouve-
« ments dans nos ports et en mer n'auront pour but
« que de ravager son commerce, de détruire, de boule-
« verser ses colonies, de le forcer, enfin, à une banque-
« route honteuse ».

Le résultat fut, malheureusement, beaucoup moins brillant. Une véritable fièvre, où le patriotisme et les affaires avaient leur part, s'empara des armateurs qui tous voulurent faire la course. Mais, à part quelques brillants succès, qui furent des coups de fortune pour ceux qui en bénéficièrent, le total des pertes anglaises ne dépassa guère 2 1/2 % du chiffre global des bâtiments de commerce de cette nationalité (1).

Néanmoins, la guerre de course avait inquiété l'Angleterre ; l'arme avait peut être été surfaite, mais ce n'en était pas moins une arme sérieuse entre nos mains. Aussi songea-t-on à régler la course, comme on l'avait fait pour les prises faites par les bâtiments de l'État, le 9 ventôse an IX.

L'Arrêté des Consuls du 2 prairial an XI est plus et mieux qu'un barème de répartition, c'est un véritable code de la course où il est traité dans un titre I des sociétés pour la course, des équipages de corsaires, des lettres de marque et des cautionnements, des encouragements à la course, de la police de la course et des rançons ; ce n'est qu'au titre II qu'il est question des prises.

(1) Cf. *Tramond*. Manuel d'histoire maritime de la France 1916), p. 627-629.

Peuvent être capturés : « tous bâtiments appartenant aux ennemis de l'État » ou commandés par des individus « sans commission spéciale d'aucune puissance », ou encore ayant un pavillon autre que celui de l'État dont il tient sa commission, ou qui a des commissions de plusieurs puissances, ou enfin, les bâtiments ou leur chargement, dont la neutralité ne serait pas justifiée conformément aux règlements ou traités. »

Les prises appartiennent aux armateurs et aux équipages capteurs, dans la proportion d'un tiers pour ces derniers, et sans déduction du montant des avances reçues par eux, et dans la proportion d'un cinquième pour les équipages des bâtiments armés en guerre et marchandises. C'est l'épilogue de la longue controverse que nous avons résumée dans le chapitre précédent et qui sépara les armateurs et les équipages, et même les amirautés, quant à la quote-part revenant aux équipages des navires armés en guerre et marchandises : on le voit, ce sont les armateurs qui ont fini par triompher.

Quelles sont les dépenses que la prise aura à supporter avant le partage ?

Ce sont les frais de décharge, de garde et autres frais occasionnés par la conservation de la prise, ainsi que les frais de justice pour la vente des marchandises, la liquidation et le partage. Tous les autres frais, comme ceux d'armement, de relâche, etc., sont exclusivement à la charge de l'armateur.

Quelle que soit la part globale accordée aux équipages, les parts maxima de chacun sont fixées dans un barème où l'on voit le Capitaine recevoir 12 parts et le mousse $\frac{1}{4}$ de part, au plus.

Il nous faut noter ici, que toute prise faite par un détachement provenant d'un corsaire profite à l'équipage entier de ce corsaire. La raison de cette prescription est toute pratique : le Capitaine d'un corsaire ne trouverait plus personne pour rester à son bord si, ayant besoin de quelques hommes pour armer une embarcation, l'équipage avait quelques raisons de penser que cette embarcation pourrait faire une prise que son armement serait seul à se partager. Enfin, les retenues que doivent subir les prises sont réduites au minimum, puisque la seule qui subsiste est celle faite en faveur de la Caisse des Invalides, dont le taux est de cinq centimes par franc.

Avant de passer à la procédure de la répartition, indiquons qu'une disposition prévoit, ici comme en matière de prises faites par bâtiments de l'État, que des sommes prélevées sur le produit des prises, seront payées aux membres de l'équipage blessés et estropiés dans les combats, ainsi qu'aux veuves et enfants des marins tués ou morts de leurs blessures. Ces gratifications sont indépendantes des parts de prises ; leur importance ne doit toutefois pas dépasser le double de la valeur de ces dernières.

L'Arrêté du 2 prairial an XI ne fait pas mention des marins débarqués des navires corsaires pour maladie. On se souvient que la loi du 1^{er} octobre 1793 et l'Arrêté du 9 ventôse an IX stipulaient que, dans ce cas, les marins auraient droit aux prises faites dans le mois de leur débarquement. Il n'y a certainement là qu'un oubli, et il faut admettre que cette disposition s'étend également aux marins des corsaires.

La Révolution a imprimé sa marque au moins en

un point de cette législation des prises. Jusqu'ici tout ce que nous avons exposé n'est, à bien peu de choses près, que la reproduction de l'œuvre de la Royauté. Mais la procédure de la répartition reflète une des idées à la mode depuis 1789. L'art. 99 prévoit que les parts de prises sont fixées aussitôt après le retour du corsaire « à proportion du mérite et du travail de chacun » par un Conseil, assisté de juges du tribunal de commerce et du Commissaire de l'Inscription maritime, et composé du Capitaine et de six officiers. Une fois la répartition terminée, le règlement est signé des Membres du Conseil, du Président du Tribunal et du Commissaire de l'Inscription maritime, et déposé au greffe du Tribunal de commerce.

La Loi a voulu donner une certaine latitude au Conseil dans la fixation des parts, afin que le démérite puisse être sanctionné par une diminution de parts. Mais une majorité de deux voix est nécessaire pour diminuer le nombre de parts accordées aux gradés, tandis qu'une majorité d'une seule voix suffit pour diminuer la part des non-gradés.

Si, pour une cause quelconque, le Conseil ne pouvait être tenu, le règlement serait fait à la requête du Commissaire et conjointement par ses soins et par ceux des juges au Tribunal de commerce ; puis ce dernier Tribunal homologuerait par un jugement le règlement préparé.

Si l'on a entouré de quelque solennité et de précautions minutieuses le règlement des parts de prises, c'est qu'aucun recours n'est admis contre le jugement du Tribunal ou la décision du Conseil spécial.

Il faut reconnaître d'ailleurs que les plus grandes

garanties de compétence et d'impartialité sont prises, et qu'une juridiction d'appel ne disposerait pas de plus d'éléments d'appréciation et de plus de lumières que la première.

Les mesures de protection les plus grandes sont prises en faveur des équipages, tant pour les mettre à l'abri de l'« exploitation » possible des armateurs, que pour les protéger contre leurs propres entraînements.

Les armateurs doivent procéder au paiement des parts de prises dans la huitaine de la liquidation, faute de quoi ils doivent être poursuivis devant le Tribunal de commerce par le Commissaire de l'Inscription maritime, et le paiement doit se faire au Bureau de l'inscription maritime contre émargement des intéressés ou certification du Commissaire. Les parts qui appartiendraient à des marins morts ou absents doivent être versées dans les trois jours, à compter du paiement, au Trésorier des Invalides. Si ces sommes ne sont pas réclamées au bout de trente ans, elles sont acquises à la Caisse des Invalides.

Enfin, protection des marins contre eux-mêmes : les dispositions étudiées précédemment ayant trait à l'interdiction de vendre à l'avance des parts de prises, à celle de les acheter, à peine de perte des sommes versées, sont reproduites. Il est spécifié que les parts ne seront payées qu'aux marins eux-mêmes ; les procurations ne sont pas admises, sauf s'il s'agit de personnes de leur famille.

Il faut ajouter à cette préoccupation de protection des intérêts des marins que cette disposition a aussi pour but d'empêcher les marins de désertir leur bord.

aussitôt vendues leurs parts de prises. Cette sage mesure est donc à double fin, et il faut reconnaître que la deuxième ne le cède en rien en utilité à la première.

Les parts de prises, comme les salaires, sont insaisissables, sauf dans le cas où des avances auraient été faites, avec le consentement du Commissaire, pour le loyer, la subsistance ou les vêtements des hommes de l'équipage.

Une dernière question reste à étudier, avant de clore la première partie de cette étude, où nous avons exposé la réglementation du partage des prises depuis les origines jusqu'au début de la guerre de 1914.

Cette question, c'est celle de la compétence en cas de contestations sur les liquidations des prises.

Pour un motif tiré de la nécessité d'une stricte discipline, les contestations au sujet des liquidations de prises faites par bâtiments de l'État sont portées devant le Ministre de la Marine (1) ; un recours au Conseil d'État statuant au contentieux peut ensuite se produire contre la décision du Ministre (2).

En ce qui concerne les corsaires, les différends qui pourraient s'élever au sujet des prises faites par eux sont du ressort des tribunaux de commerce.

L'Arrêté du 2 prairial an XI subsista jusqu'à l'aboli-

(1) « Le Conseil d'Administration des ports sera exclusivement chargé des liquidations..... des prises faites par les bâtiments de l'État.

« Les contestations sur ces liquidations seront portées au Ministre de la Marine. »

(Arr. du 6 germinal an VIII ; art. 16).

(2) *De Pistoje et Duverdy*. Traité des prises maritimes Tome II (1855) ; page 445.

Laferrière. Traité de la juridiction administrative. Tome II, page 72.

tion de la guerre de course, le 16 avril 1856 (déclaration de Paris). Il fut surtout appliqué pendant le premier Empire. Napoléon employa les corsaires contre l'Angleterre, pour les mêmes raisons que la Révolution l'avait fait. Malheureusement nos ressources en navires n'étaient pas inépuisables, et si nos bâtiments de course remportèrent quelques appréciables succès, leur nombre décroissait de mois en mois. Les ravages que les croiseurs anglais firent dans les flottes de corsaires particuliers dégoûtèrent les armateurs de la course ; des 195 navires que nous possédions pour la course en 1810, il ne nous en restait que 93 en 1812. Les prises, qui étaient en 1806, 1808, 1810, respectivement de 519, 469 et 619 navires, tombèrent à des chiffres tout-à-fait inférieurs, et quand l'Empire s'écroula, on peut dire que la guerre de course avait cessé, faute de corsaires (1).

De 1815 à 1856, la France n'eut guère l'occasion d'appliquer l'Arrêté de l'an XI ; sans doute, y eut-il, sous Louis XVIII, une guerre où la Marine joua un grand rôle : la guerre d'Espagne. Mais la Roi de France avait déclaré ne vouloir pas faire la guerre à la nation espagnole et n'avoir comme ennemi que le gouvernement des Cortès. Aussi les prises furent-elles très peu nombreuses. Un règlement spécial fut établi après entente entre Louis XVIII et Ferdinand VII d'après lequel il fut convenu que chaque pays garderait ses prises. Cette convention, datée du 5 janvier 1824, fut promulguée en France par une Ordonnance Royale du 28 février 1824.

Il est donc permis de dire que, quand la Déclaration de Paris abolit, en fait, la guerre de course, elle abrogea implicitement un texte qui, en réalité, n'était plus appliqué depuis quarante ans.

(1) Cf. *Tramond*. Op. cit. p. 825-826.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DE LA LOI DU 15 MARS 1916

Quand éclata la guerre de 1914, c'était l'Arrêté de l'an IX qui régissait encore la question du partage des prises maritimes.

De nombreux essais de réforme avaient été tentés entre 1872 et 1912, mais aucun des projets n'avait pour but d'enlever aux capteurs leur droit aux parts de prises.

En 1912, l'État-Major général de la Marine avait préparé un projet attribuant le produit des prises au Trésor, mais il avait bientôt paru qu'une loi était nécessaire en l'occurrence (le décret de la Convention du 1^{er} octobre 1793, qui, pratiquement était toujours en vigueur, ayant force de loi) et, d'autre part, la transformation de ce projet en loi avait paru politiquement inopportune.

Le droit aux parts de prise, à terre, était aboli depuis l'expédition de Chine (Décret du 26 juin 1901) (1) et

(1) Le droit aux parts de prises à terre avait été réglé pour la première fois par une Ordonnance royale du 30 novembre 1710. Le produit intégral des prises était attribué aux capteurs. Par la suite, sous la Monarchie et sous le premier Empire, divers textes traitèrent de cette question. Un règlement de 1832 prescrivit que le matériel de guerre enlevé à l'ennemi serait rétrocédé à l'État, moyennant indemnité aux capteurs.

Au moment où parut le décret du 26 juin 1901, la situation était la suivante : le droit aux parts de prise n'appartenait qu'aux détachements opérant isolément. L'article 109 du Décret du 28 mai 1895 (B. O. guerre 1895 ; n° 26) prévoyait que « les objets enlevés à l'ennemi » devaient être vendus par les

le droit des capteurs au produit des prises faites sur mer avait été battu en brèche à la 2^e Conférence internationale de la Paix, qui s'était réunie à la Haye en 1907.

Il parut donc au Gouvernement qu'il ne pouvait guère laisser subsister un état de choses uniquement favorable à la Marine, une sorte de privilège difficilement défendable, et dont il lui semblait qu'il « avait cessé d'être en harmonie avec nos idées sur le devoir militaire, et qu'il était en contradiction avec les règles générales de notre droit national public et privé. » (2)

Le Ministre de la Marine et le Ministre des Finances déposèrent donc, conjointement, le 6 mai 1915, sur le Bureau de la Chambre des Députés un projet de loi « relatif au mode d'attribution des prises maritimes et des navires de guerre ennemis capturés ». Le but de ce projet était d'attribuer au Trésor le produit de toutes les prises de guerre. Aux motifs d'ordre général exposés plus haut, le Gouvernement en ajoutait un,

soins des autorités militaires au bénéfice des capteurs, sauf les armes, munitions de guerre et de bouche qui ne devaient pas être vendues, mais pour lesquelles une indemnité devait être payée à leurs capteurs. Le même Décret fixait le nombre de parts revenant à chacun :

Officiers supérieurs	5 parts
Capitaines	4 —
Lieutenants et sous-lieutenants	3 —
Sous-officiers	2 —
Caporaux et soldats	1 —

Le Commandant de l'expédition avait droit à 6 parts en plus de celle revenant à son grade.

Enfin, il était précisé que les objets enlevés aux habitants devaient leur être rendus.

(2) Exposé des motifs du projet de Loi 893 déposé le 6 mai 1915 par le Gouvernement à la Chambre des Députés (page 2).

d'ordre financier, qui peut se résumer ainsi : N'est-il pas juste que le Trésor, qui peut avoir à payer des indemnités pour des prises faites « dans des conditions irrégulières ou sans motif suffisant, » bénéficie du produit des prises validées ? Qui sait, ajoutait aussi l'exposé des motifs, — mais sans insister, à la manière d'une simple remarque, et dans une forme moins brutale que celle que nous employons, — qui sait, si, lors du traité de paix nous n'aurons pas à rendre les prises ? Et alors, comment ferons-nous rendre gorge aux capteurs ?

De plus, le Gouvernement soutenait que la suppression du partage du produit des prises entre les capteurs aurait dû découler tout naturellement de la Déclaration de Paris, puisque, les navires de guerre étant dorénavant seuls en mesure de faire des prises, il n'était pas besoin d'encourager leurs équipages à faire ce qui n'est en somme que leur devoir et leur stricte raison d'être.

Enfin, l'Arrêté des Consuls était représenté comme peu équitable quant à la manière dont il attribuait les parts de prises, et dont il les répartissait. Il est certain que les conditions de la guerre maritime se sont assez profondément modifiées depuis un siècle pour que toutes les dispositions de l'Arrêté du 9 ventôse an IX ne soient pas adaptées aux dispositions de la guerre moderne.

* * *

Le Gouvernement soumettait au Parlement, dans l'exposé des motifs de son projet, trois solutions, qui,

toutes, laissent en dehors du régime des prises les navires de guerre capturés ou détruits :

1^o Constituer à l'aide des produits obtenus de la vente ou de la réquisition des seuls navires marchands et cargaisons capturés un fonds spécial attribué entièrement à l'établissement des Invalides de la Marine, fonds qui serait réparti en indemnités réservées aux officiers de la Marine et aux marins *dans le besoin*, mis par leurs infirmités, dans l'impossibilité de servir, et ayant pris une part directe aux opérations de guerre actives à terre ou à la mer ; comme aussi aux proches immédiats de ces mêmes marins morts des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de la campagne.

2^o Supprimer pour ces sortes d'allocations, toute distinction entre nos deux armées et affecter tous les produits de prises maritimes à la constitution d'un fonds particulier d'indemnités pour les militaires et marins victimes de la guerre, fonds dont la gestion serait confiée à la Caisse des Offrandes Nationales, en faveur des armées de terre et de mer.

Cette Caisse aurait reçu, en dehors du produit des prises maritimes, des parts sur les prises faites à terre.

3^o Attribuer le produit net intégral des prises maritimes au Trésor, qui, ayant seul à supporter toutes les dépenses de la guerre, a de plus, la charge des indemnités à l'occasion de saisies en mer effectuées irrégulièrement ou sans motif suffisant et qui, jusqu'à la ratification du traité de paix, court le risque d'être obligé de restituer la valeur des prises, même de celles dont les produits ont déjà été répartis entre les capteurs.

C'est à cette dernière solution que le Gouvernement donnait sa préférence.

Voici d'ailleurs quelles étaient les dispositions principales de son projet :

Le nouveau régime ne s'applique qu'aux navires marchands et aux cargaisons, à l'exclusion des navires de guerre.

Du produit net des prises, deux parts sont faites :

L'une, (les deux tiers de la valeur) est attribuée au Trésor ;

L'autre (le tiers) est attribuée à l'Établissement des Invalides, pour être distribuée aux officiers et marins « ayant pris une part directe aux opérations de guerre « actives à terre ou à la mer », et aux familles de ces marins.

Enfin, le nouveau régime est applicable aux prises faites depuis le 3 août 1914.

Le projet fut renvoyé, selon l'usage, à la Commission de la Marine, qui désigna comme rapporteur M. le Vice-Amiral Bienaimé.

Ce dernier, avant d'établir son rapport sur le projet gouvernemental, exposa ses idées sur la matière à ses collègues de la Commission.

Il commença par critiquer la disposition qui faisait remonter l'application du nouveau régime au 3 août 1914. Neuf mois, en effet, s'étaient écoulés depuis l'ouverture des hostilités, et les capteurs pouvaient légitimement escompter se voir attribuer des parts de prises, d'autant plus qu'ils pouvaient lire au Journal Officiel, chaque fois qu'y était inséré un Arrêt du Conseil des Prises, la phrase traditionnelle qui le terminait, une fois pro-

noncée la validité de la prise : « pour le prix en être attribué aux ayants-droit, conformément aux lois et règlements en vigueur. » (1)

Dans ces conditions, la proposition du Gouvernement apparaissait comme une véritable spoliation, susceptible de produire le plus mauvais effet.

Comme d'autre part, le régime de l'arrêté consulaire du 9 ventôse an IX ne paraissait pas à l'Amiral Bienaimé pouvoir être conservé, il proposait, pour concilier les deux points de vue, un moyen terme, qui pût apparaître « sous la forme d'un acte de générosité des capteurs envers leurs frères d'armes et leurs familles les plus éprouvés par la guerre ».

La solution préconisée consistait à former un fonds spécial au moyen du produit des prises destiné à être réparti entre les grands blessés impotents et les familles des morts « ayant servi comme marins ou anciens marins, à quelque titre que ce soit, dans les armées de mer ou de terre ».

La Commission chargea son rapporteur de demander au Ministre son avis sur les principes ci-dessus exposés. Le Ministre adressa, le 28 octobre 1915, à l'Amiral Bienaimé, une lettre, dans laquelle, non seulement,

(1) Il nous faut même signaler que les deux premières décisions rendues par le Conseil des Prises contenaient une formule plus précise encore ; la décision du 10 novembre 1914, validant la prise du vapeur « Porto », se terminait en effet par cette phrase :

« Pour le prix en être adjugé au Commandant, État-Major et équipage du mouilleur de mines « Pluton » et aux Commandant en Chef, États-Majors et équipages de la deuxième escadre légère. » Même formule dans la décision du 8 décembre 1914 validant la prise du vapeur « Barmbeck », sauf que le croiseur auxiliaire « Flandre » y est substitué au « Pluton ».

il se ralliait aux idées de ce dernier, mais encore il ajoutait :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accède
« d'autant plus volontiers à votre suggestion que la
« solution acceptée par la Commission de la Marine
« de Guerre était précisément celle qui avait eu mes
« préférences primitives. J'ajoute que M. le Ministre
« des Finances, consulté à cet égard, se range aussi
« aux vœux de la Commission. »

Le rapport de l'Amiral Bienaimé fut donc établi sur ces bases, adopté par la Commission et déposé le 11 novembre 1915 sous le n° 1417.

Il nous faut faire remarquer que le rapporteur disait expressément que la solution proposée n'était pas destinée à régler définitivement la matière, que la question de l'attribution des prises maritimes devait rester entière pour l'avenir et faire, plus tard, l'objet d'un projet plus complet « mettant en accord avec nos idées modernes sur le devoir militaire les règles générales de notre droit public ou privé ».

La Chambre des Députés adopta le projet le 2 décembre 1915 ; il fut, le 16 du même mois, déposé au Sénat et renvoyé à la Commission de la Marine, qui désigna M. le Vice-Amiral de la Jaille comme rapporteur. Ce dernier déposa son rapport le 10 février 1916 (document n° 32) ; il concluait à l'adoption pure et simple du projet voté par la Chambre, en insistant particulièrement sur deux points :

D'abord, sur la nécessité de ne confondre, en aucun cas, le fonds géré par la Caisse des Invalides avec le budget normal de cette dernière ;

Ensuite sur le caractère essentiellement temporaire de la loi en préparation, et sur la nécessité d'adopter une loi définitive après la Guerre.

Le 3 mars 1916 le Sénat votait le projet sans modification.

* * *

La nouvelle Loi fut promulguée le 15 mars 1916. Elle porte le titre suivant :

« Loi déterminant le mode d'attribution des prises « maritimes. »

Son article 1^{er} exclut du régime des prises les navires de guerre ennemis capturés.

Un fonds spécial est créé qui est constitué par le produit net des prises maritimes et les parts revenant à la France dans les prises faites, en commun, par les marines alliées ; ce fonds est géré par l'Établissement des Invalides.

Il doit être entièrement réparti entre :

1^o Les marins de tous grades (officiers compris) dans le besoin, et qui, de plus, doivent avoir été éprouvés par la guerre et que leurs blessures doivent avoir mis dans l'impossibilité de servir ;

2^o Les veuves, enfants et ascendants immédiats de ces combattants « morts des suites de blessures « reçues ou de maladies contractées au cours de la « campagne ».

Enfin, un dernier article abroge les dispositions contraires à celles qui précèdent, et nommément le Décret de la Convention du 1^{er} octobre 1793, et l'Arrêté des Consuls du 9 ventôse an IX.

* * *

L'article 3 de la loi avait aussi prévu que les règles en matière d'instruction, de jugement et d'administration des prises, et les mesures d'application de la loi seraient fixées par des décrets rendus en Conseil d'État.

Le Ministre de la Marine fit donc étudier un projet de décret qu'il lui fallut soumettre à ses collègues de la Marine marchande, des Finances et des Affaires Étrangères. L'accord fut long et difficile à établir.

Enfin, le 5 novembre 1917, un texte put être soumis au Conseil d'État.

Le projet du Gouvernement ne s'étendait qu'aux officiers, officiers-mariniers et marins de la Marine militaire, et ne faisait pas allusion aux marins du commerce, que la loi ne visait d'ailleurs pas expressément.

Il exigeait, comme condition, que les postulants aient été « mis par leurs infirmités dans l'impossibilité « de servir, par suite de *blessures* reçues ou de *maladies* « contractées au cours des opérations de guerre, soit « à la mer, soit à terre ». Quant aux veuves, enfants mineurs et ascendants immédiats, leurs droits n'étaient ouverts que si leurs ayants-cause étaient décédés « des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de la campagne ».

Ce n'est qu'après la cessation des hostilités que le projet envisageait le commencement de la distribution des indemnités. Pourquoi pas au fur et à mesure des liquidations ? Il semble bien que ce soit par crainte

que le Trésor ne soit obligé de supporter la charge des ces sommes, au cas où la fortune des armes nous eût été contraire. La Victoire étant acquise, rien n'empêchait plus de commencer la distribution et la Commission de répartition, dont nous verrons plus loin la composition et le rôle, était admise « à exprimer son avis « sur l'opportunité d'effectuer sans délai une répartition « provisoire; et sur la somme à comprendre, le cas « échéant, dans cette répartition. » Une dernière répartition devait compléter ultérieurement la part définitive des ayants-droit, et la distribution totale devait être achevée dans un délai de cinq ans à compter du jour de la cessation des hostilités, aucune demande ne devant être admise après ce terme.

Une Commission, composée de : un Vice-Amiral : Président; l'administrateur de l'Établissement des Invalides et le Chef du Service du Personnel militaire : Vice-Présidents; un officier supérieur, en service à l'État-Major général, un représentant du Ministre des Finances, un Capitaine au long cours mobilisé pendant la guerre dans la Marine ou dans l'armée de terre, un officier des Equipages de la flotte ou un officier marinier : Membres; et portant le titre de Commission de répartition, devait, en ouvrant ses travaux, proposer au Ministre un mode de répartition basé sur les charges de famille, la situation de fortune et le grade. Un Arrêté ministériel devait ensuite sanctionner ces propositions, mais la Commission était admise à s'écarter de ces règles, exceptionnellement, et à proposer une augmentation des parts lorsqu'une situation lui aurait paru suffisamment intéressante

pour motiver une dérogation, dont elle aurait eu à préciser les motifs.

Enfin, le projet contenait une disposition, qui a disparu de tous les autres projets, sans doute parce que l'on a estimé qu'elle était d'application très difficile, sinon impossible, mais qui n'en était pas moins fort intéressante et séduisante : « Elle (la Commission) pourra, « le cas échéant, proposer un emploi déterminé de tout « ou partie de l'indemnité allouée, par exemple l'affectation à la reconstruction d'une maison détruite, « l'achat de bâtiments de pêche ou de tout autre instrument de travail, l'acquisition d'un livret de Caisse « d'Épargne. »

Le Conseil d'État n'adopta pas sans modifications le projet du Gouvernement. Les principales divergences portèrent sur le délai de présentation des demandes, sur la quotité à distribuer immédiatement, et la composition de la Commission. Il s'ensuivit une assez longue correspondance entre le Ministre de la Marine, le Conseil d'État et — plus tard — le Ministère des Finances ; puis un quatrième interlocuteur prit part aux conversations : le Commissariat de la Marine marchande. Ce long échange de vues retarda considérablement l'apparition du Décret.

Il fut enfin signé par le Président de la République le 23 mars 1919, et nous allons maintenant l'analyser dans ses grandes lignes.

Il contient deux ordres de dispositions : les unes précisent et délimitent exactement les conditions d'obtention des parts de prises ; les autres ont trait à

l'attribution et au fonctionnement de la Commission de répartition, et apportent quelques précisions relatives à la mise en pratique de la loi.

Ont droit aux parts de prise :

Les officiers, officiers-mariniers et marins de tous grades et de toutes catégories, ayant servi, soit, dans la Marine militaire, soit dans la Marine marchande, se trouvant dans le besoin, mis par leurs infirmités, dans l'impossibilité de servir, par suite de blessures reçues au cours des opérations de guerre, soit à la mer, soit à terre ;

Les veuves, enfants et ascendants immédiats de ces mêmes marins, morts des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de la campagne (1).

Pour permettre de commencer sans tarder la répartition des prises, tout en ménageant les intérêts de ceux qui, pour une raison quelconque, n'auraient pu faire valoir leurs droits, tout de suite, le décret prévoit la possibilité de distribuer immédiatement la moitié de l'actif du fonds spécial des prises.

Le délai imparti aux intéressés pour faire leur demande est de 5 ans, et dans ce même laps de temps, le fonds spécial doit être entièrement réparti (2). Nous signalons en passant, et pour mémoire, car nous reviendrons sur ce point, que les termes des deux parties de ce paragraphe sont en contradiction formelle.

Une Commission de répartition est instituée auprès du Ministre et a pour objet de lui proposer une distribution du produit des prises, en tenant compte du

(1) Décret du 23 mars 1919 (art. 1^{er}).

(2) Décret du 23 mars 1919 (art. 2).

grade, des charges de famille, de la gravité de la blessure et de l'origine de la maladie.

Elle donne aussi « son avis sur les affaires rentrant « dans sa compétence et dont l'examen lui est renvoyé « par le Ministre. » (3)

Des rapporteurs peuvent lui être adjoints avec voix délibérative (en fait, trois rapporteurs ont été ainsi désignés : un auditeur à la Cour des Comptes et deux auditeurs au Conseil d'État).

La loi étant ainsi complétée pouvait entrer en application. L'historique de la législation du partage des prises se termine ici. Nous avons étudié à grands traits ses origines, son évolution, et son aboutissement dans le régime actuel ; nous ne disons pas : son état définitif, pour une double raison : d'abord, parce que les auteurs de la loi de 1916, eux-mêmes, ne l'ont conçue que comme une loi provisoire, ensuite parce que nous la trouvons trop imparfaite, et trop contraire au bien de l'État pour ne pas espérer voir limiter son application à la guerre de 1914-1918.

Ce n'est toutefois pas une raison, parce que ce n'est qu'une loi de circonstance, pour ne pas en étudier à fond le mécanisme ; c'est ce que nous allons faire dans la deuxième partie ; nous en tirerons un enseignement qui nous amènera tout naturellement à l'étude critique, objet de notre troisième partie.

(3) Décret du 23 mars 1919 (art. 2, 3 et 4).

DEUXIÈME PARTIE

ETUDE DETAILLEE DU REGIME ACTUEL

CHAPITRE 1^{er}

SERVICES D'EXÉCUTION ET D'ADMINISTRATION

Les principes du nouvel état de choses étant ainsi fixés, le Ministre de la Marine n'avait plus qu'à prendre les mesures d'exécution propres à assurer le fonctionnement du Service dont son département avait la charge. Ce fut l'objet de l'Arrêté du 11 août 1920, qui contient les dispositions suivantes :

Un Délégué permanent du Ministre, relevant directement de lui, est placé à la tête du Service ; il a la délégation de la signature ministérielle, et rend compte au Ministre, sans intermédiaire, de tout ce dont il croit devoir le saisir.

Le Service de repartition du produit des prises est divisé en deux sections :

La première, (le Secrétariat) a, dans ses attributions, la correspondance de toute nature, les enquêtes nécessitées par les réclamations, ou demandées par la Section Administrative, les relations avec les autorités publiques et les intéressés.

La deuxième (Section Administrative) procède à l'examen des dossiers, au point de vue de leur régularité, vérifie les droits des postulants, classe les demandes par catégories pour faciliter le travail de la Commission de répartition; puis, après examen par cette dernière, applique aux dossiers admis les barèmes adoptés par la Commission; prépare les listes de paiement et les mandats, enfin tient une comptabilité des demandes et classe les dossiers examinés.

Le Service ainsi constitué put commencer à fonctionner dès le mois d'octobre 1920, et au mois de décembre de la même année, une première liste d'acomptes était signée par le Ministre. Depuis lors, les réunions de la Commission de répartition se sont succédé à raison d'une par mois, en moyenne, et les distributions ont lieu régulièrement, sans à coups; au profit des ayants-droit.

Avant d'exposer la jurisprudence actuelle touchant le droit aux parts de prise, il nous faut encore parler d'un organe qui fut ajouté en 1920 à ceux que la loi et le décret rendu en Conseil d'État avaient créés pour le fonctionnement du Service.

Il était apparu que la législation toute nouvelle en la matière allait poser des problèmes délicats, à l'occasion desquels une interprétation hâtive ou mal étudiée pouvait créer des précédents dangereux; la loi, ni le décret n'étaient très explicites; le Ministre jugea prudent de s'entourer de garanties et de faire appel à des compétences en matière d'interprétation législative. Il demanda donc au Président de la République de signer un décret instituant un « Comité

« consultatif des prises de mer, » composée d'« hommes
« qualifiés, comprenant, notamment des Membres du
« Parlement, » susceptibles de donner « des avis autorisés
« sur les améliorations ou les modifications à opérer
« dans les règlements ou organismes existants, en vue
« d'assurer une prompte et bonne réalisation des inten-
« tions du législateur. » (1) De plus, le Comité consul-
tatif recevait un pouvoir de contrôle sur le service des
prises, et devait proposer « au Ministre, toutes mesures
« propres à assurer le bon fonctionnement dudit ser-
« vice » (2).

Sa composition est la suivante :

Le Ministre de la Marine : Président ; un Vice-Prési-
dent choisi parmi les Membres ci-après : deux
Sénateurs, trois Députés, deux Membres du Conseil
d'État, trois délégués du Ministre de la Marine, l'Admi-
nistrateur de l'Établissement des Invalides de la Marine.

Le Comité s'est réuni plusieurs fois au cours des
années 1920 et 1921. Il a eu d'abord à établir, de
concert avec la Commission de répartition, les barèmes
provisaires qui ont permis de commencer la distri-
bution des acomptes. Puis il a eu à s'occuper, entre
autres questions, des modifications à apporter aux
textes réglementant la répartition des prises de mer.

Ces questions seront traitées plus loin avec quelque
développement.

(1) Rapport au Président de la République, en date du
16 juin 1920, précédant la Décret du 18 juin 1920.

(2) Décret du 18 juin 1920, art. 1^{er}.

CHAPITRE II

DU DROIT AUX PARTS DE PRISES TEL QU'IL RÉSULTE DE LA LOI DE 1916 ET DE L'APPLICATION QUI EN EST FAITE

A. — *Conditions générales*

1^o Le droit aux parts de prises est ouvert aux officiers, officiers-mariniers et marins de tous grades et de toutes catégories ayant servi, soit dans la Marine militaire, soit dans la Marine marchande, et ayant été mis par leurs infirmités dans l'impossibilité de servir par suite de blessures reçues au cours des opérations de guerre soit à la mer, soit à terre, ou de maladie contractée du fait de la guerre.

Les différents membres de cette longue phrase sont à reprendre un à un ; il faut les examiner de près, car certains d'entre eux ont donné lieu à des divergences d'interprétation, et à l'occasion de la controverse qui s'est élevée à leur sujet et que nous allons exposer, on pourra se rendre compte des deux conceptions en présence dans l'application de la Loi du 15 mars 1916.

La Loi de 1916 n'avait pas spécifié expressément qu'elle devait s'appliquer aux marins du commerce ; elle ne parle en effet que « des officiers, officiers-mariniers et marins ». Mais il parut aux rédacteurs du Décret du 23 mars 1919, rendu en Conseil d'État, que cette imprécision même, autorisait leur admission et que,

si au moment du vote de la Loi, les services rendus par la Marine marchande n'avaient pas encore l'importance qu'ils eurent depuis, la guerre sous-marine, dont la pleine intensité ne date guère que de 1916, a placé les marins du commerce au premier rang des bons serviteurs de la Patrie ; c'est donc sans discussion, sans contestation, sans hésitation, qu'il a été précisé dans le Décret de 1919 que la Loi de 1916 devait s'appliquer à tous ceux qui ont servi « dans la Marine marchande ». Au demeurant, nous ne saurions mieux faire que de citer les termes mêmes du rapport au Président de la République qui précède le Décret :

« Les dispositions relatives à la répartition du produit
« des prises s'appliquent non seulement aux marins
« de la Marine militaire, mais à tous les marins qui,
« mobilisés ou non, remplissent les conditions fixées
« par la Loi. La guerre sur mer actuelle a, en effet,
« un caractère spécial ; par la force des événements,
« les navires marchands sont devenus de véritables
« combattants ; pour leur défense contre les sous-
« marins, on a dû armer ces navires, dont les services
« intéressent au plus haut point la défense nationale
« et le succès final. Quand ils sont torpillés, on ne
« saurait classer les victimes en mobilisés ou non mobi-
« lisés, et distinguer entre les fractions diverses qui
« composent aujourd'hui leurs équipages. Des navires
« de commerce sont cités à l'ordre de l'armée ; les
« actes d'héroïsme qui s'accomplissent à leur bord ont
« fait décider que les familles des victimes recevraient
« un diplôme avec la mention : « Mort pour la France. »
« C'est bien à toute la grande famille des gens de mer

« que doit s'étendre le bénéfice de la Loi du 15 mars 1916. »

Ainsi le principe de l'élargissement du régime nouveau des prises maritimes est nettement établi, et par deux fois, nous le trouvons affirmé dans l'extrait qui précède : « Les principes de la nouvelle Loi s'appliquent à tous les marins qui, *mobilisés ou non*, remplissent les conditions fixées par la Loi, » et plus bas « c'est bien à toute la grande famille des gens de mer que doit s'étendre le bénéfice de la Loi du 15 mars 1916. » Rien n'est plus net ; on entre résolument dans la voie de l'extension ; partant de ce principe, la Commission a proposé au Ministre d'admettre au bénéfice de la Loi de 1916 toute personne inscrite au rôle d'un bâtiment de guerre ou de commerce. Par une stricte interprétation du texte précédent, le Ministre a alloué une part de prises à la mère d'une femme de service, disparue à bord d'un navire torpillé.

De même que l'on a cru devoir étendre aux marins du commerce le droit aux parts de prises, on n'a pas cru devoir le refuser aux marins qui ont été appelés à combattre sur terre. A vrai dire, c'est plutôt une question de sentiment qu'une application logique des principes qui a fait admettre ces derniers. Il a paru difficile d'exclure les combattants de la Brigade, les vieux marins que leur âge avait fait verser à la Guerre, et qui ont combattu comme leurs contemporains des troupes de terre, (plus même que beaucoup de ces derniers, car, pour la plupart, ils avaient été versés dans des régiments d'Infanterie coloniale), au front de France et surtout aux Dardanelles et en Orient. Beau-

coup ont été admirables, tous ont été courageux, et leur mérite s'accroît du fait qu'ils endossaient, pour la première fois de leur existence, la capote du troupier ; marins depuis toujours, l'existence du soldat leur paraissait très dure, et ceux qui ont vécu avec les gens de mer, savent bien quel sentiment de gêne, disons le mot : d'humiliation, ils ont dû éprouver quand il leur a fallu abandonner leur élément pour aller creuser des tranchées.

Soldats par force, (leur joie, en témoigne quand, la Marine les ayant repris à la Guerre, ils revinrent dans l'armée de mer) on crut impossible d'ajouter à la disgrâce dont ils se jugeaient victimes, la défaveur d'être privés de toute participation à la distribution du fonds des prises.

Pourtant, logiquement, les marins qui n'avaient servi que sur terre pendant la guerre, n'auraient pas dû être compris au nombre des bénéficiaires de la Loi de 1916. Si les marins jouissent d'un régime d'exception vis à vis de leurs camarades de l'Armée, c'est, — nous l'avons vu au cours de l'étude historique écrite en tête de ce travail — qu'il a paru avantageux pour l'État de stimuler leur zèle à faire des prises ; c'est aussi en considération de leur genre de vie très spécial. Dès lors, il n'est pas logique d'admettre à ce régime d'exception, des hommes qui n'ont pas participé à la capture des navires ou marchandises ennemis et dont le genre de vie, pendant la guerre, n'a en rien différé de celui des soldats de toutes armes à côté desquels ils combattaient et qui, pourtant, en sont exclus. Nous verrons d'ailleurs plus loin que le Gouvernement anglais n'a pas adopté

ce principe, et qu'au contraire, il a explicitement exclu du temps ouvrant droit aux parts de prise, la durée des services accomplis à l'armée par les marins de la flotte.

Quoi qu'il en soit, une circulaire du Ministre de la Marine a nettement précisé que les marins versés dans l'armée de terre (1) seraient admis à participer à la concession d'indemnités sur le fonds spécial des prises, pourvu qu'ils n'aient pas cessé d'être inscrits sur les contrôles des Équipages de la Flotte. Le Ministre basait sa décision sur la considération que l'« affectation à « l'armée de terre des excédents d'effectifs dans l'armée « de mer ne pouvait constituer qu'une mesure tempo-
« raire..... et ne modifiant pas..... le statut militaire « de ceux qui en étaient l'objet. » (2)

C'est donc le statut personnel de l'homme, et non la nature des services rendus, non plus que sa situation pendant la guerre, qui détermine son droit aux parts de prises ; et ce qui confirme cette constatation c'est la réponse qu'a faite le Ministre de la Marine à une demande de renseignements concernant le droit des inscrits maritimes *provisaires* incorporés dans l'armée de terre pendant la guerre.

« Il y a lieu de remarquer, dit le Ministre, que ces « hommes n'étaient pas des marins, au sens de la loi

(1) Au début de la guerre, tous les marins en excédent aux besoins de la Marine, avaient été versés dans l'armée de terre ; ils ont tous été repris par la suite, lorsque l'armement des nombreux petits bâtiments affectés à la lutte contre les sous-marins eût exigé la constitution d'un grand nombre d'équipages.

(2) Circulaire du 11 septembre 1919 (*Journal Officiel* du 12 septembre 1919, p. 9.980).

« du 15 mars 1916; c'est en qualité de jeunes soldats
« qu'ils ont été incorporés dans l'armée de terre avec
« les hommes de leur classe, et non, comme détachés
« à titre temporaire des Équipages de la Flotte. » (1)

On s'est demandé si les marins indigènes pouvaient prétendre, comme les marins français, aux parts de prises. La question a beaucoup moins d'ampleur que s'il s'agissait de l'armée de terre; les contingents coloniaux y ont atteint le chiffre de plusieurs centaines de mille, tandis que peu nombreux sont les indigènes qui ont servi dans la Marine : chauffeurs annamites à bord des navires de la Division navale de l'Extrême-Orient (2), baharia sur les navires de guerre opérant dans les eaux algéro-tunisiennes, noirs et arabes employés comme soutiers et chauffeurs sur les navires de commerce. Pour ceux de ces indigènes qui étaient citoyens français, pas de difficultés. Pour ceux qui n'étaient que sujets ou protégés français, la question est plus complexe. Elle a été soulevée et discutée à plusieurs reprises au Comité consultatif des prises de mer et nous verrons plus loin dans quel sens elle a été tranchée. Mais auparavant, les deux thèses contraires se sont affrontées, et chacune avec de solides arguments. Les partisans de l'admission des indigènes ont fait valoir que ces hommes ont couru les mêmes dangers, participé aux mêmes combats, mené la même vie que les matelots français embarqués sur les mêmes navires et qu'ils y

(1) Circulaire du 6 novembre 1919 (*Journal Officiel* du 7 novembre 1919; page 12.488).

(2) Il y en avait, en particulier, à bord du torpilleur *Mousquet*, coulé par le croiseur allemand *Emden*.

avaient d'autant plus de mérite qu'ils servaient un pays qui, en somme, n'était pas le leur ; dans ces conditions, pouvait-on les traiter différemment des matelots français ?

D'autres ont répliqué qu'en l'absence de toute stipulation contraire formelle, la Loi de 1916 doit s'appliquer « *stricto sensu* », qu'il n'est pas douteux, bien que le mot n'y soit pas, qu'elle ne vise que les Français, et que, la masse à partager étant invariable, toute libéralité consentie doit avoir comme répercussion, une diminution de la part des véritables ayants-droit ; ils ont ajouté qu'au surplus, en cas d'extension, on se heurterait dans la pratique, à de sérieuses difficultés, pour les réclamants qui, par exemple, seraient sous le régime de la polygamie, privés d'état-civil, etc.

Les arguments étaient forts de part et d'autre. En fait, d'ailleurs, il n'est jusqu'ici parvenu qu'un nombre infime de demandes de l'espèce.

Autre question délicate : celle des marins étrangers embarqués à bord des navires français. Il y en eut peu sur les navires de guerre : quelques marins grecs et un petit nombre d'Anglais et Italiens, mais davantage servirent à bord des navires de commerce, soit des alliés, soit même des neutres. Il a été admis que les étrangers ne pourraient participer à la répartition du produit des prises ; tout au plus pourrait-on envisager d'y admettre ceux des pays qui useraient de réciprocité avec la France, et cela, par analogie avec une disposition de la Loi sur les pensions militaires du 31 mars 1919. Mais jusqu'à présent, le cas ne s'est présenté pour aucun pays.

Le fait d'avoir servi comme marin à la mer ou à terre ne saurait suffire. Il faut aussi avoir été mis « pour infirmités dans l'impossibilité de servir, par suite « de blessures reçues, au cours des opérations de guerre, « soit à la mer, soit à terre, (1) ou de maladies contractées du fait de la guerre (2) ».

A vrai dire, cette phrase est faite de deux propositions ajoutées l'une à l'autre. Pas plus la Loi que le Décret rendu au Conseil d'État pour l'application de la Loi ne faisaient mention des maladies contractées du fait de la guerre. La loi ne parle que des blessures et n'y ajoute les maladies que si les postulants sont des veuves, orphelins ou ascendants immédiats de marins. Le Décret reproduit purement et simplement les termes de la Loi.

Une circulaire du Ministre de la Marine du 11 septembre 1919, déjà citée, décida qu'il y avait lieu d'admettre « que pour les vivants, les termes : blessures « reçues au cours des opérations de guerre, » doivent « sous réserve de l'appréciation de la Commission « instituée à cet effet, s'étendre au cas de maladie « contractée du fait de la guerre. »

Sans doute, le Ministre jugea-t-il que si le cas de maladie n'avait pas été prévu pour les vivants, ce ne pouvait être que par suite d'un oubli, et qu'il était dur de refuser une part de prises à un réformé pour maladie contractée aux tranchées, par exemple, ou à la suite d'un torpillage, alors qu'on pouvait en accorder à la veuve d'un marin frappé d'un mal identique, mais

(1) Décret du 23 mars 1919.

(2) Circulaire du 11 septembre 1919.

y ayant succombé. Il n'en est pas moins vrai que l'interprétation était un peu large.

Néanmoins, la Commission de répartition s'y conforma et, dans sa séance du 26 janvier 1920, admit en principe que donne droit aux parts de prises : « toute maladie « contractée en service, soit à bord d'un navire de « l'État ou du commerce navigant effectivement, soit « dans une formation combattante [déterminée par « l'Instruction Ministérielle du 20 novembre 1919 (1)]... « soit même à terre en dehors d'une telle formation « si, dans ce dernier cas, l'homme a déjà été embarqué « pendant la guerre sur un bâtiment de l'État ou a « servi dans une unité combattante, et que la maladie « puisse être considérée comme provenant du fait de « la guerre. »

Au début de l'année 1921, le Service Administratif de répartition du produit des prises fut pris de scrupules et demanda à la Commission de répartition de délibérer à nouveau sur cette question, et en particulier sur les points suivants :

N'y a-t-il pas, dans la Loi de 1916, et dans le Décret de 1919, omission intentionnelle du cas des marins mis dans l'impossibilité de servir, pour cause de maladie ?

Si la question est tranchée dans le sens de l'affirmative, n'y a-t-il pas lieu de demander au Ministre l'abrogation de la circulaire du 11 septembre 1919 ?

Si elle est tranchée dans le sens de la négative, n'y aurait-il pas lieu de demander au Conseil d'État d'inter-

(1) *Journal Officiel* du 23 novembre 1919, page 13.288.

prêter, dans le sens de l'admission, la Loi du 15 mars 1916 ?

L'étude de la question fut confiée à l'un des rapporteurs de la Commission, auditeur à la Cour des Comptes, qui développa ses conclusions dans la séance du 23 avril 1921. D'après le rapporteur, il résulte des travaux préparatoires de la Loi, que l'omission du cas des marins mis dans l'impossibilité de servir pour cause de maladie, n'est pas intentionnelle. L'exposé des motifs du projet déposé par M. Augagneur, Ministre de la Marine, le 6 mai 1915, contenait l'expression : « mis « par leurs infirmités *dans l'impossibilité de servir* et « ayant pris une part directe aux opérations actives « à terre et à la mer. » Le projet Augagneur n'eut, on s'en souvient, aucune suite. Mais l'idée ainsi traduite n'a soulevé aucune objection au Parlement.

Lors de la transmission au Sénat du projet voté par la Chambre, M. l'Amiral Lacaze s'exprimait ainsi : « le fonds... est destiné à être réparti en indemnités « aux officiers, etc., dans le besoin *et devenus incapables* « de servir par suite de la guerre. » (1)

D'ailleurs, lors du vote de la Loi, la guerre ne durait pas depuis très longtemps, les maladies résultant des fatigues de la guerre n'étaient pas encore très nombreuses et le législateur n'avait probablement pas eu l'attention attirée sur ces cas. Ces maladies ne furent nombreuses que par la suite, et ce n'est qu'avec la Loi du 31 mars 1919, qu'elles furent pleinement assimilées aux blessures pour les pensions.

(1) Documents parlementaires (Chambre des Députés N° 433), 16 décembre 1915.

Le rapporteur émit, en conséquence, l'avis que le mieux était de s'en tenir à la circulaire du 11 septembre 1919 et d'admettre les réformés pour maladie à participer à la répartition des prises, sans qu'il y ait lieu d'attirer spécialement sur ce point l'attention du Ministre.

La Commission de répartition se rallia unanimement à cette conclusion.

Mais la question n'était pas résolue ; la discussion fut réouverte à la séance du 19 juillet 1921 par un auditeur au Conseil d'État, récemment nommé rapporteur qui, tout en se ralliant à l'opinion de la Commission, quant au fonds, déclara qu'à son avis, il y avait lieu, pour éviter tout recours ou protestation possibles, de faire régulariser cette situation par une Loi spéciale.

Le Président de la Commission saisit le Ministre par un rapport motivé, et le Comité consultatif eut à son tour à connaître de cette affaire. Il proposa au Ministre de profiter du premier projet de réforme de la Loi pour y introduire une clause admettant les cas de maladie. Nous verrons plus loin que compte a été tenu de ce vœu.

Dans quelles conditions les blessures ou maladies donnent-elles droit aux parts de prises ?

Nous allons d'abord examiner ce que disent les textes, puis les interprétations qu'en ont tirées le Ministre de la Marine et la Commission de répartition.

La Loi de 1916 et le Décret de 1919, n'admettent, on se le rappelle, les marins survivants, que s'ils ont été mis dans l'impossibilité de servir par suite de bles-

sures reçues au cours des opérations de guerre, soit à la mer, soit à terre.

Quant aux veuves, orphelins et ascendants immédiats, leurs ayants-cause doivent être *morts des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de la campagne.*

Enfin, nous avons dit que le Ministre a, par sa circulaire du 11 septembre 1919, étendu le droit aux parts de prises aux marins mis dans l'impossibilité de servir par suite de « *maladies contractées du fait de la guerre.* »

De plus, la même circulaire établit que, pour les morts, les termes « *maladies contractées au cours de la campagne* ne doivent comprendre que les maladies « *contractées du fait de la guerre.* »

Lorsque la Commission de répartition se réunit pour la première fois, elle se trouva en présence des prescriptions rapportées ci-dessus, et qu'on peut ainsi résumer :

Ont droit aux parts de prises :

1^o *Les marins, etc., mis dans l'impossibilité de servir par suite de blessures reçues au cours des opérations de guerre, soit à la mer, soit à terre, ou de maladies contractées du fait de la guerre ;*

2^o *Les veuves, enfants et ascendants immédiats de marins, etc., morts des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de la campagne, c'est-à-dire du fait de la guerre.*

Dans sa séance du 26 janvier 1920, la Commission délibéra sur l'interprétation à donner aux textes rappelés ci-dessus. Elle adopta finalement les principes suivants :

Donnent droit aux parts & prises :

A. *Pour les marins de l'État.* — 1^o Toute blessure provenant d'un événement de guerre ou d'un accident éprouvé en service, soit à bord d'un bâtiment naviguant effectivement, soit dans une formation combattante, déterminée par l'Instruction Ministérielle du 20 novembre 1919 (J. O. du 23);

2^o Toute maladie contractée en service, soit à bord d'un navire de l'État ou du commerce naviguant effectivement, soit dans une formation combattante définie comme ci-dessus, soit même à terre en dehors d'une telle formation si, dans ce dernier cas, l'homme a déjà été embarqué pendant la guerre sur un bâtiment de l'État, ou a servi dans une unité combattante et que la maladie puisse être considérée comme provenant du fait de la guerre;

3^o Tout décès provenant des mêmes causes ou d'une perte de navire du fait de la guerre (y compris la perte par abordage ou échouage résultant de la suppression des feux, phares ou signaux phoniques,) ou ayant eu lieu sous le feu de l'ennemi.

B. *Pour les marins du commerce.* — 1^o Toute blessure provenant d'un événement de guerre, soit aux armées, soit à bord d'un navire de commerce militarisé ou non;

2^o Toute maladie résultant du fait de la guerre et contractée, soit à bord d'un navire de commerce naviguant effectivement, soit aux armées, s'il s'agit, dans ce dernier cas, d'hommes détachés du département de la Marine (circulaire du 11 septembre 1919);

3^o Tout décès provenant des mêmes causes ou d'une perte de navire du fait de la guerre (y compris la perte

par abordage ou échouage résultant de la suppression des feux, phares ou signaux phoniques) ou ayant eu lieu sous le feu de l'ennemi.

Il nous faut faire une première observation sur ce texte. Il semble bien que la Loi ait voulu faire une distinction entre les survivants et les veuves, enfants et parents des décédés : pour les premiers, il faut que les blessures qui les ont rendus impropres au service résultent *d'opérations de guerre* ; pour les autres, les blessures ayant causé la mort doivent avoir été reçues *au cours de la campagne*. On saisit la différence : pour les uns, il faut un fait de guerre, un engagement avec l'ennemi ; pour les autres, un accident suffit, même si l'ayant-cause n'appartenait pas à une unité combattante, et l'interprétation de la circulaire du 11 septembre 1919 qui précise que l'expression « au cours de la campagne » doit s'entendre « du fait de la guerre » n'ajoute aucune rigueur aux conclusions que nous en tirons.

Qu'est-ce qu'une blessure provenant du fait de la guerre ? C'est un traumatisme dont n'aurait pas été atteinte la victime si la guerre n'avait pas eu lieu ; un homme blessé par la chute d'une caisse d'obus qu'il manipule, étant mobilisé à une formation de l'arrière, est un blessé « au cours de la campagne » et « du fait de la guerre, » mais ce n'est pas un blessé « au cours des opérations de guerre » ; de même, l'homme qui est blessé en tirant une salve de réjouissance à l'occasion de l'armistice.

Pourquoi cette différence ? C'est sans doute que le législateur a considéré qu'il pouvait être plus large pour

les personnes dont le décédé était le soutien, et que sa disparition plonge peut-être dans la misère, que pour les survivants à qui une pension et des indemnités sont allouées, leur permettant ainsi, ces sommes s'ajoutant au produit d'un travail même diminué, de vivre et d'élever leur famille. Il lui a semblé qu'à ceux de la première catégorie, il suffisait de demander la preuve que la blessure, cause de la mort, était une conséquence, même indirecte, de la guerre, tandis qu'il estimait devoir exiger de ceux de la seconde catégorie que la blessure tirât son origine d'un fait de guerre direct.

La distinction que nous croyons découvrir dans les termes de la Loi, nous ne la retrouvons pas dans l'interprétation qu'en a donnée la Commission de répartition. Le paragraphe 1^{er} énumère les conditions que doit remplir la blessure pour donner droit aux parts de prises, et il n'y a rien à y objecter. Mais le paragraphe 3 étend les mêmes conditions au cas où les postulants sont des veuves, orphelins ou ascendants immédiats, et là il nous semble que l'interprétation eût dû être plus large et établir la distinction que nous avons faite.

Disons, à ce propos, que le motif que nous avons cru pouvoir donner de la différence de traitement des blessés et des parents d'hommes morts de leurs blessures ou maladies nous paraît être celui-là même qui a fait écarter par le législateur les réformés pour maladie du droit aux parts de prises, alors que ce même droit était accordé aux veuves, etc., de marins morts de maladie contractée au cours de la campagne. Nous ne reviendrons toutefois pas sur ce sujet qui a été longue-

ment étudié plus haut, et nous admettons que la maladie ayant entraîné l'impossibilité de servir donne droit aux parts de prises, aussi bien aux survivants qu'aux ayants-droit des décédés, à la condition qu'elle ait été contractée au cours de la campagne.

C'est cette dernière expression que la Commission de répartition a dû définir. Les demandes des réformés pour maladie, et particulièrement pour tuberculose, et des femmes, etc., de marins décédés des suites de maladie, ont atteint très vite un chiffre considérable ; il a donc fallu tracer très strictement les limites dans lesquelles les rapporteurs allaient avoir à se renfermer dans leur travail. La Commission commença par établir qu'elle admettrait : « toute maladie contractée en « service, soit à bord d'un navire de l'État ou du com-
« merce naviguant effectivement, soit dans une formation « combattante (voir l'Instruction Ministérielle du « 20 novembre 1919, déjà citée) ; soit même à terre « en dehors d'une telle formation si, dans ce dernier « cas l'homme a déjà été embarqué pendant la guerre « sur un bâtiment de l'État, ou a servi dans une unité « combattante, et que la maladie puisse être considérée « comme provenant du fait de la guerre. »

Puis, afin de serrer encore la question de plus près, la Commission chargea un de ses rapporteurs de lui faire des propositions concrètes. La discussion prit la plus grande partie des séances des 23 et 30 avril 1921. L'argumentation du rapporteur peut se résumer ainsi :

Il importe, avant toutes choses, d'établir nettement la distinction fondamentale que le Parlement a entendu faire entre la Loi du 31 mars 1919 sur les pensions

et celle du 15 mars 1916 sur la répartition du produit des prises : la première admet tous les mobilisés au bénéfice de la présomption d'origine, par une disposition spéciale et exorbitante du droit commun, tandis que la Loi sur les prises ne contenant aucune prescription de cette nature, le droit commun doit s'appliquer, et le fardeau de la preuve incomber pour cette dernière, au demandeur. Cette constatation est tout à fait importante, car si l'assimilation était admise sur ce point entre les deux lois, le champ d'application de celle de 1916 serait considérablement agrandi.

Une deuxième constatation qu'il est important de faire, c'est que la Loi de 1916 ne parle que des maladies *contractées au cours de la campagne* et non des maladies *aggravées*.

Telle qu'elle vient d'être commentée, l'expression « maladie contractée au cours de la campagne » a encore besoin d'être précisée. D'après une interprétation large, on peut dire que tout mobilisé a été, du fait de la guerre, mis dans des conditions d'existence plus pénibles et plus dures que s'il n'avait pas été mobilisé, et que, d'ailleurs s'il a été mobilisé, c'est qu'il a été reconnu en bon état physique, et que par conséquent sa maladie n'a pu être contractée qu'au service. Au premier argument, on peut répondre que tout Français, mobilisé ou non, a eu peu ou prou à souffrir de la guerre, et que ces souffrances ont pu hâter l'apparition d'une maladie ou y prédisposer.

D'autre part, en admettant cette thèse comme fondée, les marins de carrière se trouveraient par le fait même éliminés dans la plupart des cas où des mobi-

lisés seraient admis, puisque l'argument du changement de vie ne leur serait pas applicable ; leur situation serait ainsi rendue désavantageuse, ce que l'on ne peut envisager. On en pourrait dire autant des marins du commerce, dont l'existence aussi est restée la même ; et pourtant qui pourrait songer sérieusement à léser cette catégorie de marins, dont les services furent si précieux pendant la guerre, et les risques si grands, si leurs salaires furent élevés ?

Le second argument conduit tout droit à admettre la présomption légale en faveur des postulants, et nous avons vu que la Loi ne l'a pas voulue.

Il est toujours utile, en des matières aussi délicates, vu l'absence de définition législative très nette, de se reporter aux travaux préparatoires de la Loi. L'exposé des motifs du projet gouvernemental dit : « devenus « incapables de servir par suite de la guerre. » Le rapport de l'Amiral de La Jaille, au Sénat, parle des « grands « blessés rendus impotents et des morts pour la Patrie. » Mais c'est la formule inscrite dans le rapport précédant le texte du projet primitif de M. Augagneur qui semble être la meilleure, étant la plus précise.

Le rapport proposait d'allouer des indemnités aux marins « mis par leurs infirmités dans l'impossibilité « de servir, et ayant pris une part directe aux opéra- « tions de guerre. »

Étant donné qu'il est impossible de savoir, dans la plupart des cas, si la maladie est réellement due à la guerre, et que, d'autre part, il importe de ne pas étendre outre mesure le droit aux parts de prise, ce qui, réduisant l'importance des parts, aboutirait à léser les plus

méritants, et les vrais ayants-droit, il faut principalement s'attacher à la nature et à la durée du service fait pendant la guerre ; à la nature disions-nous : nous entendons par ce mot, qu'il faut exiger des demandeurs qu'ils justifient de leur présence à bord d'un navire ayant navigué effectivement pendant la guerre, ou dans une unité combattante et que, d'autre part, cette présence ait été d'une durée suffisante pour expliquer la maladie par des fatigues anormales.

En ce qui concerne la tuberculose, en particulier, qui est de beaucoup la maladie motivant le plus grand nombre de demandes, les hésitations et les doutes sont fréquents : peut-on vraiment soutenir qu'un décès survenu pour tuberculose un mois après l'arrivée au service soit dû à la guerre ? N'est-il pas beaucoup plus vraisemblable que le sujet ait été, lors de sa mobilisation, un tuberculeux qui s'ignorait ? Sans doute, l'évolution de la maladie peut être rapide, foudroyante même ; mais là, encore, quelle part exacte la guerre y a-t-elle ? En tout cas, la Commission est toujours maîtresse d'accepter les demandes qui lui paraîtraient pouvoir être légitimement recevables ; mais elle a voulu se donner une règle pour les cas douteux, et elle a décidé d'admettre qu'il y a présomption qu'une maladie résulte du fait de la guerre quand la tuberculose a été contractée par des hommes ayant servi pendant la plus grande partie de la guerre, dont deux ans au moins dans une unité combattante, ou à bord d'un bâtiment naviguant effectivement.

Avant de clore ce premier paragraphe traitant des conditions générales qu'il faut remplir pour pouvoir

bénéficier des dispositions de la Loi du 15 mars 1916, il nous faut dire quelques mots du cas des disparus.

La disparition aux armées ne soulève pas de difficultés ; un homme disparu au cours d'une action ne peut être que tué ou prisonnier. Or, la distribution du produit des prises ayant commencé plus d'un an après l'armistice, les hommes portés disparus peuvent être tous considérés comme morts, et leur droit se constate par la production d'un jugement de disparition.

Il n'en est pas de même des marins embarqués sur des navires de guerre ou de commerce ayant disparu. Pendant les hostilités, on peut dire que la plupart des disparitions avaient pour cause la guerre (torpille, mine, coups de canon) ; mais les événements de mer ont aussi causé des naufrages, et il est difficile de savoir, quand le navire n'a plus donné de ses nouvelles, à laquelle de ces deux causes est attribuable sa disparition.

Là encore, la Commission dut se fixer une règle qui établissait une présomption en faveur des hommes disparus dans certains parages. On se souvient que les Amirautes alliées avaient déclaré dangereuses certaines zones ; adoptant ce système, la Commission a admis qu'il fallait considérer comme provenant du fait de la guerre la disparition d'un navire de l'État ou du commerce chaque fois qu'il aura eu à traverser la Mer du Nord, la Manche, l'Atlantique jusqu'à Gibraltar et toute la Méditerranée. Tout navire disparu dans d'autres parages, et au sujet duquel aucun renseignement n'aura pu être recueilli, doit être considéré comme perdu par événement de mer.

2^o La deuxième des conditions générales à remplir,

pour avoir droit aux parts de prises, c'est à être « dans le besoin. » Cette prescription se trouve dans la Loi du 15 mars 1916 et a été reproduite par les textes qui l'ont développée et commentée.

Mais cette expression ne se suffit pas à elle-même ; elle est trop vague pour être laissée telle quelle, à l'appréciation des Membres de la Commission. Il a paru utile de la préciser.

Il faut nous demander d'abord, quelles ont été les intentions du législateur. L'Amiral Bienaimé, dans le rapport qui a servi de base à l'élaboration de la Loi, s'exprimait ainsi : cette mesure apparaît « sous la forme d'un acte de générosité des capteurs envers leurs frères d'armes et leurs familles les plus éprouvés par la guerre ».

Il est donc clair que l'on a voulu éviter l'attribution d'une somme, d'importance relativement minime à des marins ou à des familles de marins, dans une situation de fortune aisée. A ceux-là, cette libéralité n'apporterait pas un supplément de ressources appréciables, et d'autre part, du fait de cette attribution, des veuves, des orphelins, etc., à qui la vie aurait été dure pourraient se trouver privés de sommes qui auraient pu procurer un allègement important à leurs soucis matériels.

Interprétant la pensée du législateur, le Ministre a commencé par étendre cette condition d'être dans le besoin aux familles des morts. La Loi, en effet, ne l'avait appliquée qu'aux vivants, mais bien entendu c'est par suite d'un simple oubli que l'expression n'a pas été répétée dans le paragraphe relatif aux familles des victimes.

Puis le Comité consultatif, invité à donner une définition nette, à émis l'avis que, vu la difficulté d'obtenir des renseignements très précis, on doit considérer comme « dans le besoin » tous les postulants qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire, d'une manière générale et sans tenir compte des charges de famille, ne possèdent pas plus de 6.000 francs de revenus.

C'est un procédé commode, mais qui pourrait être injuste dans bien des cas ; cette égalité de traitement appliquée sans discrimination à tous les demandeurs, quelle que soit leur situation sociale, aboutirait à des abus criants. Telle femme d'officier supérieur ou même d'officier général s'adonne à un travail salarié bien que possédant des revenus soumis à l'impôt. Dira-t-on qu'elle est moins intéressante que telle autre, veuve de matelot qui, avec 5.000 francs de revenus, vit à l'aise dans une bourgade de Bretagne ?

Le Comité a donc pensé que s'il fallait admettre comme étant « dans le besoin » tous les non-imposés sur le revenu, il ne fallait pas exclure d'emblée tous ceux qui sont imposés à ce titre, et il a laissé à la Commission de Répartition le soin de statuer sur les cas d'espèce.

Mais la Commission n'a pas accepté sans résistance ce point de vue. Il lui a semblé difficile d'appeler « nécessiteux » les réformés pourvus d'emplois civils, auxquels les émoluments de ceux-ci ajoutés à la pension, assurent l'existence. Le fait de n'être pas imposé sur le revenu ne prouve rien, à son sens ; il est de notoriété publique que beaucoup d'ouvriers ne paient pas cet impôt ; d'où un trouble dans la confection des rôles et une

confusion dont bénéficient nombre de gens qui devraient être assujettis à l'impôt. Elle est en outre très disposée à tenir le plus grand compte de la situation de famille des demandeurs, du nombre des enfants à la charge des postulants, tant leurs enfants propres que leurs enfants adoptifs (le cas est assez fréquent); enfin, elle aurait une tendance à n'admettre que les ascendants dont le fils décédé était vraiment le soutien.

On le voit, on ne peut pas dire qu'il y ait opposition dans la manière de voir des deux assemblées; il y a plutôt tendances légèrement divergentes. Le Comité serait assez disposé à la générosité; la Commission pencherait pour la sévérité, en vue d'éviter l'éparpillement des allocations, et afin de pouvoir attribuer aux véritables nécessiteux des sommes qui leur soient un réel soulagement dans leur détresse.

B. — *Conditions particulières*

A ces conditions générales, que doivent remplir tous les postulants, s'ajoutent quelques conditions particulières spéciales aux diverses catégories : veuves, enfants et ascendants immédiats. Il est à remarquer que ces dernières conditions ne sont pas inscrites dans la Loi, mais sont fixées par le Ministre, le Comité consultatif ou la Commission de répartition.

1^o *Veuves*. — Les femmes légitimes ont seules droit aux parts de prises; une exception est faite toutefois pour les compagnes-mères dont les enfants auraient été reconnus par l'ayant-cause. Le Comité consultatif a aussi admis que les veuves remariées cessent d'être

nécessiteuses et par conséquent ne doivent plus avoir droit aux parts de prises, toutes réserves étant faites pour les droits de leurs enfants, si elles en ont.

Enfin, on s'est demandé si le mariage postérieur à une blessure ou à une maladie conférait à la veuve des droits aux parts de prises. La Commission de répartition a émis l'avis que la veuve doit être admise de plein droit si son mari avait une invalidité d'au moins 80 %. Pour les invalidités inférieures à ce taux, la Commission a déclaré se réserver d'examiner les cas d'espèces.

2° *Enfants et orphelins.* — Comme nous le verrons plus loin, la répartition doit tenir compte des charges de famille, et les enfants donnent droit à certaines majorations. Le Comité consultatif a fixé à 18 ans l'âge maximum que ne doivent pas dépasser les enfants à la date de la blessure ou de tout autre fait ouvrant droit, pour permettre à leurs parents de bénéficier de ces majorations.

La même limite d'âge est appliquée aux orphelins de père et de mère.

Enfin, il a été admis que les enfants naturels reconnus pourraient prétendre aux parts de prises.

3° *Ascendants.* — Rien dans la Loi ne s'y opposant, le Ministre a décidé que l'allocation d'une part à une veuve ou à des orphelins ne s'opposerait pas à la prise en considération de la requête d'un ascendant immédiat du même ayant cause (1).

(1) Arrêté ministériel du 26 mai 1919 (*Bulletin Officiel de la Marine* page 871).

CHAPITRE III

RESSOURCES ET SITUATION DU FONDS SPÉCIAL. —

ACOMPTES. — RÉPARTITION DÉFINITIVE. —

RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DU MINISTRE. —

PROJET DU COMITÉ CONSULTATIF ET RÉFORME

DU 27 JUIN 1922

RESSOURCES ET SITUATION DU FONDS SPÉCIAL

La Loi du 15 mars 1916 spécifie nettement que le régime qu'elle instaure ne s'applique qu'aux navires marchands et aux cargaisons. C'est donc l'exclusion implicite de ce régime, à l'encontre de ce qui s'était fait jusque là, des navires de guerre capturés.

Quelles vont être les ressources de ce fonds spécial ?

1^o Le produit net de toute prise maritime faite pendant la guerre de 1914-1918, par les forces navales françaises ;
2^o les parts revenant aux dites forces navales conformément aux dispositions des conventions internationales en vigueur à l'occasion de leur participation à une prise faite en commun par les bâtiments alliés.

1^o Étudions d'abord la question des *prises faites par les forces navales françaises*.

C'est leur produit net qui entre dans la Caisse du fonds spécial. En ceci, la Loi de 1916 ne fait que reprendre la tradition la plus reculée, puisque, comme nous l'avons vu dans la première partie, c'est toujours le produit de la vente des prises, défalcation faite des frais divers

de vente, gardiennage, etc., qui a été distribué aux capteurs.

Comment ce produit net est-il dégagé ? Un compte est ouvert au nom du navire de prise ou de la cargaison capturé ; au débit de ce compte sont portés les frais divers d'administration, ou autres, qui doivent rester à la charge de la prise, à son crédit, le prix de la vente acquitté par l'acquéreur. La différence constitue le produit net, et est versée au fonds spécial des prises. A quel moment ce produit net doit-il être dégagé ? Il semble qu'il faille répondre ainsi à cette question : dès que, la prise étant validée par le Conseil des Prises, les circonstances permettent de procéder avec succès à l'adjudication publique de ladite prise.

Dans la pratique, les choses ne se passent pas ainsi, tout au moins pour les navires, et la manière dont il a été procédé à cet égard au cours de la dernière guerre a soulevé une importante controverse.

En fait, dès leur capture, les navires de prise ont toujours été utilisés par l'État pour les besoins de la défense nationale. L'État avait, à cette manière de faire, deux excuses : la première, c'est l'incertitude où l'on était depuis le début de la guerre, quant au régime qui allait être adopté pour les prises (il ne faut pas oublier que le projet primitif du Gouvernement attribuait toutes les prises à l'État) ; la seconde, c'est que l'État avait besoin de ces navires ; la guerre sous-marine faisait une grande consommation de navires de commerce, on utilisait tout ce que l'on pouvait, et les navires de prise ont été mis à contribution comme les autres.

Peut-être ces deux raisons, ne se sont-elles pas ajoutées, mais succédé. Jusqu'en 1916, on était sans régime de liquidation de prises, puisque l'on savait qu'en fait, l'ancien avait cessé d'exister ; à partir de cette date, on était en présence d'un nouveau régime, mais les nécessités supérieures de la défense et du ravitaillement du pays firent passer outre : c'était le « fait du Prince ».

L'État avait-il le droit d'agir ainsi ? Nous ne le pensons pas. Le produit net des prises est la propriété des individus à qui la loi du 15 mars 1916 a attribué la qualité de bénéficiaires comme, sous le régime de 1793 et de l'an IX, les prises étaient la propriété des capteurs. Rappelons brièvement, pour mémoire, que la Loi du 6 février 1793 attribue la propriété des prises « en totalité aux individus composant les équipages « preneurs ». Il n'y a pas de raison pour que la Loi de 1916 ait voulu innover et dans le silence de ce texte, nous devons penser que, sans rien changer à ce principe, elle a seulement entendu substituer une nouvelle catégorie de bénéficiaires à ceux qui l'étaient légitimement depuis plusieurs siècles.

Nous ne nions pas d'ailleurs — ceci pour aller au devant d'une objection qu'on pourrait nous faire — que la prise soit faite au nom de l'État ; une capture est un acte de puissance publique, et c'est l'État qui en assume la responsabilité, comme il acquiert la propriété de la chose capturée. Mais quand ce même État s'est, par une Loi, dépouillé de ce droit au profit d'une catégorie de citoyens, la propriété se trouve instantanément transférée à ces derniers.

Mais ceci admis, car nous ne pensons pas qu'on

puisse sérieusement contester ce point de vue, à partir de quel moment s'opère ce transfert? Nous verrons plus loin que cette question n'a pas qu'un intérêt théorique, et qu'au point de vue pratique, la réponse qui lui sera donnée n'est pas indifférente. Deux thèses sont en présence; d'après la première, c'est la capture qui attribue la propriété du navire et de la cargaison saisie; la décision de la juridiction des prises n'est pas *attributive* de propriété mais *déclarative*. Elle valide la capture, dit si c'est à tort ou à raison que le navire ou les marchandises ont été saisis, mais si c'est à bon droit, l'origine de la propriété remonte à l'époque de la capture. C'est la thèse qu'avaient soutenue les délégués de la Russie à la deuxième Conférence de La Haye. Le Manuel des Prises britannique de 1888 fait une distinction; si un navire *ennemi* est capturé, la saisie transfère la propriété au capteur; si le navire capturé est un *neutre*, seule une sentence de la Cour des Prises a cette conséquence. D'autres législations, enfin, admettent le principe que la propriété de la prise n'est transférée que par le jugement du Tribunal des Prises (1).

Si c'est cette dernière théorie qui est adoptée, l'État qui se trouve en présence d'un navire sous séquestre, pour ainsi dire, pourra s'en servir gratuitement, jusqu'à la date de la validation de la capture; pendant cette période, il détient le navire à titre précaire, en vertu d'un acte de force accompli par nécessité de guerre, et il peut, au lieu de le laisser inactif dans un port, l'employer à des fins militaires ou autres sous son propre

(1) *Charles Dupuis*. Le Droit de la guerre maritime d'après les Conférences de La Haye et de Londres, pp. 371-386.

pavillon. Mais dès l'instant où le tribunal a reconnu que c'est à bon droit qu'il a été saisi, le navire devient la propriété des bénéficiaires ou plus exactement peut-être, du fonds spécial des prises, et il doit être vendu au mieux des intérêts de ce fonds « pour le prix en être « attribué aux ayants-droit conformément aux Lois « et règlement en vigueur, » ainsi que l'ordonnent les arrêts du Conseil des Prises.

Si l'on adopte la première théorie, c'est-à-dire si la propriété est transférée en même temps que la capture s'accomplit, c'est dès ce moment que le fonds spécial en doit avoir la propriété.

Il s'ensuit que si l'État a besoin de conserver définitivement ou temporairement un navire de prise, il doit dans le premier cas en payer la valeur au fonds spécial; dans le second cas, verser à ce même fonds, une indemnité de location. Le droit de préemption de l'État a été formellement reconnu par le décret du 1^{er} octobre 1793, qui le régleme dans son article 5. L'Arrêté des Consuls du 9 ventôse an IX reproduit identiquement les mêmes dispositions, et dans le silence de la Loi de 1916, nous pensons qu'elles doivent être appliquées aux prises de la dernière guerre que l'État entendrait s'approprier.

En revanche, on ne trouve inscrite dans aucun texte, l'obligation pour l'État de payer une indemnité pour les navires retenus par lui temporairement. Mais à cela, il y a une raison, c'est que l'État n'avait pas le droit de retenir pour son usage, pendant un temps plus ou moins long, des navires dont il avait attribué la propriété à leurs capteurs : il devait, ou les garder

— et les payer — ou les faire vendre, le plus promptement possible au bénéfice des ayants-droit. D'ailleurs les conditions de la guerre, jadis, ne rendaient pas nécessaire pour l'État, l'emploi d'un aussi grand nombre de navires marchands qu'aujourd'hui, ce qui explique qu'on ne se soit pas préoccupé de prévoir le cas de rétention temporaire.

Pendant la dernière guerre, de nombreux navires de prise ont été utilisés ainsi par l'État, et nul ne pourrait y trouver à redire, car les besoins de la défense nationale l'exigeaient. Mais, ce faisant, l'État lésait ceux à qui la Loi de 1916 attribuait la valeur de ces navires, en retardant le moment où ils devaient toucher ce qui leur revenait légalement ; il les lésait dans d'énormes proportions en retardant une vente qui, faite peu après l'arrêt du Conseil des Prises eut été très avantageuse, mais qui, faite deux ou trois ans après l'armistice, s'est presque toujours trouvée désastreuse, à cause de la baisse énorme des frets ; il les lésait enfin d'une façon bien plus brutale encore quand le navire était coulé par torpillage ou fortune de mer pendant son utilisation par l'État.

Il est hors de doute, à notre avis, que l'État doive au fonds spécial des prises, une indemnité de location, ou dans le dernier cas, la valeur totale du bâtiment perdu.

Mais si l'on estime due une compensation dans ces divers cas, à plus forte raison, trouvera-t-on que l'État doit une indemnité quand il a prolongé l'usage des navires de prise bien après la cessation des hostilités, ou quand il les a utilisés commercialement. Comment

qualifier son attitude s'il refusait d'indemniser le fonds spécial des prises pour les services d'un navire saisi dont il aurait retiré un bénéfice commercial !

Cependant, la thèse contraire a été soutenue ; et elle était entièrement basée sur ce fait que le droit de prise appartient à l'État et non aux particuliers. L'État peut faire abandon gracieux à des particuliers de tout ou partie de ses droits, mais ces libéralités doivent être strictement limitées aux cas explicitement prévus. D'où cette conséquence que, la Loi de 1916 n'attribuant aux bénéficiaires que le *produit net* des prises maritimes, ces derniers n'ont aucun droit sur les navires, ni sur les marchandises. Comme, pour qu'il y ait produit net, il faut qu'il y ait vente et liquidation, il en résulte que tant que la vente n'a pas eu lieu, les bénéficiaires n'ont rien à réclamer à l'État, et ne peuvent même exiger la vente des prises.

Cette thèse ne paraît pas sérieusement soutenable. Elle peut aboutir à une véritable violation de la Loi ; en effet, il n'est pas absurde de supposer que l'État puisse désirer conserver pour son usage, et indéfiniment, tous les navires capturés ou saisis, ou qu'il les affrète à des compagnies privées ; de cette manière, les intéressés ne toucheront jamais un centime, sous le prétexte que la Loi ne leur a attribué que le produit net des prises, et non les prises elles-mêmes.

Il paraît beaucoup plus raisonnable de soutenir que la Loi n'a parlé de produit net que parce qu'elle a entendu qu'il y ait un partage, et qu'on ne peut se partager un navire, mais seulement sa valeur, dégagee des frais accessoires, c'est-à-dire son produit net.

Dans ces conditions, les ayants-droit devraient pouvoir — s'armant du texte même de la Loi — mettre en demeure l'État de vendre les prises, dès l'arrêt du Conseil des Prises rendu, ou lui réclamer un droit de location pour les navires dont il déclarerait avoir besoin.

Aujourd'hui, la question est posée à l'occasion d'un certain nombre de navires de prise que l'État a utilisés longtemps après l'armistice. L'Établissement des Invalides, gestionnaire du fonds spécial, soutenu par le Comité consultatif, réclame des indemnités pour l'utilisation de ces navires ; mais aucune réponse ne lui a encore été faite, à notre connaissance.

Le nombre total des navires de prise directe, propriété de la France, est de quarante-cinq, dont trois ont été coulés pendant qu'ils naviguaient pour le compte de l'État et un est conservé et acheté par la Marine.

La valeur totale des prises directes (produit net) est de 24 millions approximativement, navires et marchandises.

2^o *Les prises communes.* — Quand une guerre groupe deux ou plusieurs nations belligérantes en une alliance formelle ou de fait, les prises faites au cours d'une action où les forces alliées sont représentées, sont dites : prises communes. Il est de règle qu'une convention fixe dès le début des hostilités, les modalités et les formes du partage.

L'Arrêté du 9 ventôse an IX contient cependant un article qui prévoit ce cas. Il stipule que les prises faites en commun seront réparties « à raison du nombre « de vaisseaux de ligne, sans avoir égard aux frégates « et autres bâtiments ». (Art. 29).

Cet article a une portée générale, et s'applique chaque fois qu'il n'y a pas été dérogé par des conventions particulières.

En fait, les dérogations sont ici la règle. Au début de la guerre de Crimée, une convention fut signée entre la France et l'Angleterre le 10 mai 1854 et promulguée le 23 mai suivant. Elle prévoit trois hypothèses :

a) La prise a été faite par des bâtiments des deux nations agissant en commun : la prise doit être liquidée, et le produit net est partagé par tête d'hommes embarqués sur les bâtiments capteurs sans distinction de grades. La part de chaque nation est ensuite répartie suivant la législation spéciale à chaque État.

b) La prise a été faite par des bâtiments d'une nation, en présence de bâtiments de l'autre nation ; il sera procédé comme ci-dessus.

c) La prise faite par un bâtiment d'une des deux nations a été jugée par les tribunaux de l'autre : le produit net de la prise est entièrement versé à l'État capteur.

Peu de temps après l'ouverture des hostilités dans la dernière guerre, une convention franco-britannique, portant la date du 9 novembre 1914, régla la question des prises communes aux deux États. Elle reproduisait à l'article 5, presque textuellement, la Convention du 10 mai 1854 résumée ci-dessus. Mais, dans la pratique, des accords ont réglé chaque cas, ou série de cas, particulier. C'est ainsi que l'accord franco-britannique du 14 décembre 1920 a prévu la répartition des navires saisis en Grèce, et qu'on négocie actuellement pour

fixer le sort des bâtiments allemands saisis à Duala (Cameroun).

Les prises communes à la France et à l'Angleterre sont au nombre de douze, dont six sont gérées par la France, et six par l'Angleterre. La valeur des prises administrées par la France est de 22 millions et demi environ.

Acomptes. — Nous avons vu plus haut que le décret du 23 mars 1919 autorise la distribution des sommes formant l'actif du fonds spécial, au fur et à mesure de la liquidation des prises, mais jusqu'à concurrence de la moitié seulement de ces sommes.

Cette restriction est parfaitement légitime. D'une part, en effet, il n'était pas possible d'attendre, pour commencer la distribution, que toutes les demandes eussent été faites (le délai est de 5 ans après la date de cessation des hostilités), car dans beaucoup de cas, le secours ainsi tardivement donné eût été inutile : des ascendants seraient morts de vieillesse, des orphelins auraient été élevés, des réformés auraient succombé, alors que, souvent, une somme d'argent aurait pu soulager des misères, ou adoucir une fin d'existence.

Mais d'autre part, il fallait opposer un frein à la tentation de distribuer ainsi en acomptes des sommes trop élevées. Il fallait éviter que les derniers postulants se vissent déclarer que la caisse était vide, par imprévoyance et précipitation. Cette sage précaution conciliait les deux nécessités.

Puisque ni la Loi, ni le Décret ne contenaient de barème de répartition, le Comité consultatif fut prié

d'en élaborer un, provisoire, pour servir à la distribution des acomptes. Ce barème, qui fut accepté par la Commission de répartition, comprend trois parties.

La première tient compte de la qualité des postulants, de leur âge (pour les ascendants ou les enfants) et de leurs charges de famille. Le nombre de parts varie suivant que le postulant est un réformé ou une veuve, ou un orphelin, ou enfin un ascendant. Les parts du réformé ou de la veuve s'accroissent s'ils ont des enfants de moins de 18 ans ; celles des ascendants sont plus fortes s'ils ont plus de 65 ans, ou s'ils ont eu plusieurs fils marins tués pendant la guerre.

La deuxième partie est relative au grade. Une majoration, qui s'élève régulièrement avec le nombre de galons, est accordée à partir du grade de quartier-maître au postulant réformé, ou, en cas de mort de l'ayant-causé, au plus proche parent déclaré dans l'ordre suivant : veuve, orphelins, ascendants.

Enfin, la dernière partie est divisée en un certain nombre de catégories où sont classées les invalidités à partir de 15 %, chaque catégorie étant affectée d'un certain nombre de parts, et ce nombre s'élevant avec le taux d'invalidité. Cette partie du barème ne s'applique qu'aux marins eux-mêmes.

Il faut ajouter que la Commission s'est réservé la faculté d'augmenter les parts des grands blessés (mutiles de plus de 50 % d'invalidité) dans des conditions déterminées par elle, afin de montrer une particulière sollicitude à ces victimes directes de la guerre, qui, toutes ont été blessées en combattant.

La distribution des acomptes a commencé à la fin

de l'année 1920, et s'est poursuivie depuis sans interruption. Il pourra y avoir une deuxième distribution si l'état des fonds le permet, avant la répartition définitive.

Répartition définitive. — Le Décret du 23 mars 1919 dispose : « le fonds spécial des prises devra être entièrement distribué dans un délai de cinq ans, à compter « du jour de la cessation des hostilités ». (Art. 2, § 2).

Il est vraisemblable que cette prescription eût pu recevoir exécution, encore que toutes les liquidations de prises, et surtout le partage des prises communes ne soient pas encore terminés à l'heure où ces lignes sont écrites, si le même décret ne portait, immédiatement après la phrase qu'on a lue plus haut : « et aucune « demande ne sera admise après ce terme ».

On sent bien que ces deux propositions sont inconciliables. Si les intéressés ont cinq ans pour établir leur demande, on ne peut exiger que le travail de la répartition, long, minutieux, délicat, soit achevé dans le même délai.

En effet, le fonds spécial des prises devant être *entièrement* réparti entre les ayants-droit (et, en exécution de la Loi, pas un centime n'est prélevé pour le traitement du personnel qui assure à un titre quelconque la répartition, non plus que pour les fournitures nécessaires au travail matériel), il est nécessaire de connaître le chiffre exact des participants, et le nombre des parts leur revenant pour établir par une opération très simple le taux de la part-unité. On aurait donc dû fixer deux délais : l'un pour le dépôt des demandes, et l'autre pour la fin de la répartition.

Puisqu'il n'en a pas été ainsi, il faut choisir entre les deux propositions, et comme la solution adoptée ne doit pas préjudicier aux ayants-droit, on ne peut qu'opter pour la dernière : les demandes peuvent se produire jusqu'à la fin de la cinquième année après la date de cessation des hostilités.

Ce n'est qu'après ce terme que pourront commencer les opérations de la répartition définitive. Sur quelles bases se fera-t-elle ? Les barèmes du premier acompte seront-ils maintenus ? Les décisions individuelles prises au cours des cinq années d'attente seront-elles maintenues également, ou y aura-t-il lieu à révision ? Enfin, bien des situations seront modifiées ; des ayants-droit seront morts, des orphelins auront atteint un âge où des secours ne leur seront plus utiles ; des situations de fortune auront subi des changements profonds dans les deux sens. Les héritiers naturels auront-ils droit aux parts des décédés ? Autant de questions qui n'ont pas encore de solution. A vrai dire, elles se ramènent à deux : la répartition définitive se fera-t-elle sur les mêmes bases que les acomptes ? Y aura-t-il lieu à révision ?

Sur la première question, nous répondons sans hésiter : oui, la répartition définitive devra se faire sur les mêmes bases. Les barèmes établis ont fait leurs preuves, ils ont été adoptés après un sérieux examen ; ils n'ont donné lieu jusqu'ici à aucune réclamation motivée ; ils ne sont sans doute pas parfaits, mais ils sont équitables ; et nous ne voyons pas de raison valable à un changement qui entraînerait un travail considérable et retarderait, par suite, la répartition définitive. Ils sont d'ail-

leurs assez souples pour permettre une application raisonnablement adaptée à des cas exceptionnels.

Pour la révision, nous ne la considérons comme possible qu'au cas où elle serait réclamée par les demandeurs écartés, soit qu'ils aient un fait nouveau à faire valoir, soit que leur situation pécuniaire se soit transformée à leur désavantage. Dans tous les autres cas, nous ne voyons pas qu'on puisse recommencer une enquête sur chacun des 15 à 20.000 demandeurs dont les demandes seront alors enregistrées. Quid, pour les demandeurs primitifs qui seraient morts entre la première répartition et la répartition définitive ? A notre avis, leur droit s'éteint : les sommes touchées par eux sont acquises, mais leurs héritiers, s'ils appartiennent à l'une des catégories que la Loi appelle (veuve, enfants, ascendants immédiats) ne touchent que la part qui leur revient d'après leur degré de parenté, et s'ils réunissent les conditions fixées par la Loi.

Recours contre les décisions du Ministre. — La question qui se pose tout d'abord est de savoir si un recours est possible contre une décision de rejet. On sait qu'il existe deux sortes de recours : ceux qui procèdent du contentieux de pleine juridiction, et ceux qui procèdent du contentieux de l'annulation. Les premiers ne sont recevables que quand il y a *droit* violé. Or, existe-t-il un *droit* aux parts de prise ? Les concessions d'allocation ne sont-elles pas simplement des *mesures gracieuses* ?

Si l'on répondait affirmativement sur ce dernier point, il est certain qu'il n'y aurait pas possibilité de recours contentieux.

Les tenants du *droit* aux parts de prise font remarquer que la Loi du 15 mars 1916 parle d'*indemnités*. Or, « indemnité » signifie : réparation d'un dommage, ce serait donc bien un véritable droit qu'auraient les victimes de ce dommage à le voir réparer.

Il faut aussi se souvenir que le régime de l'Arrêté consulaire du 9 ventôse an IX comportait un recours au Conseil d'État. C'est tout au moins ce qui résulte de l'application de l'Arrêté du 6 germinal an VIII et le Conseil d'État a eu plusieurs fois à statuer sur des recours relatifs à des répartitions (notamment dans les affaires Hamme et Poulard (1) et Lebrasse (2). La Loi de 1916, nous avons longuement discuté ce point, si elle a changé les bénéficiaires, n'a pas changé la nature de leur droit.

Les partisans de la théorie de la *mesure gracieuse* répliquent que si les parts de prise constituaient de véritables indemnités, la Loi, ou tout au moins le décret rendu en application de la Loi, fixeraient les bases de ces indemnités ; c'est ce qu'a fait la Loi des Pensions du 31 mars 1919, qui a commencé par poser le principe du droit des victimes de la guerre à être *indemnisées* par la Nation, et qui a minutieusement fixé les bases, quotité, etc., des pensions.

Le régime de l'Arrêté de l'an IX pouvait comporter un recours au Conseil d'État, car les parts de chacun étaient indiquées avec précision dans l'arrêté même. Rien de pareil actuellement, car la Loi de 1916 a voulu

(1) *Pistoye et Duverdy*. Traité des Prises Maritimes, t. I, p. 210.

(2) *Pistoye et Duverdy*. Traité des Prises Maritimes, t. II, p. 434.

manifestement donner des secours, et c'est dans ce sens qu'il faut prendre le mot : indemnités ; la preuve, c'est que la condition commune exigée, est d'être dans le besoin. Subordonnerait-on à cette exigence le droit aux parts de prise, si l'on entendait en faire la réparation d'un préjudice causé ?

Il y a pourtant un recours possible. C'est le recours pour excès de pouvoir. On sait que c'est le seul qui soit ouvert à ceux qui, sans pouvoir se plaindre de la violation d'un *droit*, voient leurs *intérêts* lésés par des actes de l'autorité administrative. En l'espèce, il semble que le recours ainsi ouvert devrait viser le détournement des fonds de leur emploi légal ; ce serait le recours pour violation de la Loi.

Mais il ne semble pas qu'un recours soit ouvert aux personnes que le Ministre estimerait ne pas se trouver dans les conditions nécessaires.

Projet du Comité consultatif et réforme du 27 juin 1922.

— Nous avons vu au cours de cette étude, que la Loi de 1916 avait omis de régler un certain nombre de points importants. D'autres pouvaient prêter à confusion ; sans doute on pouvait interpréter ces derniers et c'est ce que l'on fit pour ne pas retarder la répartition, mais il en est un qu'il parut à tous nécessaire de régler au moyen d'une Loi ; nous voulons parler de l'extension aux marins réformés pour maladie du droit aux parts de prise, alors que la Loi de 1916 avait passé sous silence cette catégorie. On se souvient que la Commission de répartition s'était prononcée en faveur de cette extension dont elle attribuait l'omission dans la Loi à un simple oubli. Son Président avait reçu mandat de

demander au Ministre le dépôt d'un projet de Loi pour régulariser cette situation.

Le Ministre en saisit le Comité consultatif. Celui-ci jugea bon de profiter de l'occasion pour faire résoudre les questions les plus discutées, et il adopta un projet qu'il soumit au Ministre de la Marine.

Quelques jours plus tard, M. le Sénateur de Kerguezec déposa au Sénat une proposition de Loi, dans laquelle il entendait régler les mêmes questions, mais en se plaçant à un point de vue légèrement différent.

Cette proposition fut votée par le Sénat en avril, et par la Chambre des Députés en juin; la nouvelle loi a été promulguée le 27 juin 1922.

Nous allons examiner et comparer les dispositions du projet du Comité et celles de la Loi du 27 juin 1922. Ces dispositions sont de deux ordres : les unes sont relatives aux conditions générales, les autres à divers points de détail.

A. — Conditions générales

La Loi de 1916 n'avait imposé aucune condition de nationalité. Le mot : français, ne figurait nulle part dans son texte. L'imprécision était grave et pouvait amener à des extensions abusives.

Le projet du Comité introduit ce mot après : officiers, officiers-mariniers et marins et n'accorde, aux indigènes, qu'une part très réduite.

La Loi Kerguezec est plus large; elle réserve bien les parts de prise aux officiers, etc., *citoyens français*, mais elle introduit un paragraphe ainsi conçu : « Ce « fonds est destiné à être réparti en indemnités :

« 3° Aux officiers, officiers mariniers et marins *protégés* « ou *sujets français*, dans le besoin, mis dans l'impossibilité de servir, par suite de blessures reçues ou de « maladies contractées, soit à bord, soit à terre, au « cours des opérations de guerre ».

Cette disposition ne s'applique, on le voit, qu'aux indigènes ayant combattu pour la France, qu'il était injuste de ne pas faire participer au partage alors qu'ils avaient peiné et souffert comme leurs camarades français ; mais elle résout la difficulté relative à leur femme, ou plutôt à leurs femmes, en les passant sous silence ainsi que les enfants et ascendants.

L'un et l'autre textes excluent les étrangers par prétérition : le premier en n'attribuant le droit aux parts de prise qu'aux français : le second aux citoyens, sujets et protégés français.

Comment se trouve réglée la grosse question du droit des marins réformés pour maladie ?

Le projet du Comité parle de « blessures ou de maladies imputables aux opérations de guerre sur terre ou sur mer ».

Rappelons que la Loi qui ne parlait de maladie que pour les veuves, enfants et ascendants de ceux qui y avaient succombé, voulait qu'elles eussent été « contractées au cours de la campagne ».

Le projet du Comité est plus sévère, par conséquent, puisqu'il exige que les maladies soient « imputables aux opérations de guerre ». Il faudra donc que les postulants fassent la preuve que la maladie se rattache à un fait de guerre : la tuberculose attribuée aux fatigues d'un long embarquement ne devrait pas ouvrir le droit

aux parts de prise, et la jurisprudence de la Commission serait ainsi jugée trop libérale.

La Loi Kerguezec est, tout au contraire, infiniment plus large : c'est pour ainsi dire l'assimilation complète à la Loi sur les pensions. Il suffit que les maladies aient été « contractées ou aggravées en service au cours de la guerre ». C'est donc le droit aux parts de prise ouvert à tous les marins réformés pour une maladie quelconque pourvu qu'elle ait été contractée au cours des années de guerre, ou qu'on puisse la rattacher à un fait qui se serait produit pendant cette période, ou même pourvu qu'une maladie antérieurement contractée ait été reconnue médicalement comme s'étant aggravée pendant la guerre.

Seuls doivent faire la preuve que leurs blessures ou maladies sont contractées « au cours des opérations de guerre » les protégés, ou sujets français, qui ne sont donc plus pleinement assimilés à leurs camarades français.

Soulignons ici la gravité de cette disposition. Cette réforme, c'est la vaporisation des parts de prise, c'est l'extension considérable du nombre des participants et la réduction corrélative des parts leur revenant ; c'est le secours banal et insignifiant venant automatiquement s'ajouter à la pension du catarrheux, du rhumatisant, pire : du vénérien, au même titre qu'à celle de l'amputé, du « gazé ». Le territorial qui aura contracté une sciatique en montant quelques gardes la nuit dans un port touchera sa part de prise, alors que le matelot qui aura passé de dures nuits de veille, risqué des torpilles, ou peut être même sauté avec

son bâtiment, qui aura saisi un navire ennemi après de longues et monotones croisières, se verra privé, si sa santé est restée bonne, de tout ce qu'il pensait devoir légitimement lui revenir.

Une telle disposition, montre aux plus prévenus l'absurdité du système actuel, dont elle n'est après tout que l'aboutissement logique. Elle est un argument puissant en faveur de la thèse qui sera soutenue à la fin de cette étude.

B. — *Dispositions diverses*

1^o Le Comité consultatif a tenu à ce que le cas du décès d'un marin titulaire de parts de prise fût réglé explicitement. La Loi n'a entendu gratifier que certaines catégories jugées particulièrement intéressantes ; il ne faut donc pas que les sommes provenant du produit des prises aillent à d'autres catégories. C'est pourquoi le projet qu'il a adopté contient une disposition ainsi conçue : « Si le marin titulaire d'une part de prise « décède avant la répartition définitive du fonds spécial, « les sommes qui lui seraient dues ne pourront, dans « aucun cas, être allouées à d'autres héritiers que ceux « indiquées sous le n^o 2 du précédent paragraphe : « veuves, orphelins et ascendants immédiats ».

« Si le titulaire appartient à la catégorie prévue au « dit n^o 2, il ne pourra être procédé, postérieurement « à son décès, au paiement d'aucune somme provenant « de la liquidation des prises maritimes ».

La Loi Kerguezec précise que « la date certaine « du droit court à compter du jour de la décision minis-

« térielle qui admet l'intéressé à la répartition provisoire ou définitive ».

De plus, il est spécifié que si le marin décède entre le moment où une décision ministérielle lui a alloué une part de prise et celui où la somme devait lui être payée, la dite somme ne pourra revenir à ses héritiers que si ces derniers sont : sa veuve, ses enfants ou ses père et mère. En aucun cas, un collatéral ne pourra en bénéficier, et si les seuls héritiers sont des collatéraux, le mandat devra faire retour au fonds spécial.

La somme allouée pourra être versée à la veuve, aux enfants ou aux ascendants immédiats de l'ayant-droit, disons-nous : mais « sans cumul, » précise la nouvelle Loi. Ceci demande une explication.

Supposons qu'un ayant-droit décède avant que le Ministre ait pris la décision de lui allouer une part de prise : le droit de l'intéressé tombe, et le droit de sa veuve, de ses enfants, de ses père et mère s'ouvre en même temps. Le premier n'a pas touché sa part : les autres vont toucher la leur propre, différente de ce qu'aurait été la part du défunt.

Mais si la décision ministérielle avait été prise, le droit de l'intéressé se transmet à ses héritiers (pourvu qu'ils appartiennent à la catégorie des bénéficiaires) qui se trouvent ainsi substitués à lui — mais dont le droit propre ne s'ouvre pas, qui ne cumulent donc pas leur part avec celle de leur ayant-cause. Bien entendu, lors de la répartition suivante, ou de la répartition définitive, chacun des ayants-droit reprend son droit propre, et vient à la répartition à son rang de parenté.

Si la veuve, les enfants, les ascendants immédiats

d'un marin se trouvant dans les conditions de la Loi pour pouvoir prétendre à une part de prise, ou l'indigène réunissant ces conditions, décèdent avant que le mandat ne leur soit payé, le mandat doit être annulé et la somme faire retour au fonds spécial.

2^o Un court membre de phrase ajouté, dans la Loi Kerguézec, au paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la Loi de 1916 règle la question de la location par l'État des navires de prise.

« Le produit net..... etc., ainsi que les parts, etc.,
« sont attribués, *pour compter de la date de la validation*
« *de la capture par le Conseil des Prises*, à un fonds
« spécial, etc. ».

Ainsi, plus de discussions sur le droit de l'État à garder provisoirement, à titre gratuit, les navires de prise ; le fonds spécial en est propriétaire depuis le jour où la capture a été validée par le Conseil des Prises, donc, de même que l'État avait, jusqu'à cette date, le droit de se servir gratuitement des dits navires, de même, à partir de l'Ariét du Conseil, il est tenu de verser au fonds spécial une indemnité de réquisition s'il veut conserver les navires temporairement ou définitivement : indemnité de réquisition-location dans le premier cas, de réquisition-propriété dans le second ; de même encore, il doit rembourser au fonds spécial la valeur du navire, si ce dernier vient à se perdre pendant qu'il l'utilise.

3^o Enfin, la Loi Kerguézec prévoit une modification dans la procédure de l'Instruction des dossiers, telle que le décret du 26 mars 1919 l'avait établie. Ce texte

exigeait que toutes les demandes fussent soumises à l'appréciation de la Commission de répartition.

Par analogie avec une Loi du 27 avril 1920, relative à l'instruction des dossiers de pension, et pour le même motif qui l'avait inspirée (nécessité de simplifier la procédure pour hâter la liquidation des dossiers), la nouvelle Loi autorise à ne soumettre à la Commission que « les cas litigieux que le Ministre de la Marine jugera nécessaire de lui envoyer pour avis ». Tous les autres dossiers doivent être présentés à la décision du Ministre directement par le Service Administratif.

Sauf l'importante réserve que nous avons faite touchant l'élargissement exagéré des conditions d'admission relatives aux maladies, la Loi votée sur l'initiative de M. le Sénateur de Kerguezec nous donne entièrement satisfaction : extension modérée du droit aux parts de prise aux indigènes, réglementation en cas de décès des ayants-droit, obligation pour l'État de payer une indemnité en cas d'usage abusif des navires de prise, simplification de la procédure, ce sont là des réformes dont nous avons signalé la nécessité et l'urgence au cours du présent chapitre.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE CRITIQUE

CHAPITRE 1^{er}

COMPARAISON AVEC LES SYSTÈMES ÉTRANGERS

Il n'est pas sans intérêt de rechercher de quelle manière les pays étrangers ont réglé la destination à donner au produit des prises maritimes, faites pendant la guerre. De la comparaison des systèmes étrangers avec le nôtre, apparaîtront des idées qui pourront être appliquées avec profit, lors de la révision de la réglementation existant en France. Et puis, il n'est pas indifférent de relever quels sont les pays qui appliquent le système français d'abandon aux capteurs, de manière à connaître ceux qui, en cas de réunion d'une nouvelle Conférence Maritime, seraient susceptibles de soutenir le point de vue de la France.

On peut classer en quatre catégories les puissances maritimes, quant à la manière dont elles ont entendu régler le droit des capteurs au produit des prises de mer :

1^o Nous trouvons au premier lieu les pays où le droit aux parts de prise n'existe pas et n'a jamais existé.

C'est d'abord le Japon, où le produit des prises est

purement et simplement attribué à l'État (Décret impérial sur les cours de prise du 20 août 1894 (art. 28) modifié en mars 1904, février 1905 et juillet 1905).

L'Allemagne suit les mêmes errements. Pourtant, la Prusse a connu un régime différent. D'après le Règlement du 20 juin 1864, le produit net revenait au fisc, mais les capteurs étaient ensuite gratifiés des $\frac{2}{3}$ de ce produit net; un Règlement du 31 décembre 1865 précisa que tous les navires présents à l'action avaient droit à participer à la distribution, mais ceux qui avaient réellement été engagés avaient droit à une part double. Ce règlement contient un tableau détaillé par catégorie d'ayants-droit; le Chef d'escadre y figure en tête avec $\frac{1}{20}$ du produit net total. Il nous faut encore signaler une particularité intéressante de ce régime : c'est la distinction faite entre les navires de commerce ennemis, d'une part, et les navires de guerre et la contrebande de guerre, d'autre part, les premiers, seuls, étant considérés comme prises, tandis que les articles de la deuxième catégorie étaient considérés comme *butin* de guerre. Le butin revenait entièrement à l'État, mais les capteurs recevaient une prime égale à la moitié de la valeur (1).

A la déclaration de guerre franco-allemande, un Décret (Erlass) de Guillaume 1^{er} du mois de juillet 1870 prévoyait encore (à l'article 5) un tarif de récompenses pour les marins de la « *freiwillige Seewehr* » (sorte de Marine auxiliaire, qui ne fut d'ailleurs jamais organisée).

Depuis la constitution de l'Empire allemand, aucun

(1) *Kleen*. Lois et usages de la neutralité. T. II, p. 725 et suivantes.

texte n'a formellement réglé la question. Pendant une action maritime coloniale de l'Allemagne, à la fin du XIX^e siècle, le blocus de la côte est-africaine, une Ordonnance du 15 février 1889 s'exprimait ainsi qu'il suit, dans un § 27 relatif à la vente des navires saisis : « La « vente sera faite par le Consulat impérial du Zanzibar. « La destination du produit de la vente est réservée « à l'initiative impériale » (2). La phrase est, on le voit, imprécise.

L'instruction sur les tribunaux de prise l'est tout autant. On peut cependant inférer d'une phrase de son article 50 que les capteurs n'ont plus droit aux parts de prise. Voici la traduction de cette phrase : « Pour « autant que l'Empereur ne dispose pas des prises con- « damnées en vue de la conduite de la guerre, elles seront « mises à la disposition du Chancelier d'Empire, pour « qu'il en dispose pour d'autres fins en faveur de l'Empire ; « il pourra les faire vendre pour le compte de l'Empire ».

Enfin, citons dans cette première catégorie la *Roumanie*, qui n'a jamais connu l'institution des parts de prise.

2^o Il y a ensuite des pays où le droit aux parts de prise a existé, mais a été ensuite aboli. C'est le cas des *États-Unis d'Amérique*. Sous l'empire de l'Acte du 23 avril 1800, la prise était attribuée entièrement à l'équipage du navire capteur lorsque ce dernier était d'une force égale ou inférieure au navire capturé. Lorsque le navire capteur était d'une force supérieure, la valeur de la prise devait être divisée également entre

(2) Cité par *Heinrich Pohl*. *Deutsche Prisengerichtbarkeit*, page 41.

l'État et les capteurs. La question fut reprise par l'Acte du 30 juin 1864 ; ce dernier eut surtout pour but de répartir suivant un barème, les parts de prise ; c'est ainsi que le Commandant de la flotte eut 1/20, le Chef de division 1/50. Les principes de ces actes furent encore appliqués pendant la guerre hispano-américaine de 1898 (combat de Manille).

Mais le droit aux parts de prise fut abrogé par un Acte du 3 mars 1899, qui dispose : « Toutes les mesures « législatives autorisant la distribution aux capteurs « de tout ou partie de la valeur des navires ou de tout « objet de propriété privée capturé et déclaré prise « de guerre, ou prévoyant le paiement de gratifications « à ceux ayant coulé ou détruit des navires ennemis « en temps de guerre, sont dorénavant abolies ». (1)

La Russie suivit cet exemple : un ukase de 1914 abolit, au début de la guerre, le droit aux parts de prises dans ce pays.

3^o Le troisième groupe comprend les pays où le produit des prises appartient à l'État, mais où des gratifications sont accordées aux capteurs.

En Italie, le Décret royal du 25 mars 1917 stipule que les navires de prise sont mis à la disposition du Ministre de la Marine, qui les fait vendre s'il le juge opportun. Dans ce cas, 1/5 de la valeur des prises est versé à la Caisse des Invalides de la Marine marchande (art. 110).

L'article 111 accorde au Ministre de la Marine la faculté d'allouer des gratifications spéciales sur la

(1) Cf. *Moore. Digest of international law*-tome VII, pp. 652 à 655.

valeur de la prise à ceux qui ont effectivement capturé le navire de prise, ou qui ont concouru à la capture (2). Le Ministre a usé de cette faculté pendant la guerre, mais seulement à l'égard des équipages qui avaient capturé ou détruit des navires de guerre. Un Arrêté Ministériel fixa la somme à allouer pour chaque type de bâtiment capturé ou détruit; la somme à partager s'élevait à 2 % de la valeur du navire.

Pour la Suède, le règlement du 12 avril 1808 édicte un régime mixte. Les bâtiments de guerre pris appartiennent à la Couronne, mais les capteurs reçoivent des gratifications dites de « bravoure », d'après un tarif qui varie suivant la nature des bâtiments, le nombre de leurs canons, etc.

Quant aux navires de commerce pris, ils reviennent entièrement à leurs capteurs. Un détail de ce règlement est à noter, c'est la disposition d'après laquelle les parts des blessés et des héritiers des tués sont doublées (3).

4^o Nous arrivons enfin à l'étude du régime adopté en Angleterre, où le produit des prises appartient entièrement à la Marine de guerre. Cette étude nous retiendra quelque temps, car, si le système anglais a quelque analogie avec le nôtre, il présente, par contre avec lui, de très grandes différences qu'il est intéressant de faire ressortir, car elles sont presque toutes à l'avantage de nos voisins.

Le Gouvernement anglais a vu, dès le début de la guerre, quels puissants motifs il y avait à intéresser

(2) *Fauchille et Basdevant*. La jurisprudence italienne en matière de prises maritimes, 1918. Annexe I, pp. LXII et LXIII.

(3) *Kleen*. Op. cit. pages 725 et suivantes.

les marins à la capture et à la destruction des forces navales ennemies.

Le « Naval Prize act » de 1864 prescrivait que tous les membres de l'équipage effectivement présents à la capture ou à la destruction d'un navire armé ennemi auraient droit à se répartir une somme calculée à raison de 5 £ par personne se trouvant à bord du navire ennemi au moment de l'engagement. Ces gratifications étaient prélevées sur le budget.

Un ordre en Conseil daté du 27 avril 1918 règle le détail de la répartition entre les officiers et équipages de la Flotte de ces gratifications, ainsi d'ailleurs que des sommes allouées pour saisies et captures faites en exécution des lois sur la douane, le commerce des esclaves, la piraterie, le sauvetage en mer, etc. Nous en donnons la traduction en annexe.

L'acte de 1864 est aujourd'hui en grande partie aboli, mais d'importantes dispositions en subsistent, telles que, par exemple, l'institution d'un « ship's agent » ou « mandataire spécial » de navire, homme de loi, choisi par le Commandant de chaque bâtiment capteur, pour représenter les intérêts des bénéficiaires de parts de prises et de gratifications dans la procédure.

D'autre part, en ce qui concerne les prises, le « Naval « Prize Act » du 8 août 1918 prévoit la constitution d'un « fonds des prises maritimes » alimenté par le produit de la vente des navires et marchandises capturées pendant la guerre. Il laisse au Roi la faculté de faire abandon aux capteurs des sommes constituant ce fonds. L'énumération des recettes et des dépenses de ce fonds, la détermination du montant des parts

de prise et celle des bénéficiaires, si le Roi use de son droit, sont laissés à des proclamations royales ou ordres en Conseil ; il est toutefois précisé que les officiers et équipages des engins aériens ayant aidé à la prise ou à la destruction de navires ennemis, doivent éventuellement être comptés au nombre des bénéficiaires.

Le reliquat du fonds sera versé à l'hôpital de Greenwich ou pourra être employé par l'Amirauté, en faveur de combattants ou familles de combattants de l'Empire britannique.

L'Administration du Fonds des Prises incombe à l'Amirauté, et sa gestion est confiée au Trésor ; le Contrôle financier est exercé par le Contrôleur-auditeur général et les comptes seront soumis en dernier ressort au Parlement.

Pour l'exécution de cette Loi, un Tribunal est institué. Il comprend trois membres, dont l'un — qui est l'Amiral de la Flotte — exerce la Présidence. Il règle lui-même sa procédure, et possède les mêmes pouvoirs, droits et privilèges que la Haute-Cour, en ce qui concerne les citations de témoins, le droit d'exiger la production de documents, la punition des personnes coupables d'offense envers le tribunal.

L'acte fixe ensuite à 1 % au maximum le taux des sommes à payer aux « mandataires spéciaux, » à titre de rémunération.

Une annexe à cette Loi énumère les recettes, et les dépenses du Fonds des Prises.

Sont pris en recette par ce fonds :

1^o Les sommes provenant de la vente des navires

et marchandises condamnées par les Cours de prise, ainsi que les intérêts accumulés de ces sommes ;

2° La valeur des navires et marchandises de prise conservés par l'État, avec les intérêts acquis depuis le jour où l'État en a pris possession ;

3° Les sommes payées à la suite d'accords amiables relatifs à des navires ou marchandises de prise ;

4° Les sommes versées par des États alliés en exécution de conventions relatives aux prises faites pendant la guerre (prises communes) ;

5° D'une manière générale, toutes les sommes que le Tribunal attribuera aux capteurs par application des principes et de la pratique des Cours de prise, comme leur revenant légitimement.

Doivent être considérées comme des dépenses du Fonds des prises :

1° Les dépenses entraînées par le fonctionnement des Cours de prise, et par la procédure du jugement des prises (autres que les dépenses légales), les dépenses de garde des navires et marchandises de prise ;

2° Les récompenses et rémunérations accordées aux capteurs, ou aux personnes ayant facilité la capture ou la condamnation des prises.

3° Les sommes à verser aux États alliés en exécution de conventions relatives aux prises faites pendant la guerre (prises communes) ;

4° Les sommes qui pourraient être dues aux personnes ayant des droits sur les navires ou marchandises de prise, et dont le paiement aurait été acquitté à l'invitation d'un organisme spécial, nommé « Comité des revendications de prises ».

5° Les frais, charges, dépenses, etc., que le Tribunal croira devoir imputer au Fonds des Prises ;

6° Le traitement du greffier et les frais de fonctionnement du Tribunal.

Le 15 août 1918, le Roi usa de la latitude qui lui était donnée par l'Acte du 8 août, et déclara dans une proclamation, que le produit net de toutes les prises faites pendant la guerre, ainsi que toutes autres sommes qui viendraient à être versées au Fonds des Prises, seraient réparties entre les officiers et équipages de la Flotte.

Une proclamation royale du 10 février 1919 vint ensuite régler les détails de la répartition des prises maritimes. Elle contient une définition précise du service à la mer, les conditions auxquelles les équipages des engins aériens peuvent avoir droit aux parts de prise, les bases de la répartition, la détermination des droits des familles des morts, des hommes rendus physiquement inaptes et des prisonniers de guerre, l'étude de quelques cas particuliers, enfin le barème de répartition.

Faisons, avant d'examiner en détail cette proclamation, une observation préliminaire. Les parts de prises sont personnelles ; elles entrent donc dans la succession des décédés, même si le décès est antérieur à la répartition.

Ont droit à des parts de prise, les officiers et marins ayant, pendant la guerre de 1914-1918, accompli du service à la mer à bord des navires de guerre.

Pour être considéré comme ayant accompli du service à la mer, il faut :

Avoir été inscrit au rôle d'un bâtiment de guerre naviguant effectivement ;

Ou à celui d'un navire auxiliaire à armement offensif coopérant avec la flotte (y compris les remorqueurs, chalutiers, etc.) ;

Ou avoir, comme pilote ou observateur d'avion, membre des équipages de bâtiments aériens, etc., été porté sur les rôles d'un navire ou d'un centre maritime aérien (ne compte pas comme service à la mer, le temps passé en instruction ou au service de l'armée de terre).

En cas de difficulté, les Lords Commissaires de l'Amirauté ont pleins pouvoirs pour statuer sur la nature des services contestés.

Le maximum sera accordé à tous ceux qui auront été en service à la mer, dans les conditions ci-dessus indiquées pendant au moins 30 mois, entre le 4 août 1914 et le 11 novembre 1918. Cependant les Lords Commissaires pourront prolonger le délai en faveur de ceux qui auraient pris part à des opérations de guerre ultérieurement.

Pour les périodes inférieures à 30 mois, le taux de la part sera proportionnel au nombre de mois accomplis dans les conditions ci-dessus, et nul ne devra recevoir moins de 1 livre sterling.

Sont affranchis de toute condition de temps :

1^o Les familles des hommes tués ou morts de blessures pendant la guerre, étant en service à la mer ;

2^o Les hommes rendus invalides ou inaptes au service à la mer, par suite de blessures reçues dans les mêmes conditions ;

3^o Les prisonniers de guerre tombés aux mains de

l'ennemi sans qu'il y ait eu de leur faute, alors qu'ils étaient en service à la mer, ou avaient été débarqués pour participer à des opérations à terre.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le maximum est alloué.

Les hommes qui seraient rendus infirmes par maladies imputables au service, ainsi que les familles des hommes décédés pour le même motif reçoivent également le maximum, mais il faut que les marins aient été pendant au moins 10 mois, en service à la mer.

Le barème de répartition est établi par grade ; si les intéressés ont eu plusieurs grades successivement, la part allouée est celle revenant au grade le plus élevé pourvu que l'intéressé en ait été pourvu pendant au moins 6 mois en service à la mer.

Suivent un certain nombre de dispositions relatives aux assimilations, grades temporaires, etc.

La privation des parts de prises résulte de la déchéance du droit aux parts, qui est une peine prévue pour la Marine, et de l'exclusion du service pour inconduite.

Enfin, les Lords Commissaires reçoivent pouvoir de régler les difficultés ou les cas particuliers que la Proclamation n'aurait pas prévus.

Nous n'entreprendrons pas une analyse détaillée du barème ; on le trouvera reproduit en annexe. Disons seulement qu'il comprend tous les grades et emplois depuis le Commandant en chef de la Grande Flotte (1.000 parts), jusqu'au personnel en supplément à l'effectif (passagers) et agents de service civil (2 parts) répartis en treize catégories, certaines fonctions remplies

modifiant le classement des grades, dans le sens d'une assimilation à un grade supérieur.

Si, maintenant, nous comparons le système anglais avec le nôtre, nous sommes amenés à faire quelques constatations intéressantes :

1^o Droit aux parts de prises. Alors qu'en France les parts de prise sont, en somme, des secours destinés à venir en aide aux victimes sans fortune de la guerre et à leurs familles, en Angleterre elles sont un droit absolu pour tous les individus qui réunissent certaines conditions de temps de service pendant la guerre. Car c'est là le caractère le plus marqué du système anglais ; il constitue un avantage pécuniaire pour les marins ayant effectivement participé sur mer à la guerre.

La base du droit, c'est le service fait à bord d'un bâtiment naviguant, entre la déclaration de guerre et l'armistice.

En France, la base du droit c'est l'invalidité contractée au service du pays pendant la guerre, ou la mort rencontrée dans les mêmes conditions.

Dans le système anglais, on s'attache à récompenser les services de guerre : loi d'encouragement.

La législation française s'efforce d'aider ceux que la guerre a le plus cruellement frappés : loi d'assistance.

On aura également remarqué que les marins du commerce sont exclus en Angleterre, du bénéfice de la répartition du produit des prises. Le Gouvernement anglais a voulu faire une Loi purement militaire, estimant que la Marine de Commerce a d'autres avantages ; nous avons vu plus haut qu'en France on était parti

d'une autre idée ; celle de l'identité des risques courus et des éminents services rendus.

Les parts de prise, étant, en Angleterre, une récompense nationale, elles entrent dans le patrimoine du bénéficiaire et leur valeur doit être transmise à ses héritiers, en cas de mort. En France, ce sont des secours accordés aux marins dans le besoin ; il est clair que ce serait aller à l'encontre des principes de la Loi que de risquer de faire profiter des sommes ainsi allouées les héritiers du bénéficiaire qui pourraient se trouver dans une situation aisée.

Enfin, ce qui est encore une conséquence des mêmes principes, les ayants-droit anglais peuvent être privés disciplinairement de leurs parts de prise — ce qui ne se comprendrait pas en France où elles doivent parer à une détresse pécuniaire.

2° Une autre différence sérieuse entre les deux législations, c'est l'absence de tout barème réglementaire en France, alors qu'en Angleterre, il en existe un fort minutieusement établi et inséré dans l'Ordre en Conseil de 1919. Mais cette différence provient toujours de la même cause ; le Gouvernement anglais considérant les parts de prise comme une récompense à laquelle ont droit les marins ayant combattu sur mer ne pouvait laisser à l'appréciation d'une Commission, ou même du tribunal spécial, le soin de distribuer les sommes à répartir. Il fallait une base sérieuse de répartition, et cette base, on en a établi les éléments avec grand soin et on les a publiés. En France, le législateur s'est borné à indiquer à la Commission de répartition qu'elle devait tenir compte de certains éléments (grade, charges de

famille, etc.) lui laissant par ailleurs le soin de régler les détails.

3° Le Fonds des prises maritimes anglais a, pour ainsi dire, les mêmes ressources que le Fonds spécial des Prises français. En revanche, ses charges sont plus étendues que celles du Fonds français ; il supporte, outre les frais de garde et de vente des prises, comme en France, les frais nécessités par le fonctionnement des Cours des Prises (juridictions qui statuent sur la validité des prises), et par celui du Tribunal spécial présidé par le premier Lord de l'Amirauté. En France, les frais d'administration nécessités par le travail de répartition ne sont pas supportés par le Fonds spécial, et les dépenses entraînées par le fonctionnement du Conseil des Prises sont couvertes par le Budget.

4° Le Tribunal anglais qui connaît de toutes les questions soulevées par le fonctionnement de la loi a des pouvoirs très étendus en matière de citation de témoins, production de documents, etc. En France, ni la Commission, simple organe administratif chargé de proposer au Ministre une répartition du Fonds spécial, ni le Comité, organe consultatif, n'ont de semblables pouvoirs.

5° Il nous faut aussi signaler que la Loi anglaise prévoit expressément le remboursement par l'État de la valeur des navires ou marchandises de prise qu'il voudrait conserver, avec les intérêts depuis la date où il a disposé des dites prises : ce qui équivaut pour lui à payer des droits de location.

Nous avons vu qu'en France la question de la location

des navires de prise n'est pas résolue et qu'il soulève de grosses difficultés.

6^o Enfin, il nous faut relever un détail de la procédure qui nous semble avoir une particulière importance. Nous voulons parler de l'institution du « Ship's agent », expression que nous avons traduite par « mandataire spécial ».

Autrefois, en France, les capteurs, bénéficiaires des parts de prise, avaient un représentant légal qui s'occupait de leurs intérêts, soutenait leurs droits, on a vu avec quelle conscience et quel dévouement dans la première partie de cette étude; nous voulons parler du Commissaire des Classes, ancêtre de nos modernes Administrateurs de l'Inscription Maritime. Aujourd'hui, il ne peut plus en être de même; il n'y a pas, comme autrefois, un groupe d'ayants-droit, légitimes propriétaires d'un navire ou d'une cargaison capturés par eux. Il y a l'ensemble de ceux que la Loi appelle, mais qui n'ont qu'un droit virtuel tant qu'une décision ministérielle ne les a pas appelés nommément à participer à la répartition. Dans ces conditions il était assez difficile d'organiser une représentation de cette collectivité. L'Établissement des Invalides ne peut pas les représenter : son rôle se borne à gérer le Fonds spécial, sans qu'il puisse intervenir dans la répartition; d'autre part, la Marine a, le plus souvent, des intérêts diamétralement opposés à ceux des ayants-droit (notamment dans le cas des navires de prise utilisés par elles); le service de répartition sortirait de son rôle s'il faisait autre chose que mettre les dossiers en état et appliquer les décisions du Ministre; de sorte que, en droit, les

intérêts des capteurs ne sont défendus par personne. Nous pensons que la Loi aurait dû prévoir la création d'une sorte d'Office des copartageants du Fonds spécial des Prises, qui aurait défendu ces derniers et les aurait représentés dans toutes les revendications ou instances qui auraient pu naître, ou qu'il aurait pu être utile de faire naître, au cours de la répartition.

En Angleterre, depuis l'Acte de 1864 le « mandataire « spécial » remplit ce rôle ; il est choisi par le Commandant de chaque navire, et moyennant une rémunération qui ne peut dépasser 1 % des parts revenant à l'État-Major et à l'équipage pour les gratifications et 2 ½ % pour les parts de prise, il donne à ses commettants toute assurance quant à la sauvegarde de leurs droits, et accomplit pour eux toutes les formalités nécessitées par la Loi ou les Règlements.

De cette étude comparative, il faut retenir, pour les approuver, les différences suivantes en faveur du système anglais : principe même de la Loi, qui établit le droit à des récompenses basées sur des services de guerre, au lieu de créer, comme en France, une sorte d'allocation de secours ; fixation d'un barème légal ; création d'un tribunal spécial ; institution du « Ship's « agent ». Il nous paraît que ces points sont à retenir. Nous y reviendrons d'ailleurs au cours du Chapitre qui va suivre, pour demander leur introduction dans la législation que nous voudrions voir adopter par la France.

* * *

Avant d'abandonner l'étude de la législation anglaise, il nous paraît intéressant de donner, après le recueil

de M. Wallace Grant, « British and Colonial prize « Cases » (1) la physionomie de l'audience de la Cour d'Amirauté du 27 juillet 1920, où furent attribuées les gratifications revenant aux acteurs de la bataille du Jutland.

On se souvient que le Roi avait, par un Ordre en Conseil du 2 mars 1915, pris en exécution de la section 42 du Naval Prize Act de 1864, exprimé son intention d'allouer aux officiers et équipages de ses navires de guerre qui seraient réellement présents à la prise ou à la destruction de navires armés ennemis « une somme « calculée sur le pied de 5 livres sterling par personne « se trouvant à bord du navire ennemi au commencement de l'engagement ».

A la bataille du Jutland, les 31 mai et 1^{er} juin 1916, la Grande Flotte anglaise détruisit 11 navires de la Flotte allemande, ayant à bord ensemble 4.537 personnes au début de l'engagement. La Grande Flotte comprenait 151 navires, et, comme il était impossible de soutenir qu'un navire ou une escadre déterminés avaient été les auteurs de la destruction d'un navire ennemi déterminé, il fut convenu que la bataille serait considérée comme une action commune, et que le fonds de prise, s'élevant à la somme de 22.685 £ serait partagé entre toute la Flotte.

Les Amiraux Jellicoe et Beatty, les Commandants, officiers et équipages des 151 navires anglais demandèrent donc à la Cour l'attribution du fonds.

Au début de l'audience, on lut un « affidavit » de

(1) Fascicule 18, pages 892 à 897.

l'Amiral Jellicoe qui résumait les diverses phases de la bataille. Puis trois « ship's agents » se présentèrent pour les États-Majors et les équipages.

Enfin, le Président, Sir Henry Duke, proclama que la bataille du Jutland fut une action commune des 151 navires de la Grande Flotte, action à laquelle tous ceux qui y étaient présents ont effectivement participé, puis il fixa à 22.685 £ la somme à partager.

CHAPITRE II

CRITIQUE DU RÉGIME ACTUEL ET PROJET DE RÉFORME

« Il est du droit de la guerre d'affaiblir son ennemi
« autant qu'il se peut, en le troublant dans ses posses-
« sions et dans son commerce (1) ».

Il faut avoir sans cesse présente à l'esprit cette phrase par laquelle Valin ouvre son commentaire du titre IX sur les prises (Ordonnance de 1681) quand on étudie le droit aux parts de prises et sa légitimité. Pourquoi fait-on la guerre ? Pour imposer sa volonté à son ennemi après l'avoir affaibli « autant qu'il se peut ». Dès lors, il faut en prendre les moyens, et hormis les cruautés inutiles, ne pas hésiter à troubler au maximum la vie économique du pays hostile, lui couper les vivres, interrompre ses communications avec l'extérieur.

C'est tellement dans la nature même de la guerre que l'on voit, aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, les peuples belligérants s'attaquer à la propriété privée ennemie sur mer. Il y a là un phénomène instinctif qui provient non pas tant du désir de rapine existant dans toute âme fruste, que de l'intuition qu'il est ainsi fait à l'ennemi un mal cruel pouvant l'amener plus vite à s'avouer vaincu.

(1) Valin. Nouveau commentaire sur l'Ordonnance de la Marine du mois d'août 1681, page 213.

Plus tard la guerre fut réglementée sur mer comme sur terre ; sans cesser d'être une relation de peuple à peuple et non, comme on a essayé de l'enseigner au xviii^e siècle, une relation d'État à État, elle tendit à s'ordonner, le peuple en abandonnant la conduite et la responsabilité à son Roi, et à son Gouvernement.

La nécessité de la destruction du commerce ennemi sur mer ne s'imposa pas moins dorénavant aux Gouvernements qu'autrefois aux peuples, et la course fut organisée. Nous ne reviendrons pas sur un sujet que nous avons non épuisé, sans doute, mais étudié avec quelque développement dans la première partie. Nous désirons seulement montrer dans les pages qui vont suivre que l'attribution de récompenses aux équipages des navires royaux devint une nécessité comme l'avait été l'abandon des prises aux corsaires qui les avaient capturées, comme le sera demain l'attribution aux marins de l'État de parts de prises ou de primes en argent, si l'on veut que la guerre au commerce ennemi se fasse avec toute l'intensité désirable, et si l'on juge équitable de compenser dans une certaine mesure les pertes matérielles que toute guerre fait subir aux individus même victorieux à une époque où elle est redevenue ce qu'elle était jadis, une lutte de nations.

I

Jusqu'en 1692, les équipages des navires du Roi ne combattirent que par devoir et pour l'honneur. Mais il apparut au Pouvoir Royal que leur zèle et leur ardeur au combat seraient stimulés s'ils étaient intéressés

pécuniairement à la prise ou à la destruction des navires ennemis.

Une Ordonnance du 3 septembre 1692 accorda aux officiers et aux équipages des bâtiments de guerre le dixième de la valeur des navires marchands capturés par eux ; les motifs de cette décision sont à citer, tellement s'y manifestent de bon sens, et une vue réaliste des choses. Le Roi déclare être persuadé « qu'ils (les « Commandants de ses navires) réussiront dans leur « course avec plus de succès lorsqu'ils y seront engagés « par les vues de leur devoir et de leur intérêt particulier, et qu'ils retiendront aussi les équipages, et « les empêcheront avec plus de facilité de divertir les « marchandises des prises ». Il promet également de distribuer aux officiers et équipages qui auront pris des vaisseaux de guerre, des « récompenses proportionnées à la force des vaisseaux et à la défense qu'ils « auront faite ».

Il faut croire que les résultats que donna cette innovation furent bons, puisqu'en 1748, le 5 mars, une Déclaration du Roi éleva au tiers, au lieu du dixième, le montant de la part des équipages de ses vaisseaux à prélever sur la vente des navires marchands ennemis pris par eux. Indépendamment de cette part, le Roi leur accordait une gratification qui était fonction du nombre de canons, de leur calibre et du nombre de prisonniers capturés, avec cette stipulation, qu'au cas où il y aurait eu combat, la gratification serait également basée sur le nombre d'hommes effectivement embarqués sur les prises au moment du début de l'action. Enfin, le Roi se réservait d'accorder d'autres récompenses

pour tenir compte de certains faits particuliers à l'action soutenue.

Une Déclaration Royale du 15 mai 1756 augmenta encore le taux de la gratification établie par la Déclaration de 1748, et institua de nouvelles gratifications pour les navires de guerre capturés, les majorant du quart en cas de prise par abordage. A tous ces avantages, l'Ordonnance du 15 juin 1757 en ajouta d'autres ; le tiers des espèces d'or et d'argent, pierreries, effets trouvés sur les navires de guerre capturés ; le tiers de la valeur des corsaires ennemis, au lieu du dixième.

Les résultats de ces mesures étaient vraiment encourageants. A la fin du xvii^e siècle, les bâtiments de commerce de nos ennemis étaient enlevés sur toutes les mers : pour la seule Angleterre, 4.200 navires valant 7 à 800 millions disparaissent des mers, dit-on ; en tout cas, si aucune statistique officielle ne peut nous donner de certitude à ce sujet, du moins peut-on dire à coup sûr que les Anglais souffrirent beaucoup de la guerre faite à leur commerce. Un historien anglais déclare : « Nous avons souffert infiniment plus..... que dans aucune « guerre antérieure. Durant plusieurs mois de 1693, « le commerce anglais avec la Méditerranée a été presque « entièrement interrompu. Un navire de commerce « n'avait, s'il n'était protégé, aucune chance d'arriver « aux colonnes d'Hercule. » La situation fut, par moments, très critique, en Angleterre (1). Qui pourrait nier que la sage décision du Roi, d'intéresser ses bâti-

(1) *Tramond. Op. cit. pages 298-299.*

ments à la guerre au commerce maritime ne soit pour une grande part dans ces brillants résultats ?

L'Ordonnance du 28 mars 1778, enchérissant encore sur les mesures que nous venons d'énumérer, attribuait aux équipages des navires de guerre capteurs, les $\frac{2}{3}$ de la valeur des navires marchands capturés. Puis, ce qui était une innovation remarquable, elle concéda à ces mêmes équipages, la totalité du produit de la vente des navires de guerre capturés par eux, alors qu'auparavant on ne leur donnait dans ce cas que des gratifications.

L'Arrêté des Consuls fixa ainsi les droits des équipages des navires de guerre capteurs : si le navire pris est un navire de guerre, la totalité en appartient aux capteurs ; si c'est un corsaire ou un navire de commerce, la part des capteurs est des $\frac{2}{3}$ de la valeur.

Et le Gouvernement estimait si avantageux pour l'État d'intéresser ainsi les marins aux captures qu'il se dépouilla volontairement de tout droit sur les prises faites dans ces conditions et spécifia que si quelqu'un des navires de guerre ou de commerce ou objet quelconque de prise était nécessaire aux besoins de la République, le prix en serait payé aux équipages preneurs suivant un tarif fixé, qui prévoyait une majoration au cas où les dits navires auraient été pris à l'abordage.

Enfin, l'encouragement au combat et à la victoire était une fois de plus marqué par la disposition de l'art. 8 du même arrêté, qui spécifiait qu'une gratification, basée sur le nombre et le calibre des canons serait payée à tout équipage de navire de l'État ayant détruit des navires de guerre ou corsaires ennemis.

II

Tel était l'état de la législation quand la Loi de 1916 est intervenue. On ne peut nier que pendant ces dernières années, un sentiment très fort ne se soit élevé contre le droit de prise et surtout contre l'attribution des prises aux équipages capteurs. Ce mouvement se relie à ce courant d'idées humanitaires d'où sont sorties les Conférences de la Paix, et qui prêchaient le désarmement, la fraternité entre les Nations, le règne du Droit pur et la haine de la violence ; idées très généreuses, issues d'une aspiration fort noble à la justice, à un vague bonheur des peuples établi sur la paix. Mais aussi, idées hardies, dangereuses, funestes même, comme la suite des événements l'a prouvé, qui font découler de rêveries d'idéalistes des catastrophes sans précédent.

En ce qui concerne le droit aux parts de prise, le mouvement d'idées dont nous parlons se porta contre lui avec intensité au début du ^{xx}e siècle. On commença à s'attaquer aux parts de prise à terre ; divers incidents qui eurent lieu lors de l'expédition de Chine, dite des « Boxers », en 1900, en furent le prétexte. Des faits de pillage s'étaient produits, et un butin important avait été ramené en France dont la prise était, à la vérité, d'une légalité contestable. Des personnalités indulgentes aux idées humanitaires et des journalistes à l'affût de scandales menèrent, à la faveur de ces incidents, une campagne, tendant à la suppression du droit aux parts de prise dans la guerre sur terre ; personne ne soutint une cause si contraire aux idées à la mode,

et un Décret daté du 26 juin 1901 priva les capteurs du Droit à la valeur des prises faites par eux. Cet acte supprimait l'article 109 du Décret du 28 mai 1895 (1), et était précédé d'un exposé de motifs très caractéristique du courant d'idées dont il procédait.

« L'usage d'opérer une vente régulière des prises, « disait le rapport au Président de la République, « et d'en répartir le produit, est, en quelque sorte, « tombé en désuétude depuis de nombreuses années. « Dès lors, l'article 109 du Décret du 28 mai 1895..... « n'est plus en harmonie avec nos mœurs militaires « qui se sont transformées en même temps que l'organisation des forces du pays. Il constitue aujourd'hui « un anachronisme dans nos règlements, donc il doit « disparaître. » Nous ne discuterons pas les termes, assez peu élégants, de ce rapport. On verra plus tard ce que nous pensons des idées qui y sont indiquées.

On ne s'attaqua pas alors au droit de prise en mer. La Marine est fort peu connue en France ; elle vit un peu en marge du pays, et puis la dernière guerre maritime datait de loin (si l'on excepte la guerre contre la Chine que dirigea l'Amiral Courbet vers 1884). Mais il n'était pas douteux que le même sentiment de réprobation qui avait fait abolir les prises terrestres ferait abolir à la première occasion les prises maritimes.

La deuxième Conférence Internationale de la Paix qui se tint à La Haye en 1907 fournit à la France la première occasion officielle de prendre position dans la question des parts de prises maritimes.

(1) Voir page 43 et nota.

On se souvient qu'à cette Conférence, le Gouvernement des États-Unis avait proposé de décider l'inviolabilité de la propriété privée sur mer. Le premier délégué américain, M. Choate, plaida avec force et conviction une thèse qui servait fort bien les intérêts de son pays, que sa prospérité commerciale et industrielle et la faible importance de sa Marine de guerre rendaient particulièrement sensible aux ravages qu'une guerre maritime aurait pu faire dans son commerce. Il est probable que les idées personnelles de la plupart des juristes qui siégeaient à la Conférence se trouvaient d'accord avec celles que le délégué américain avait exposées ; mais dans la circonstance, ils représentaient les intérêts de leurs pays respectifs, et ils durent y conformer leur conduite. On vit alors deux groupes se dessiner ; le premier comprenait les puissances faibles sur mer, ou par position ayant à craindre un ennemi possédant une Marine de guerre, plus forte que la leur ; ce groupe vota la proposition américaine (Allemagne, Autriche, Norvège, etc.).

Le second groupe comprenait les puissances à forte marine, ou dont l'ennemi présumé était plus faible qu'elles sur mer, ou encore celles dont l'organisation navale était conçue de telle sorte qu'elle pouvait être redoutable au commerce de ses ennemis éventuels ; naturellement ces puissances refusèrent de voter la proposition Choate (France, Angleterre, Japon, etc.).

Mais les opposants ne pouvaient cyniquement exposer la vraie raison de leur vote ; il leur fallut trouver des prétextes.

Cela ne fut qu'affaire d'ingéniosité.

Si le délégué norvégien déclara loyalement que la raison de son adhésion sans réserves à la proposition américaine était le risque que le droit de prise faisait courir au tonnage commercial de la Norvège, considérable, par rapport à celui de sa Flotte de guerre et au chiffre de sa population, par contre, la plupart des autres délégués favorables à cette proposition adoptèrent d'enthousiasme les motifs juridiques et humanitaires développés par M. Choate.

Les puissances qui figurèrent au nombre des opposantes invoquèrent des raisons souvent habiles, et en tout cas, toujours inspirées du plus ardent amour de l'humanité et du droit. La Russie, qui avait un commerce maritime très peu important, et qui prévoyait que le maintien du droit de capture serait beaucoup plus préjudiciable à son ennemie éventuelle (l'Angleterre à cette époque) qu'à elle-même, fit déclarer, par son délégué, M. de Nelidow, que le droit de prise était un des plus sûrs garants de la paix, sous prétexte que « bien des fois, les intérêts du commerce ont empêché une guerre de se déclarer. » Un des délégués anglais, Sir Ernest Satow invoqua la même raison, et demanda, sous forme de contre-proposition, la suppression de la contrebande de guerre. D'autres délégués éprouvèrent l'impérieux besoin d'étudier une question qui ne leur paraissait pas au point.

La France fut obligée, par nécessité politique, de se ranger aux côtés des partisans du droit de prise. Ses forces maritimes, à cette époque, consistaient surtout en croiseurs et en sous-marins, et les seuls Etats qu'elle pouvait escompter voir se dresser contre

elle, avaient sur mer une évidente supériorité en forces de ligne, tandis que, par contre, leur commerce maritime considérable était leur point faible en temps de guerre.

M. Louis Renault, au nom de la France, refusa donc de voter la proposition Choate. Il déclara à la séance du 5 juillet 1907 de la deuxième Conférence de La Haye que le principe du droit de capture ne pourrait être aboli que si des questions connexes (telles que celles de la contrebande de guerre et du blocus) étaient réglées. Élevant la question, M. Renault ajoutait que le droit de capture pourrait facilement se concilier avec le caractère moderne de la guerre. Il démontrait que l'arrêt de la vie économique du pays ennemi était un moyen de guerre parfaitement légitime, et qui pouvait hâter la fin des hostilités. Alors qu'autrefois les captures en mer n'atteignaient guère que les particuliers, elles lèsent aujourd'hui les Gouvernements dans une bien plus grande mesure, ainsi que de puissantes sociétés capitalistes qui supportent facilement le dommage.

Mais, sacrifiant aux idées de l'époque, d'une époque qui n'est pas bien éloignée de la nôtre, M. Renault ajoutait que le droit de prise, pour se dépouiller plus complètement de toute ressemblance avec l'ancien droit de butin, devait s'accompagner de l'abolition des parts de prise; car, disait-il, « il faut que toute « pensée de lucre soit absente de l'esprit des agents « de l'État qui procèdent à la capture. Il n'est pas bon « qu'ils aient un intérêt pécuniaire à pratiquer telle « ou telle opération hostile » (1). La saisie, ajoutait-il,

(1) Actes de la deuxième Conférence internationale de la Paix, t. III, p. 834 et 835.

est l'accomplissement d'un devoir qui n'a pas à être rémunéré pécuniairement, plus que l'accomplissement des autres devoirs envers l'État.

Nous espérons pouvoir prouver qu'il n'y a pas là, accomplissement d'un devoir ordinaire envers l'État, que l'état de guerre est un régime exceptionnel dont une nation doit s'efforcer de sortir au plus vite par la victoire, et que tout ce qui peut légitimement hâter l'heure de cette dernière doit être fait.

Mais cette démonstration serait ici prématurée ; il nous faut auparavant rechercher les motifs qui ont amené la Loi de 1916, et les expliquer psychologiquement.

Comme conclusion de la déclaration française, M. Renault proposa à la Conférence d'émettre un vœu tendant à la suppression des parts de prise attribuées aux équipages des bâtiments capteurs. Il ne pouvait s'agir évidemment que d'un vœu, la question relevant exclusivement de la législation intérieure des États. C'est d'ailleurs ce qui fut objecté à la délégation française, et qui permit d'écarter la proposition.

La Russie, qui figura parmi les puissances les plus sympathiques à la proposition Renault, se déclara prête à la voter si toutes les nations décidaient d'en faire autant. Parmi les nations opposantes, on peut citer :

L'Autriche, pour qui adopter la proposition française équivalait à reconnaître le droit de prise contre lequel elle avait voté ;

Les États-Unis qui estimaient que c'était là une question purement nationale, d'ailleurs résolue dans leur

propre législation par la suppression du droit aux parts de prise ; enfin l'Angleterre, qui opina dans le même sens que les États-Unis, mais dont le délégué, Sir Ernest Satow, émit une opinion favorable aux parts de prise, et qu'il est intéressant de reproduire ici : « La pratique « actuelle, dit-il, qui est régie par notre législation, « a certains avantages aux yeux des autorités britan-
« niques qu'il leur semble opportun de conserver. » Ce sont justement ces avantages qui nous font soutenir la thèse du maintien et même de l'extension du système. La proposition Renault fut écartée : 16 États se prononcèrent en sa faveur, mais elle eut contre elle 4 voix et 14 abstentions (1).

Dès ce moment, il était évident que la France ne pouvait, sans se déjuger, maintenir le droit des équipages aux parts de prises ; aussi quand le Gouvernement songea à déposer un projet de Loi pour remplacer le régime de l'an IX, qui ne pouvait évidemment plus convenir à la guerre moderne, il alléguait, dans l'exposé

(1) Actes de la deuxième Conférence internationale de la Paix, t. III, p. 905 à 908.

Notons encore que le vœu de M. L. Renault fut repris ultérieurement (en 1912) par M. P. Fauchille chargé par l'Institut du Droit international de préparer un projet de manuel des Lois de la guerre maritime ; M. Fauchille demandait le vote de la disposition suivante : « Les prises, faites sur l'ennemi, ne peuvent, pour aucune part, être attribuées aux équipages des navires qui les auront capturées. »

En séance plénière, M. Louis Renault combattit cette disposition, qui pourtant, était entièrement conforme à ses idées, par le motif que la deuxième Conférence de la Paix avait rejeté son vœu sur la considération que cette question relevait de la législation intérieure des États.

L'Institut lui donna raison à une forte majorité. (Rolin. Le Droit moderne de la guerre ; pages 354 à 357, et Annuaire de l'Institut de Droit international, tome XXV (1912), pages 77 et suivantes).

des motifs du projet, que ce « privilège avait cessé d'être « en harmonie avec nos idées sur le devoir militaire, « et qu'il était en contradiction avec les règles générales « de notre droit national public et privé. » Plus loin, le projet dit que les gratifications allouées pour la destruction et la capture de navires de guerre ennemis ne « cadrent plus avec le sentiment qu'on a en France « du devoir patriotique et des obligations qu'il impose « à tous ceux qui servent sous le drapeau. » On se plaçait également sur le terrain du privilège ; pas plus de prises à la mer, qu'il n'y en a sur terre. On verra plus loin que cet argument ne nous embarrasse guère.

Il nous faut reconnaître que l'opinion des jurisconsultes s'accordait — et s'accorde encore aujourd'hui — avec la thèse française. En France, tous les auteurs, qui ont écrit sur la matière, à commencer par M. Renault condamnent la coutume des parts de prise. Au Japon, où, comme nous l'avons vu, les capteurs n'ont jamais bénéficié de ce privilège, Takahashi écrit dans ses « Commentaires de la Guerre de 1894-1895 » : « Au « Japon, on estime que les capteurs, en saisissant « la propriété sur mer, font cela à cause de leur pays « et non à cause de leurs personnes. » Les États-Unis, en 1899, la Russie, par un Ukase de 1914, ont supprimé les parts de prise ; enfin un auteur scandinave, Kleén, résume assez bien, en quelques lignes d'un français détestable d'ailleurs, les tendances de la législation et l'évolution des idées au regard de cette question. « Prochainement, dit-il, tous les revenus des prises « seront versés au fisc ; d'où des gratifications pourront « être allouées tout au plus aux capteurs particuliè-

« rement distingués. Plus tard, les capteurs sur mer
« ne seront plus rémunérés pour leurs devoirs autrement
« que les troupes sur terre ; tous seront salariés entiè-
« rement par des appointements fixes, la raison d'encou-
« ragement au service étant la même sur les deux élé-
« ments. Il n'y a que ce dernier système qui puisse
« mettre une fin définitive aux exploits à la façon
« corsaire » (1).

Il n'est donc pas douteux que le projet du Gouver-
nement s'inspirait des idées en faveur un peu partout.
C'est à noter pour sa décharge ; mais il ne faut pas
perdre de vue que le projet fut déposé en pleine
guerre, et l'on ne peut s'empêcher de trouver que le
moment était mal choisi pour une expérience de cette
nature, alors que les circonstances exigeaient que
l'on n'abandonnât aucune arme utile à la défense du
Pays.

On sait que ce projet ne fut pas, en fin de compte,
retenu par le Parlement, mais s'il y eut des divergences
sur la destination à donner au produit des prises, en
revanche Ministres et Rapporteurs furent absolument
d'accord sur la nécessité de supprimer la dévolution
des prises aux capteurs. « Nous sommes sur ce point
« tellement d'accord avec le Gouvernement, que nous
« ne pouvons qu'exprimer la surprise qu'il ne se soit
« pas préoccupé plus tôt de déposer le projet nécessaire »,
dit le Vice-Amiral Bienaimé, Rapporteur du projet
à la Chambre des Députés.

« L'attribution du produit des prises à nos États-

(1) Kleen. Lois et usages de la neutralité ; t. II, p. 734.

« Majors et à nos équipages paraît en contradiction « avec les idées saines du devoir militaire », dit à son tour le Vice-Amiral de la Jaille, Rapporteur du projet au Sénat.

Ainsi, unanimité contre le système d'autrefois, qui avait fait ses preuves et avait été consacré par de nombreuses guerres sur mer. La Loi du 15 mars 1916 abolissait tout droit des capteurs à bénéficier des prises faites par eux.

Ce fut une œuvre mauvaise, nous espérons le montrer ; mais ce fut aussi une œuvre injuste : ce n'est que le 6 mai 1915, soit neuf mois après l'ouverture des hostilités, que le projet du Gouvernement fut déposé. La question, comme l'a fait remarquer l'Amiral Bienaimé, n'était plus entière. De nombreuses prises avaient été faites, que les capteurs pouvaient légitimement escompter se voir attribuer ; de nombreux arrêts du Conseil des prises, aussi, avaient validé des captures « pour le « prix en être attribué aux ayants-droit, conformément « aux lois et règlements en vigueur. » Cette dépossession *a posteriori* n'était peut-être pas très honnête, et si la solution que l'Amiral Bienaimé a fait adopter était moins choquante que celle proposée par le Gouvernement, du moins n'a-t-elle pas apporté le moindre dédommagement pécuniaire aux capteurs frustrés. Sans doute, le système de l'an IX était « irrationnel et même injuste » sans doute, les nécessités de la guerre moderne exigeaient-elles un remaniement de ce texte, mais n'aurait-on pas pu, comme les Anglais l'ont fait, abolir l'Arrêté des Consuls, dès l'ouverture des hostilités et mettre

ensuite sur pied un système de répartition et de gratifications dans le genre de celui que nous proposerons plus loin ?

III

Si nous comparons la Loi de 1916 à celles qui l'ont précédée, notamment avec sa devancière immédiate, l'Arrêté des Consuls du 9 ventôse an IX, nous constatons tout de suite qu'elle marque une brusque rupture de la tradition. Ce qui fait la base de la réglementation en vigueur depuis le ^{xvii}e siècle, c'est le souci d'encourager les captures par l'octroi aux équipages preneurs de gratifications en argent ; la quotité en a varié dans le cours des âges, mais le principe est toujours resté le même, malgré les théories des humanitaires de l'époque que Valin fustigeait si bien dans la phrase suivante, où il défendait plus spécialement la guerre de course : « Quelque ancienne et autorisée
« que soit cette manière de faire la guerre, il est néanmoins des prétendus philosophes qui la désapprouvent.
« Selon eux, ce n'est pas ainsi qu'il faut servir l'État
« et le Prince ; et le profit qui en peut revenir aux participants est illicite ou du moins honteux. Mais ce n'est
« là qu'un langage de mauvais citoyens, qui, sous le
« masque imposant d'une fausse sagesse ou d'une
« conscience artificieusement délicate, cherchent à donner
« le change, en voilant le motif secret que cause leur
« indifférence pour le bien et l'avantage de l'État » (1).

Ces « prétendus philosophes », ils sévissent depuis

(1) *Valin*. Op. cit. pages 213-214.

Valin et c'est leur influence qui a amené la réalisation de tant de mesures funestes, résultat d'une nuisible « indifférence pour le bien et l'avantage de l'État », et d'une passion quelquefois sincère pour ceux de l'Humanité.

Disons-nous que c'est l'amour de l'Humanité qui poussait jadis les délégués américains à la deuxième Conférence de La Haye à demander la suppression du droit de prise ? En tout cas, ce noble sentiment se combinait à merveille avec l'intérêt de leur pays, qui avait tout à gagner à l'adoption de la mesure qu'ils préconisaient. Les arguments développés faisaient ressortir que la guerre devait être, de plus en plus, la lutte de deux armées, à l'exclusion des populations belligérantes, d'où la nécessité de ne léser aucun des intérêts particuliers et l'inutilité même de toute atteinte à ces intérêts ; que faire entrer de force de paisibles citoyens dans un conflit armé est un acte sauvage, grossier, indigne de nations civilisées.

On sait hélas ce qu'il reste de ces généreux principes après une guerre dont il n'est pas un jour qui n'ait été marqué par des atteintes violentes aux intérêts particuliers des non-combattants et aux plus sacrés de tous les intérêts particuliers, ceux qui touchent la personne physique ; une guerre qui nous a brutalement ramenés à la réalité, c'est-à-dire à ce fait que les guerres tendent, au contraire de ce que pensaient les « prétendus philosophes, » à englober les nations entières dressées les unes contre les autres dans tous leurs éléments. « La guerre n'est plus à proprement parler qu'une épreuve « de force entre l'organisation militaire et les ressources

« financières respectives des belligérants, » disait M. Choate, premier délégué des États-Unis à la deuxième Conférence de La Haye, qui ne semblait pas se rendre compte alors que les navires de commerce et leurs cargaisons sont précisément d'importants éléments de ces ressources financières de l'État. La guerre moderne est une épreuve de force entre les nations belligérantes tout entières : armées, finances, ressources économiques, élément moral, tout compte, tout sert, tout doit être susceptible d'être combattu, à armes loyales, bien entendu, vaincu, détruit.

Dans cette gigantesque lutte que devient alors la guerre, rien ne doit être négligé pour arriver à une prompte et victorieuse fin. L'enjeu est d'importance : ce n'est ni plus ni moins que la prospérité, le bien-être, l'indépendance quelquefois, des nations belligérantes. Et nous soutenons que l'usage des parts de prise est un de ces moyens. Quand nous disons : parts de prise, qu'on ne s'y trompe pas, nous ne sommes pas assez « *laudator temporis acti* » pour prêcher le retour au système de l'avant-dernier siècle. On verra bientôt quel est celui qui a nos préférences. Nous voulons dire : récompense aux plus courageux, gratifications en argent aux équipages dont la valeur a rendu le plus de services au Pays. Le Devoir, le Désintéressement, l'Honneur sont de grands mots représentatifs de nobles sentiments. Sans doute, il faut exiger de ceux qui servent la Patrie qu'ils fassent leur devoir, qu'ils le fassent avec honneur et avec tout le désintéressement possible. Mais on ne peut vraiment demander à des hommes, qui ne sont pas tous des saints ou de purs héros, de sacrifier leurs

intérêts matériels sans un regret, sans un regard jeté derrière eux, vers ceux qui restent à leur foyer ; on ne peut pas vouloir qu'ils restent insensibles à la perspective d'une belle prime. Le salut du pays exige la mise en œuvre de tous les éléments qui peuvent concourir à la victoire, avons-nous dit. Si, chez un élite, le sentiment du devoir, et de l'honneur est assez fort pour mettre les âmes à un diapason très élevé, ce n'est pas une raison pour ne pas se servir du levier puissant de l'intérêt pour faire produire à d'autres hommes d'un moral moins pur tout ce qu'ils peuvent donner.

C'est pourtant ce qu'a fait la Loi de 1916. Le législateur, ne voulant pas avoir l'air de rompre trop brutalement avec le passé, ni décevoir trop vivement en pleine guerre les capteurs qu'on dépouillait de leurs droits, a pris un moyen terme, et adopté une solution bâtarde, dont il va nous falloir mettre en lumière le véritable principe. Il a interprété le soi-disant vœu des combattants marins, et se substituant à eux, a fait cadeau aux impotents de la guerre, et aux familles des victimes, de ce qui devait légitimement revenir aux capteurs. C'était une habile manière de leur forcer la main, de les dépouiller doucement, sans soulever leurs protestations, de ce qu'ils considéraient de par une bien ancienne tradition, sanctionnée par une Loi, comme leur propriété, c'était une transition ingénieuse entre l'ancien système, et celui qu'on prépare pour demain : l'attribution du produit des prises au Trésor.

Et personne ne protesta. Qui donc aurait osé élever la voix quand on proposait de venir au secours des mutilés, des veuves, des orphelins dans le besoin ?

Beaucoup murmurèrent, déçus, mais pas une réclamation ne s'éleva : le résultat cherché était atteint.

Or, nous prétendons qu'une confusion regrettable — et peut-être voulue — a résulté de cette opération. On a mêlé deux choses : les récompenses pécuniaires pour faits de guerre et le devoir d'assistance envers les victimes de la guerre.

Nous disons que la confusion est sans doute voulue, car nous avons démontré — nul ne s'en cache d'ailleurs — que le droit aux parts de prise considérées comme un encouragement est condamné par ceux qui ont eu quelque part à l'élaboration de la Loi de 1916 : Gouvernement et Parlement l'ont dit explicitement. Avant de l'abolir complètement, ils ont changé l'affectation des sommes provenant des ventes de prises, en constituant une sorte de caisse de secours. Mais ces secours, sont-ils donnés aux marins infirmes par faits de guerre, ou aux familles des marins tués en combattant ? Ils ne sont même pas réservés à ces catégories ; on en donne également aux marins qui ont combattu à terre, aux hommes embarqués sur des navires de commerce, à ceux qui ont contracté une maladie semblant provenir de la guerre. Et comme il est difficile de faire des distinctions très nettes en pareille matière, comme les sollicitations sont nombreuses, pressantes et fortement appuyées, une Loi toute récente prévoit l'extension de ces dispositions à tous les marins qui auront été réformés, donc pensionnés, pendant la période de guerre et aux familles de ceux qui seront morts d'une maladie contractée ou même simplement aggravée pendant la même période.

Nous sommes ainsi amenés à dire qu'il ne peut plus s'agir que d'allocations supplémentaires, et une fois données, qui s'ajouteront automatiquement aux pensions de la Loi de 1919, en faveur des hommes qui, bénéficiant de cette dernière, ont été mobilisés pendant la guerre dans la Marine.

Le privilège des marins ne se justifie donc plus puisqu'il ne s'agit plus de récompenser des faits d'armes accomplis sur mer, et qu'un homme réformé pour une maladie aggravée pendant la guerre — un marin mobilisé dans un port, n'ayant pas mis le pied sur un navire pendant la guerre, par exemple, qui aura développé en déchargeant des marchandises, une hernie antérieurement contractée — sera considéré comme ayant-droit. Il est inévitable que l'on pose cette question : Pourquoi l'armée de mer, à l'exclusion de l'armée de terre ? Comme il est inévitable que l'on y réponde en supprimant purement et simplement le droit aux parts de prise.

Nous venons de dire que la répartition s'étendra à tous les marins pensionnés ou aux familles des morts ; on nous fera peut-être cette objection : mais la Loi n'exige-t-elle pas que ceux qui demandent à en bénéficier soient « dans le besoin » ? C'est vrai ; mais on se souvient aussi que, devant la quasi impossibilité où l'on était de trouver un critérium sûr du « besoin, » en présence de ce fait que le « besoin » est chose toute relative, fonction du pays habité, de la classe sociale, des habitudes, etc., il a été décidé que tout postulant ne jouissant pas d'un revenu supérieur à 6.000 francs, c'est-à-dire ne payant pas l'impôt sur le revenu, pourrait être admis.

Comme le seul moyen d'investigation en pareille matière est le recours au percepteur, et que nombreux sont les salariés qui, bien que gagnant beaucoup plus de 6.000 fr. ne paient pas l'impôt sur le revenu, on voit combien le Ministre est mal armé pour rejeter des demandes comme mal fondées sur ce point. Aussi le nombre des demandes rejetées pour ce seul motif que les postulants n'étaient pas « dans le besoin » n'atteint-il pas 12, sur 10.000 dossiers examinés.

Les sommes ainsi distribuées ne sont même pas suffisantes pour tirer d'affaire de pauvres gens ruinés par la guerre. Le Fonds spécial étant inextensible, les parts individuelles, seront d'autant plus fortes que le nombre de bénéficiaires sera plus réduit. Or, la Loi qui donnait la possibilité de restreindre le droit aux cas les plus intéressants, vient d'être remaniée dans le sens d'une extension considérable, c'est dire que les parts vont être réduites à quelques centaines de francs, assez pour attirer les demandes, pas assez pour soulager de vraies infortunes. Le Fonds spécial va se disperser en une pluie très fine, en une poussière d'allocations.

Pour conclure cet examen critique de la Loi de 1916, nous dirons que c'est une Loi de circonstance, une Loi de transition, qui n'est faite qu'en vue de régler la question des prises de mer faites pendant la guerre de 1914-1918. Fausse dans son principe, injuste dans son application, elle ne saurait être prorogée pour une guerre future. Il faudra, pour l'avenir, ou abolir purement et simplement le droit aux parts de prise, en décidant que le produit de la vente des navires ou marchandises capturés sera versé au Trésor, ou revenir à l'ancienne

conception, celle de la Monarchie et de la Révolution, mais modernisée, adaptée aux conditions nouvelles de la guerre, en liaison avec une organisation analogue pour l'armée de terre.

C'est ce dernier parti qui a toutes nos préférences. Nous consacrerons à l'étude des idées qui pourraient présider à l'élaboration de la Loi future les dernières pages de ce Chapitre, qui constitueront également la conclusion de ce travail.

IV

L'idée de récompenser le courage militaire et les faits de guerre utiles et licites au moyen de sommes d'argent ou d'objets de valeur est aussi ancienne que le monde. Dans une très haute antiquité, le chef victorieux distribuait à ses soldats le butin pris sur l'ennemi et ce butin comprenait, entre autres, les prisonniers, leurs femmes et leurs enfants qui, sous le nom de captifs, devenaient en réalité les esclaves de leurs adversaires heureux. Avec le christianisme, les mœurs s'adoucirent et la réduction en esclavage des prisonniers fut abolie. Mais les objets leur appartenant devenaient la propriété des vainqueurs par droit de guerre. On distribuait à ceux-ci les terres des vaincus. Les plus braves parmi les guerriers étaient avantagés, et l'attrait de ces récompenses entraînait pour une grande part dans l'esprit d'émulation qui faisait accomplir des exploits.

L'ancien Régime conserva la pratique des récompenses pécuniaires, qui avait si bien réussi jadis. Le sentiment patriotique se précisait et s'accroissait en France au

fur et à mesure que l'unité de la Patrie se parachevait et il était certes assez fort pour provoquer à lui tout seul aux belles actions, avec le sentiment de l'honneur qui fut toujours si français ; pourtant il ne parut point au Roi qu'il devait négliger cet autre puissant levier des actions humaines, l'intérêt. Ces divers mobiles ne se contrariaient pas, ils s'ajoutent, ils se multiplient et assurent au pays, le maximum d'utilité possible.

Valin, commentant la Déclaration du 15 mai 1756, qui avait augmenté les gratifications payées aux officiers et équipages du Roi pour les prises faites par eux, les déclarait « de telle nature que, s'il était vrai « que l'amour de la Patrie et de la gloire ne fût plus « le même dans le cœur des Français, le seul motif « de l'intérêt suffirait pour exciter à la course » (1). En effet, ladite déclaration attribuait aux capteurs 150 livres, pour chaque canon de 4 livres, jusqu'à 12, pris sur un corsaire, et 200 livres pour chaque canon de même calibre sur un vaisseau de guerre, 225 livres pour chaque canon de 12 livres et au-dessus, sur un corsaire, et 300 livres pour chaque canon de pareil calibre pris sur un vaisseau de guerre. De plus, une gratification de 40 livres était accordée pour chaque prisonnier fait sur un corsaire, et de 50 livres, sur un vaisseau de guerre.

Ce ne sont là que les principales dispositions de ce texte, qui ajoute pourtant, pour ceux des officiers que l'argent n'attire pas, la promesse de récompenses particulières.

(1) *Valin. Op. cit.* pages 366-367.

Nous voyons là, en abrégé, la mise en œuvre de tout ce qui peut inciter à bien servir en temps de guerre : récompenses honorifiques, gratifications en argent, et dominant le tout, patriotisme et sentiment de l'honneur.

Plus tard, pour ne prendre dans l'histoire que quelques points saillants venant à l'appui de notre thèse, ce grand manieur d'hommes et ce grand faiseur de guerres, Bonaparte, ne craignait pas de faire miroiter aux yeux de ses soldats les trésors des riches plaines d'Italie, et l'on connaît son célèbre ordre du jour au début de la campagne de 1797.

Pendant la dernière guerre, des initiatives individuelles de chefs de corps ont souvent suppléé à une organisation générale inexistante par l'institution de primes pour chaque prisonnier fait, pour chaque fusil capturé, etc.

Des primes au cours de la guerre, soit ; mais aussi, après la guerre, une gratification plus ou moins largement calculée, suivant le temps passé au front, les actes courageux accomplis, la situation de famille et les dommages causés à la profession. S'il faut exciter le soldat à bien se battre, il faut aussi faire en sorte qu'il ne conserve pas de la guerre l'amer souvenir d'une catastrophe matérielle et de la ruine des siens ; il faut que tout Français se sente disposé à partir le moment venu pour faire son devoir sans arrière-pensée, sans la crainte aiguë de trouver en rentrant chez lui son commerce ruiné, sa terre en friche, ses affaires en dérive. Il faut qu'il soit assuré de trouver dans l'indemnité qui lui sera versée au moment où il quittera l'armée de quoi lui permettre de remonter ce commerce, d'at-

tendre que la terre produise à nouveau, et de reprendre le cours de ses affaires interrompu.

Jadis, il suffisait aux soldats de métier d'avoir de l'argent pour les dépenses de leur vie aventureuse, et l'assurance de ne pas mourir de faim la vieillesse venue ; aujourd'hui que tout le monde est soldat, il ne faut pas que la guerre, à ses calamités d'ordre national et d'ordre sentimental, ajoute la faillite de tous les intérêts de ceux qui l'ont faite. Il y va du salut de tous.

Il faut aussi que, ces gratifications, ces indemnités, ce soit l'ennemi vaincu qui en fasse les frais. Elles lui rendront tangible la défaite, de même qu'au bénéficiaire, elles rendront tangible la Patrie défendue et sauvée. « Il faut que la Patrie se voie, il faut que la « Patrie se sente, » écrivait pendant la guerre, l'infatigable protagoniste de la « Part du combattant » (1).

Ce que nous disons des récompenses ou dons aux soldats s'applique bien entendu autant à l'Armée qu'à la Marine. Nous estimons que celui qui fait la guerre pour son pays a droit à la reconnaissance matérielle du dit pays, qu'il ait combattu sur terre ou sur mer. Nous ne concevons pas une organisation de prises pour les marins sans qu'existe pour les soldats un système analogue. Mais, cette réserve faite, on comprendra que nous n'ébauchions dans les lignes qui suivront que l'organisation maritime ; c'est uniquement d'elle qu'il doit être question dans tout ce travail.

Si nous nous occupions des avantages matériels à accorder aux soldats combattants, nous aurions à

(1) *Ch. Maurras. La part du combattant*, page 10, in fine.

rechercher sur quels fonds ces avantages devraient être prélevés.

En matière maritime, la question est tout de suite résolue. Ce sont les prises de mer qui fourniront l'aliment principal des récompenses aux marins. Cette solution a l'avantage d'être simple, et de ne pas être une innovation. Ce sera, bien entendu, l'élément important du fonds, mais non le seul. Il importe, avons-nous dit, que les équipages des navires ayant combattu avec succès ou coulé des navires de guerre ou de commerce ennemis se voient aussi récompensés pécuniairement. Le fonds recevra donc de l'État les sommes nécessaires à cette fin, calculées sur les bases indiquées plus loin.

Nous avons plusieurs fois prononcé ce mot : fonds. C'est qu'en effet nous croyons nécessaire de conserver l'institution du fonds spécial tel qu'il fonctionne actuellement. Il n'est plus possible à l'heure actuelle d'attribuer une prise à ses capteurs ; il est des cas où la capture n'a été qu'une opération exempte de tous risques, faite par quelques hommes détachés d'un navire de guerre de faible tonnage, une opération qu'en style de procédure on appelle une exécution ; il serait peu équitable d'attribuer la très forte somme que pourrait représenter la valeur du navire saisi à ces hommes qui n'auraient fait qu'accomplir sans risques une consigne reçue. Certes nous ne sommes pas ennemi de la récompense directe pour un fait donné, et nous le montrerons, mais il y aurait là on en conviendra, un abus manifeste. L'institution du fonds permet toutes les combinaisons et simplifie beaucoup la procédure.

Ce fonds spécial aurait à son actif :

1^o Le produit net des prises de toute nature faites sur mer et vendues après condamnation;

2^o La valeur des prises conservées par l'État ou coulées pendant leur utilisation par lui; cette valeur serait fixée contradictoirement par des représentants du Ministère de la Marine et des ayants-droit, et en cas de désaccord, par un arbitre désigné par les deux parties; la somme ainsi déterminée porterait intérêt depuis la validation de la capture par le Conseil des Prises;

3^o Les primes acquises pour les navires de guerre ou de commerce ennemis coulés; ces primes prélevées sur le budget de l'État devraient être calculées d'après le tonnage des navires coulés, leur importance militaire et celle de leur équipage.

Les charges qu'aurait à supporter le fonds spécial seraient les suivantes :

1^o Les parts de prises accordées aux capteurs, sous réserve que certaines conditions aient été réalisées (navire capturé en mer, ou après engagement, etc.);

2^o Les gratifications ou indemnités accordées pour les services de guerre;

3^o Les primes accordées pour les navires ennemis de guerre ou de commerce coulés;

4^o Les dépenses administratives des services de répartition et de la Commission consultative dont il sera parlé plus loin; ces dépenses devront être limitées à un pourcentage du Fonds spécial à déterminer.

Quelles devraient être *les conditions à remplir* pour avoir droit de participer à la répartition du Fonds spécial?

Il faudrait être officier, officier-marinier ou marin

de la Marine de l'État ; cette condition, devrait être absolue, et c'est la seule à laquelle il ne devrait pas pouvoir être dérogé. En effet, nous ne pensons pas qu'on doive comprendre la Marine de commerce dans la répartition du Fonds spécial ; nous n'avons certes pas la pensée de nier les remarquables services rendus par elle dans la dernière guerre, non plus que les risques graves que lui a fait courir la guerre sous-marine, mais nous pensons que les services rendus sont d'ordre professionnel et doivent se payer en temps de guerre au moyen des salaires et traitements d'une façon qui tienne compte également des risques ; quant aux actions d'éclat que pourraient accomplir des navires du commerce, on a, pour les récompenser, les distinctions honorifiques à la disposition du Gouvernement, et aussi des gratifications qui pourraient être allouées en s'inspirant des circonstances.

L'expression « officiers, etc., de la Marine de l'État » exclut les étrangers, sauf ceux qui seraient régulièrement incorporés, à titre de volontaires. De même, la question des indigènes se trouve résolue de ce fait même : seront admis tous ceux qui, remplissant les conditions exigées, seront inscrits sur les rôles de bâtiments de guerre.

Les dotations seraient personnelles et feraient partie du patrimoine du bénéficiaire ; il s'agit dans notre projet de récompenser des services exceptionnels, ou de dédommager des fatigues ou pertes matérielles provenant de la guerre ; il ne saurait donc être question de venir en aide à des parents nécessiteux : ceci est une préoccupation d'un tout autre ordre. Si le bénéficiaire est mort,

sa part sera donc dévolue à ses héritiers, naturels ou testamentaires.

Nature des allocations auxquelles on pourra avoir droit.

— *a)* Parts de prise ; elles sont réservées aux membres des équipages capteurs ; mais il faudra qu'ils justifient avoir rempli certaines conditions : les navires ou marchandises devront avoir été capturés en mer, dans des circonstances à déterminer, de manière à écarter la simple saisie exécutée dans le port ou à ses abords immédiats.

b) Gratifications accordées pour services de guerre. Il faudra spécifier, à la fin de chaque guerre, le temps minimum de service à la mer exigé pour y avoir droit. Devront toucher le taux maximum sans condition de temps :

1° Les grands blessés d'un taux d'invalidité supérieur à 30 % par exemple, et les réformés par suite de maladies reconnues imputables directement à la guerre ;

2° Les héritiers des hommes tués ou morts des suites de blessures ou de maladie reconnue directement imputable à la guerre.

c) Primes accordées pour les navires de guerre ou de commerce ennemis coulés. Elles seraient accordées à tout officier ou homme faisant partie de l'équipage d'un navire de guerre ayant coulé directement, ou en cas de combat de forces navales, ayant contribué à couler un ou plusieurs navires ennemis.

On se rappelle que le Gouvernement britannique avait, dès les premiers mois de la dernière guerre, institué un système de gratifications analogue à celui que nous préconisons. Le gouvernement allemand

en avait fait autant en faveur des équipages de sous-marins qui coulaient des navires ennemis, et cette gratification variait suivant le tonnage du navire coulé.

Un ancien Ministre français, M. André Lefèvre, avait déposé, à la séance de la Chambre des Députés, le 14 février 1917, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à « allouer une somme de 500.000 fr. à l'équipage de tout navire français, allié ou neutre qui, attaqué par un sous-marin, l'aurait détruit. »

Une Loi du 14 juin ouvrait un crédit de 2 millions pour constituer des primes en faveur de toute personne ayant accompli un acte de nature à avoir amené la destruction ou la capture d'un sous-marin ennemi.

7.700 francs furent ainsi distribués en primes à 46 marins de l'État ou du commerce entre le mois de juin 1917 et la date de l'armistice (1).

C'était l'amorce de l'organisation que nous voudrions voir se développer — mais un essai bien timide, et imposé par les événements.

Bases d'allocation. — a) Parts de prises. — La quotité devrait varier d'après le tonnage des navires capturés et l'importance de leur cargaison.

b) Gratifications pour services de guerre. — Elles devraient être calculées de façon à tenir compte du grade des ayants-droit, et l'on devrait prévoir des majorations pour blessures, citations et décorations.

c) Primes pour navires de guerre ou de commerce ennemis coulés. — Elles devraient varier suivant l'im-

(1) Proposition de résolution de M. Louis Marin, député. Documents parlementaires N° 634, année 1920. Annexe à la séance du 29 mars 1920.

portance du navire coulé, sa valeur militaire, et même d'après la nature du combat, c'est-à-dire, d'après les risques courus.

Bien entendu, dans les trois cas, le grade devrait être un élément important du calcul des allocations. En revanche, nous estimons que la situation de famille ne devrait pas être prise en considération. Il s'agit ici de récompenses individuelles et non de secours.

Il serait bon de prévoir expressément la déchéance du droit aux allocations, ainsi qu'il est fait en Angleterre. On pourrait en faire une peine principale dans certains cas, et la conséquence de certaines peines graves à énumérer limitativement, et l'on peut croire que l'efficacité de cette sanction serait grande.

Nous avons exprimé le regret que les bénéficiaires des parts de prise n'aient aujourd'hui aucun représentant officiel auprès des pouvoirs publics. C'est une lacune qu'il faudra combler dans la nouvelle Loi, soit qu'on crée un Office des Allocations, soit que l'on institue une délégation élue par les intéressés ayant pouvoir de les représenter partout où leur présence pourra être reconnue utile.

Nous verrions aussi avec faveur l'institution d'une Commission consultative, composée de magistrats, d'avocats, de membres du Conseil d'État et de la Cour des Comptes et d'officiers généraux de la Marine, à l'exclusion de tous parlementaires. Cette Commission serait chargée de préparer les textes pour l'application de la Loi, et elle serait obligatoirement consultée par le Ministre dans tous les cas douteux. De plus, elle examinerait les réclamations contre les décisions prises par

le Ministre, qui serait tenu d'homologuer ses avis, à moins de motiver les décisions prises en sens contraire.

Un service administratif préparerait le travail de répartition d'après les barèmes et conformément aux règlements adoptés. Le Ministre attribuerait ensuite des allocations sur la proposition du Service administratif : comme nous venons de le dire, les réclamations contre les décisions ministérielles seraient obligatoirement soumises par le Ministre à la Commission consultative.

Tel est, rapidement esquissé, le régime que nous voudrions voir substituer à la Loi du 15 mars 1916. Nous estimons que le choix n'est possible qu'entre deux solutions ; l'une consiste à abolir purement et simplement le régime des parts de prise ; c'est la solution sentimentale, et faussement pratique ; l'autre, c'est celle que nous avons préconisée ; nous en avons dit les avantages et le bien qu'on en pouvait attendre. Sans doute, il est possible de trouver d'autres modalités pour l'application de ce principe, mais nous ne croyons pas qu'on puisse beaucoup s'écarter du plan que nous avons tracé, et qui est basé à la fois sur l'expérience de la Loi de 1916 et sur l'étude de la législation anglaise. Il est en effet facile d'apercevoir qu'il est la combinaison de ce que nous avons trouvé dans cette dernière d'aisément adaptable aux idées françaises et des prescriptions les plus pratiques du système actuellement en usage en France.

En tout cas, quelle que soit la solution à laquelle

on s'arrête, il importe qu'on se préoccupe de la législation des parts de prise, si l'on ne veut pas être surpris par une guerre, qu'il faut espérer lointaine, avec une absence complète de réglementation sur la matière

Vu :

Le Président de Thèse ;

BASDEVANT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

APPELL.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

LOI DÉTERMINANT LE MODE D'ATTRIBUTION DES PRISES
MARITIMES

(du 15 mars 1916)

Article Premier

Le régime des Prises Maritimes s'applique uniquement aux navires marchands et aux cargaisons.

Article 2

Le produit net de toute prise maritime, pendant la présente guerre, par nos forces navales, ainsi que les parts leur revenant conformément aux dispositions des conventions internationales en vigueur, à l'occasion de leur participation à une prise faite en commun par les bâtiments des alliés, sont attribués à un Fonds spécial, géré par l'Établissement des Invalides de la Marine, destiné entièrement à être réparti en indemnités aux officiers, officiers-marinières et marins dans le besoin mis par leurs infirmités dans l'impossibilité de servir par suite de blessures reçues au cours des opérations de guerre soit à la mer, soit à terre, et aux veuves, enfants et ascendants immédiats de ces mêmes marins morts des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de la campagne.

Cette attribution n'a lieu qu'après prélèvement éventuel sur le produit net total des parts revenant, aux

termes des conventions internationales en vigueur, aux bâtiments des nations alliées ayant coopéré à la prise.

Article 3

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente Loi, spécialement le Décret de la Convention en date du 1^{er} octobre 1793 et l'arrêté des Consuls du 9 ventôse an IX.

Des Décrets rendus en Conseil d'État et préparés par le Ministre de la Marine d'accord avec le Ministre des Affaires Étrangères et le Ministre des Finances, fixent les règles en matière d'instruction, de jugement et d'administration des prises maritimes, ainsi que celles relatives à l'application de la présente Loi.

LOI MODIFIANT LES ARTICLES 2 ET 3 DE LA LOI DU
15 MARS 1916, DÉTERMINANT LE MODE D'ATTRI-
BUTION DES PRISES MARITIMES.

(Du 27 juin 1922)

Article Premier

L'article 2 de la Loi du 15 mars 1916 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Le produit net de toute prise maritime par nos forces navales durant la guerre, ainsi que les parts leur revenant conformément aux dispositions des conventions internationales en vigueur, à l'occasion de leur participation à une prise faite en commun par des bâtiments alliés, sont attribuées, pour compter de la date de la validation de la capture par le Conseil des Prises, à un Fonds spécial, géré à titre de dépôt par l'Établissement des Invalides de la Marine.

« Ce Fonds est destiné à être réparti en indemnités :

« 1^o Aux officiers, officiers-mariniers et marins, citoyens Français, se trouvant dans le besoin, et mis par leurs infirmités dans l'impossibilité de servir, par suite de blessures ou de maladies contractées ou aggravées en service au cours de la guerre. Ces indemnités, selon les grades, sont personnelles et tombent le jour du décès de l'intéressé, date à laquelle s'ouvre d'office le droit prévu ci-après ;

« 2^o Aux veuves non remariées, aux enfants de

moins de 18 ans et aux ascendants immédiats, dans le besoin, des marins citoyens français, morts des suites de blessures ou de maladies contractées ou aggravées en service au cours de la campagne ;

« 3^o Aux officiers, officiers-mariniers et marins, protégés ou sujets français, dans le besoin, mis dans l'impossibilité de servir par suite de blessures reçues ou de maladies contractées soit à bord, soit à terre, au cours des opérations de guerre.

« Ces conditions sont applicables lors de chacune des décisions successives de répartition d'indemnités provisoires.

« La date certaine du droit court à compter du jour de la décision ministérielle qui admet l'intéressé à la répartition provisoire ou définitive.

« En conséquence, si le marin titulaire d'une indemnité quelconque décède avant d'avoir touché le mandat établi à son nom, la somme qui lui revenait ne pourra, en aucun cas, être allouée à d'autres qu'aux bénéficiaires éventuels indiqués au n^o 2 du présent paragraphe et sans cumul. Si le titulaire décédé dans les conditions précitées appartient à la catégorie prévue au n^o 2 ou au n^o 3, le mandat sera annulé et la somme fera retour au Fonds des prises de mer.

« Par analogie avec les dispositions de l'article 2 de la Loi du 27 avril 1920, les décisions concernant les indemnités seront désormais établies directement par les Services de Liquidation et de Répartition du produit des prises de mer.

« Seront seuls soumis à une Commission spéciale les

cas litigieux que le Ministre de la Marine jugera nécessaire de lui envoyer pour avis.

« L'attribution prévue au paragraphe n° 1 ci-dessus n'a lieu qu'après prélèvement éventuel sur le produit net total des parts revenant, aux termes des conventions internationales en vigueur, aux bâtiments des nations alliées ayant coopéré à la prise.

Article 2

L'article 3 de la Loi du 15 mars 1916 est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont abrogées toutes dispositions contraires. Des Décrets, rendus sur la proposition du Ministre de la Marine et des décisions ou Arrêtés ministériels assureront l'application des dispositions de la présente Loi relatives à la répartition du fonds des prises de mer. »

ORDRE EN CONSEIL POUR L'APPLICATION DE L'ACTE
DE 1864. (Naval Agency and Distribution Act),

*réglant la manière dont seront distribuées les gratifications
pour la capture ou la destruction de navires ennemis
armés, et pour les captures en matière de douane,
commerce d'esclaves et pirates, ainsi que le
produit net des indemnités de sauvetage*

(Du 27 avril 1918)

Attendu qu'il est prévu par l'Acte de 1864 que l'argent à distribuer aux officiers et équipages des navires de guerre de Sa Majesté, à titre de récompenses accordées dans les différents cas mentionnés ci-dessous, pour autant qu'il n'a pas été pleinement pourvu à la distribution dudit par, ou en exécution de, un acte du Parlement autre que ledit Acte, doit être réparti sous la direction des Lords Commissaires de l'Amirauté, dans les conditions qui seront spécifiées par Proclamation Royale ou Ordre en Conseil;

Et attendu qu'il plut à Sa Majesté, par un Ordre en Conseil, en date du 24 octobre 1916, d'autoriser la distribution sous la direction des Lords Commissaires de l'Amirauté de toutes les gratifications, ainsi que du produit net des captures et saisies faites conformément aux divers actes du Parlement relatifs aux revenus des douanes, au commerce et à la navigation, à l'abolition du commerce des esclaves, à la capture et à la destruction des pirates et navires pirates, et aux récom-

penses accordées pour ces objets, ainsi qu'aux gratifications pour sauvetage en faveur des équipages des vaisseaux et navires de guerre de Sa Majesté, quand une répartition spéciale n'est pas ordonnée sur d'autres bases par les dispositions des décisions et des concessions à ce relatives, et de toutes autres sommes quelconques à répartir aux officiers et équipages des vaisseaux et navires de guerre de Sa Majesté dans la forme des parts de prises, excepté celles provenant de prises de guerre, suivant le barème et selon les règles promulgués dans le dit Ordre ;

Et attendu qu'il est considéré comme expédient de modifier le barème de distribution contenu dans le dit Ordre en Conseil du 24 octobre 1916 de façon à prévoir l'attribution d'un certain nombre de parts aux officiers d'État-Major et aux officiers Commandant, au lieu des proportions fixées dans le dit Ordre en Conseil du 24 octobre 1916, et de faire d'autres modifications ; il plaît à Sa Majesté, ayant pris l'avis de son Conseil privé, d'annuler l'Ordre en Conseil susmentionné du 24 octobre 1916 et d'autoriser la distribution, sous la direction des Lords Commissaires de l'Amirauté, de toutes les gratifications ainsi que du produit net des captures et saisies, etc., suivant le barème et selon les règles établies ci-dessous.

1^o La somme totale nette à distribuer sera répartie en catégories de sorte que chacun des officiers, matelots et mousses composant les équipages des vaisseaux et navires de guerre de Sa Majesté et réellement présent à bord à l'époque de l'opération, et toute personne présente et y ayant coopéré, recevra les parts revenant

à sa catégorie, ainsi qu'il est spécifié dans le barème ci-après, les grades respectifs mentionnés étant ceux inscrits dans les règlements et instructions pour l'administration du Service Naval de Sa Majesté, les instructions pour l'administration du service des garde-côtes, et les instructions pour l'administration des différentes classes des réserves ou, s'ils n'y sont pas inscrits, ceux qui seront fixés par les Lords Commissaires de l'Amirauté.

<i>Catégorie spéciale</i>	<i>parts</i>
Commandant en chef de la « Grande Flotte » ..	2.000
Amiral, commandant en chef	1.250
— — une escadre	1.000
Vice-Amiral, Commandant en Chef	1.000
— — une escadre	750
Vice-Amiral	500
Contre-Amiral, Commandant en Chef	750
— — une escadre	500
Contre-Amiral	300
Commodore de 1 ^{re} classeCommandant en Chef	750
— 1 ^{re} — Com. une escadre ..	500
— 1 ^{re} —	250
— 2 ^e — Com. une escadre ..	250
— 2 ^e —	160
Capitaine de Vaisseau, Commandant, dans les 80 premiers de la liste d'ancienneté	160
Capitaine de Vaisseau, Commandant, dans les 80 suivants de la liste d'ancienneté	130
Capitaine de Vaisseau, Commandant, dans le reste de la liste	100

Première catégorie :

Capitaine de Frégate, Commandant 60

Deuxième catégorie :

Capitaine de Vaisseau ne commandant pas et officier de grade équivalent; Capitaine de Frégate second d'un bâtiment commandé par un Capitaine de Vaisseau; Capitaine de Frégate mécanicien chargé des machines d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau et Lieutenant de Vaisseau « Commander » commandant 40

Troisième catégorie :

Capitaine de Frégate ne commandant pas et officier de grade équivalent; Lieutenant de Vaisseau « Commander » second d'un bâtiment commandé par un Capitaine de Vaisseau; Lieutenant de Vaisseau « Commander » mécanicien chargé des machines d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau, et Lieutenant de Vaisseau, Commandant 30

Quatrième catégorie :

Lieutenant de Vaisseau « Commander » ne commandant pas et officier de grade équivalent; Lieutenant de Vaisseau second d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau mécanicien chargé des machines d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau 25

Cinquième catégorie :

Lieutenant de Vaisseau ne commandant pas et officier de grade équivalent et Enseigne de 1 ^{re} ou de 2 ^e classe ou officier des Équi- pages commissionné, commandant	20
---	----

Sixième catégorie :

Enseigne de Vaisseau de 1 ^{re} et de 2 ^e classe ne commandant pas, officier des Équipages commissionnés et officiers de grade équi- valent et officier des Équipages commandant	15
--	----

Septième catégorie :

Officier des Équipages et grades équivalents et officier canonnier des soldats de marine	12
---	----

Huitième catégorie :

Aspirant, commis aux écritures, premier- maître, officier des Équipages de soldats de Marine, sergent d'État-Major et porte-dra- peau des troupes de marine et grades équi- valents	10
---	----

Neuvième catégorie :

Élève de l'École Navale, employé aux écri- tures, officier-marinier, officier-marinier de 1 ^{re} classe (O. S.), sergent des troupes de marine et grades équivalents	8
--	---

Dixième catégorie :

Sous-officier de 2 ^e classe (O. S.), quartier- maître, caporal et bombardier de troupes de marine et grades équivalents	6
--	---

Onzième catégorie :

Matelot breveté, soldat, canonnier et clairon brevetés des troupes de Marine, chef laptot, chef tindal, grades équivalents	5
--	---

Douzième catégorie :

Matelot non breveté, mousse, soldat, canonnier et clairon non brevetés des troupes de Marine et grades équivalents, matelots et chauffeurs indigènes	3
---	---

Treizième catégorie :

Personnel en supplément à l'effectif (excepté celui prévu au paragraphe 4) et agents de service civil	2
---	---

2° Tout officier embarqué sur un des vaisseaux ou navires de guerre de Sa Majesté et réellement présent à la prise ou à la destruction d'un des navires armés des ennemis de Sa Majesté ou appelé à recevoir à tout autre titre une part de gratification, qui aura plus d'une Commission, ne sera admis à prendre que la part qui lui est allouée par la répartition susmentionnée au titre de la plus élevée de ses commissions ou charges.

3° Les officiers servant comme Chefs d'État-Major ou « Capitaines de la Flotte » recevront les parts de Commandant d'une escadre ou d'un bâtiment.

4° Les officiers et marins en excédent à l'effectif accomplissant du service sur les vaisseaux et navires de guerre de Sa Majesté, recevront les parts revenant aux grades qu'ils occupent au service.

5° Aucun interprète, sauf ceux ayant un grade ou

régulièrement liés en service ou faisant à un autre titre partie du corps des officiers et des équipages des navires de guerre de Sa Majesté, ne recevra de part de gratification.

6° Les officiers et autres occupant momentanément une situation supérieure à leur grade véritable, et qui reçoivent la solde du grade dont ils « font fonction », recevront la part afférente à ce dernier grade.

7° Toutes personnes temporairement employées dans les forces navales de Sa Majesté recevront des parts suivant les catégories auxquelles les grades auxquels elles sont nommées à titre temporaire appartiennent ou sont considérés comme équivalents.

8° Si une difficulté survenait au sujet de quelque une de ces règles, ou s'il se présentait un cas non prévu ci-dessus, ou non suffisamment prévu, les Lords Commissaires de l'Amirauté seraient compétents pour donner telles instructions qui leur paraîtraient justes et expédientes.

9° La répartition ici ordonnée prendra effet sur le champ en ce qui concerne l'argent décrété gratification, mais les produits de toutes les prises, saisies, sauvetages et autres opérations ainsi qu'il est dit ci-dessus, faits ou accomplis à une date antérieure à celle de cet ordre, seront répartis conformément à la Proclamation ou Ordre en Conseil en vigueur à l'époque de la prise, saisie, ou service, respectivement, et applicable à cet objet.

ACTE MODIFIANT LA LOI SUR LES PRISES DE GUERRE
MARITIMES

(Du 8 août 1918)

I

1. — S'il plaît à Sa Majesté, par proclamation ou Ordre en Conseil de déclarer son intention de faire abandon des sommes provenant du produit des prises faites pendant la présente guerre, les sommes qui ont été ou pourront être reçues au titre des navires et marchandises capturés pendant cette guerre, et énumérées dans la première partie de l'appendice du présent Acte, seront versées (sous réserve d'obtenir l'assentiment des cours de prises saisies pour toutes sommes sur lesquelles elles auraient à se prononcer) dans les formes et aux dates prescrites conjointement par le Trésor et l'Amirauté, à un Fonds spécial qui sera appelé « Fonds des Prises Maritimes » ; seront imputées et payées sur ce « Fonds des Prises Maritimes », tous les frais, charges, dépenses et revendications qui sont énumérés dans la deuxième partie dudit appendice ; toute question relative au point de savoir si une somme doit être versée au Fonds ou doit être payée par lui sera réglée par le Tribunal ci-après institué.

2. En ce qui concerne le paiement de ces susdits frais, charges, dépenses et revendications ci-dessus énumérés, toute somme nécessaire au paiement de

gratifications de prises dans les conditions prévues à cet Acte, sera mise en première ligne à la charge du « Fonds des Prises Maritimes » et les gratifications de prises seront de tel taux et seront payées à tels membres des équipages de la Flotte et du Corps des troupes de Marine de Sa Majesté ci-dessous déterminés ou en cas de mort, à leurs représentants, et de telle manière que Sa Majesté le réglera par proclamation ou Ordre en Conseil.

3. Le reliquat dudit Fonds pourra être utilisé, par l'hôpital de Greenwich, pour l'un des objets qui seront fixés ; il pourra aussi, dans les conditions prévues par les règlements faits par l'Amirauté, être employé au profit des membres et parents des membres des forces levées et entretenues par les Gouvernements des Dominions de Sa Majesté hors du Royaume-Uni.

4. Le paragraphe 17 de l'Acte de 1864 (Naval Agency and Distribution Act) (qui dispose que les parts confisquées et non réclamées, et que le solde des comptes de prises, ainsi qu'un pourcentage du produit des prises et des sommes provenant de prises seront versés à la caisse des prises navales) ne sera pas applicable aux sommes à verser au Fonds des Prises Maritimes non plus qu'à toutes autres gratifications de prises payables sur ce fonds ; mais toutes les parts confisquées et non réclamées et le solde des comptes de prises pourront être employés aux mêmes fins que le reliquat dudit fonds, sans préjudice cependant des droits de toute personne qui pourra subséquemment élever une revendication à cet égard, et aucun « mandataire spécial » n'aura droit à aucune part de l'argent ainsi distribué

nonobstant toute disposition contraire du 19^e paragraphe de l'Acte de 1864 (Naval Agency and Distribution Act); mais, à l'exception de ce qui a été dit ci-dessus, et compte tenu des dispositions de cet Acte en ce qui concerne le placement des fonds portés au crédit du fonds des prises de mer, l'Acte de 1864 s'appliquera, pour autant qu'il leur sera applicable, aux sommes à distribuer sur le fonds des prises de mer et à la répartition de ces sommes.

5. Le Fonds des Prises Maritimes sera placé sous le Contrôle de l'Amirauté, et les paiements faits à ce Fonds et sur ce Fonds, et toutes les questions relatives au Fonds, seront, les premiers, exécutés et les secondes, réglées par les ordres de l'Amirauté; toutes sommes inscrites au crédit du Fonds seront placées temporairement, sur autorisation du Trésor; les comptes de recettes et de dépenses du Fonds, seront rendus à telles époques, sous telle forme, et contiendront tels renseignements que le Trésor fixera; ils seront vérifiés par le Contrôleur et Auditeur général comme des comptes publics, selon tels règlements que le Trésor fera, et seront soumis au Parlement en même temps que son rapport y relatif.

6. En ce qui concerne le présent Acte, l'expression « marchandises » a la même signification que dans l'Acte de 1864 sur les prises de mer et l'expression « membres des Équipages de la Flotte et des troupes de Marine de Sa Majesté » comprend les personnes qui sont ou ont été membres des Équipages de la Flotte et des troupes de Marine de Sa Majesté et les officiers et membres des Équipages des bâtiments de guerre

de Sa Majesté et les expressions : « Équipages de la « Flotte et troupes de Marine de Sa Majesté » et « navires « de guerre de Sa Majesté » comprennent les troupes et les navires levées et armés par les Gouvernements de tous les pays des Dominions de Sa Majesté hors du Royaume-Uni, et la dernière expression comprend encore tous navires ou vaisseaux engagés au service maritime de Sa Majesté, qu'il appartienne ou non à Sa Majesté, que l'Amirauté déclarera être un navire de guerre, en ce qui concerne ce paragraphe, soit d'une manière générale, soit durant telle période ou pendant son engagement à tel service qu'il sera spécifié par l'Amirauté.

II

1. En ce qui concerne les fins que se propose le présent Acte, il sera constitué un tribunal, (celui est appelé le « Tribunal » dans ledit acte) comprenant en premier lieu, les personnes ci-après, savoir : X..... Amiral de la Flotte (qui sera Président), Y..... Z..... et si une vacance se produit parmi les membres du Tribunal, Sa Majesté pourra combler cette vacance; pourvu que, en cas de vacance de la Présidence, la personne nommée pour combler cette vacance soit une personne qui occupe ou ait occupé de hautes fonctions judiciaires, cette expression devant s'entendre dans le sens de l'Acte de 1876 sur les juridictions d'appel, modifié par l'Acte de 1887 sur les juridictions d'appel, et pourvu qu'au moins un Membre du Tribunal soit un officier de la Marine Royale où du corps des soldats de marine royaux.

2. Le Tribunal peut valablement siéger s'il est réduit à deux de ses membres par la vacance du troisième, régler lui-même sa procédure, et il aura un sceau qui sera officiellement reconnu.

3. Le Tribunal pourra nommer un greffier qui recevra tels appointements, ou autres rémunérations que le Trésor fixera.

4. Le Tribunal aura tous les pouvoirs, droits et privilèges dont son investis la Haute-Cour ou les juges de ladite Cour à l'égard de toute action se rapportant aux questions ci-après :

a) Requérir la présence de témoins, les interroger sous serment, sous affirmation ou autrement, ou lancer des commissions rogatoires pour interroger des témoins à l'extérieur ;

b) Contraindre à produire des documents ;

c) Sévir contre les personnes coupables d'outrages envers le Tribunal, et une citation signée du Président du Tribunal pourra être substituée, et sera équivalente, à toute procédure régulière susceptible d'être entamée dans une action pour amener la comparution de témoins et obliger à produire des documents.

III

1. Le pourcentage sur les sommes à distribuer comme gratifications, payable aux mandataires spéciaux à titre de rémunération, sera, dans la limite maximum de 1 %, celui que la Cour des Prises estimera être équitable pour tenir compte des dépenses et des soins entraînés.

2. Parmi les personnes qualifiées pour participer à la distribution de gratifications de prises dans les conditions du paragraphe 42 de l'Acte des prises maritimes de 1864 figureront et seront considérés comme ayant figuré depuis le commencement de la présente guerre, les officiers et équipages de tout engin aérien placé sous les ordres de l'Amirauté, que la Cour des Prises jugera avoir été réellement présents et avoir participé à la prise ou à la destruction d'un navire armé d'un des ennemis de Sa Majesté.

IV

Lorsque, en application de l'Acte de 1865 sur la Marine et sur les soldats de Marine (biens des décédés), à la mort de toute personne étant ou ayant été officier, marin ou soldat de marine, le montant du crédit du décédé sur les livres de l'Amirauté, en ce qui concerne les sommes dues par l'Amirauté, si le total n'excède pas 100 £, a été utilisé, en dehors de tout héritier du décédé, et que, ultérieurement, à la suite d'une attribution de parts de prises ou de gratifications de prises, il se trouve être dû à l'actif du décédé une somme inférieure à 100 £, le montant de cette part ou gratification pourra être utilisé par l'Amirauté, si elle pense être d'accord avec ledit Acte, sans exiger la représentation du décédé, même si le montant de la somme est tel que, ajouté aux autres sommes préalablement payées par l'Amirauté, le total excède 100 £.

V

1. Cet Acte prendra le nom d'« Acte sur les Prises « Maritimes de 1918 ».

2. Rien dans cet Acte ne pourra être interprété comme préjudiciant ou portant atteinte à aucunes prérogatives ou droits de Sa Majesté de disposer d'un navire ou de marchandises assujetties à la juridiction des prises ou du produit de la vente desdits ou de l'agent les représentant, ou de disposer des droits de la couronne.

ANNEXE A L'ACTE DU 8 AOUT 1918

PREMIÈRE PARTIE

Recettes du Fonds des prises maritimes

1. Toute somme payée à la suite d'une décision de justice pour tous navires ou marchandises condamnés par toute Cour de prises, soit dans le Royaume-Uni, soit ailleurs, appartenant à la Couronne, avec tous les intérêts accumulés de ces sommes.

2. Quand un navire ou des marchandises condamnés par une Cour de prises, et appartenant à la Couronne, ont, soit avant, soit après la condamnation, été remis à la Couronne avec ou sans paiement d'aucune somme par suite de décision de justice, ou sans aucun engagement de payer aucune somme, par suite de décision de justice, une somme égale à la valeur du navire ou des marchandises à la date de la remise avec les intérêts depuis la date de cette remise après déduction des sommes qui auraient été payées par suite d'une décision de justice ou qui pourraient être payables comme suite de toute action analogue relative aux navires ou aux marchandises en question.

3. Toute somme payée en exécution d'accord amiable ou de sentence rendue ou exécutée en faveur de la Couronne pour tous navires ou marchandises soumis à la juridiction des prises qui sont droits de la Couronne ou qui, en cas de condamnation, auraient été droits

de la Couronne, ou pour les produits de vente de ces navires ou marchandises ou sommes les représentant ou en compensation pour toute somme payée sur le Fonds des prises maritimes.

4. Toute somme reçue d'un des alliés de Sa Majesté en exécution de conventions relatives aux prises faites pendant la présente guerre.

5. Toutes autres sommes reçues pour des navires et des marchandises soumis à la juridiction des prises que le Tribunal considère pouvoir raisonnablement attribuer aux capteurs eu égard aux principes et à la pratique jusqu'ici observés par les cours de prises comme étant des sommes auxquelles les capteurs auraient eu droit s'il y avait eu concession de prises aux capteurs.

DEUXIÈME PARTIE

Dépenses du Fonds des Prises maritimes

1. Toute dépense (non autrement couverte) imputable aux cours de prises, ou ayant une connexion avec elles, ou faite en vue de la procédure de prises (autres que les dépenses légales) et relatives à des navires et marchandises administrés par la Cour, qui sont droits de la Couronne ou qui, en cas de condamnation auraient été droits de la Couronne, soit que les susdits soient condamnés, soit qu'ils soient restitués, que ces dépenses aient été faites avant ou après condamnation, sauf lorsque, eu égard aux circonstances spéciales de la cause, le Tribunal en décidera autrement.

2. Toute récompense ou rémunération attribuée à

tout officier ou personne saisissant ou capturant, navires ou marchandises ou une partie des dits, qui sont droits de la Couronne ou qui en cas de condamnation, etc., ou donnant information relativement à ceux-ci, ou amenant leur condamnation.

3. Toute somme payable à l'un des alliés de Sa Majesté en exécution de conventions relatives aux prises faites pendant la présente guerre.

4. Toute revendication à l'égard de tous navires ou marchandises soumis à la juridiction des prises, qui sont droits de la Couronne ou qui, etc. ou à l'égard des produits de la vente de tous navires ou marchandises dans les conditions susdites, ou à l'égard des sommes les représentant, que le Trésor, sur la recommandation du Comité des revendications de prises, pourrait avoir payés ou pourrait payer ultérieurement, lesdites revendications étant de nature telle que si elles avaient été établies suivant la procédure des prises, une cour des prises aurait ordonné qu'il y fût satisfait par les personnes possédant des droits sur les navires ou marchandises ou sur les fonds représentant les dits.

5. Tous autres frais, charges, dépenses et réclamations dont le Tribunal considère pouvoir raisonnablement ordonner le paiement eu égard aux principes et à la pratique jusqu'ici observés par les cours de prises comme étant des frais, charges et demandes que, s'il y avait eu concession de prises aux capteurs, ces derniers auraient été tenus de payer.

6. La rémunération du greffier du Tribunal et toutes autres dépenses du Tribunal arrêtées au total qui sera sanctionné par le Trésor.

PROCLAMATION DU 10 FÉVRIER 1919

en exécution de l'Acte de 1864 (Naval agency and Distribution Act) et de l'Acte de 1918 sur les prises maritimes, réglant la répartition du produit des prises en faveur de la flotte

Attendu qu'il est prévu à l'Acte de 1864 (Naval Agency and Distribution Act) que l'argent à distribuer aux officiers et équipages de nos navires de guerre, à titre de récompenses accordées dans les différents cas mentionnés ci-dessous, pour autant qu'il n'a pas été pleinement pourvu à la distribution dudit par, ou en exécution de, un acte du Parlement, autre que le dit Acte, doit être réparti sous la direction des Lords Commissaires de l'Amirauté dans les conditions qui seront spécifiées par Proclamation Royale ou Ordre en Conseil,

Et attendu qu'il est prévu dans l'Acte sur les prises maritimes de 1918 que s'il Nous plaît de signifier Notre intention de faire don à Notre flotte de la valeur des prises capturées pendant la présente guerre, cette somme atteindra tel montant et sera payable à tels membres de Nos forces navales et de Nos troupes de marine et de telle manière que Nous le déterminerons par proclamation ou Ordre en Conseil,

Et attendu qu'il Nous a plu par Notre Proclamation du 15 août 1918 d'ordonner et de prescrire que le

produit net de toutes prises faites pendant la présente guerre qui seront déclarées par le Tribunal nommé en vertu dudit Acte être droits de la Couronne et de toutes autres sommes qui en vertu de cet Acte seront versées au fonds des prises maritimes, sera à l'entier bénéfice et pour l'encouragement des officiers et hommes de Nos forces navales et de Nos troupes de marine, suivant la définition donnée dans l'acte susmentionné et sera distribué conformément audit acte, et de plus que, quand les Lords Commissaires de l'Amirauté jugeront qu'il y a une somme suffisante au crédit du fonds des prises maritimes pour le justifier, une distribution sera faite suivant la répartition dans les proportions, de la manière et conformément aux règlements que nous allons ci-après énoncer par Notre Proclamation Royale, aux membres de Nos forces navales et de Nos troupes de marine qui sont qualifiés pour y prendre part ou en cas de mort des dits à leur représentants.

Nous faisons donc savoir à tous Nos affectionnés sujets et à tous autres que ceci peut concerner, par cette Proclamation ayant pris l'avis de Notre Conseil Privé, que Notre royale volonté et Notre plaisir est, et que Nous ordonnons et enjoignons ici que ladite répartition soit faite suivant la répartition et dans les proportions ci-après énoncées, à telle époque que l'Amirauté le fixera, aux membres de Nos forces navales et de Nos troupes de Marine susmentionnés qui ont, pendant la présente guerre, accompli du service à la mer sur nos navires et vaisseaux de guerre suivant les règlements ci-après, ou en cas de mort à leurs représentants :

1. Le service à la mer doit être entendu du service

fait par ceux qui ont été portés en service à la mer sur le rôle d'un navire de guerre de haute-mer et ayant effectivement pris la mer ou sur le rôle d'un navire-base et ayant fait du service sur des annexes armées allant en haute-mer.

2. Les navires auxiliaires à armement offensif coopérant avec notre flotte seront considérés, comme navires de guerre, y compris les navires armés de la défense des côtes, remorqueurs, chalutiers et navires de patrouille auxiliaires.

3. En cas de difficultés, les Lords Commissaires de l'Amirauté ont pleins pouvoirs pour déterminer quels navires ou catégories de navires doivent être considérés comme navires de guerre au point de vue de la distribution et quelle sorte de services faits à bord doit être considérée comme service à la mer et comme service au port, respectivement.

4. En ce qui concerne Notre Service Royal Naval Aérien, les pilotes et observateurs brevetés, les équipages de Nos bâtiments navals aériens et tous autres qui ont eu à survoler assidûment la mer, seront, s'ils sont portés sur le rôle d'un de Nos navires et rattachés à un Centre naval aérien, considérés comme ayant accompli du service à la mer, mais le service fait dans un centre d'instruction ou pendant une utilisation à terre au service de Notre armée ou des armées de Nos alliés ne sera pas considéré comme tel.

5. Le droit au tarif complet sera accordé à tout officier et homme ayant accompli du service à la mer dans les conditions indiquées plus haut pendant une période d'au moins 30 mois entre le 4 août 1914 et le

11 novembre 1918, ou telle date ultérieure qui sera fixée par les Lords Commissaires de l'Amirauté, pour comprendre le cas des officiers et hommes ayant pris part aux opérations ultérieures sur mer. Pour les périodes moindres, le taux sera proportionnel au nombre de mois accomplis dans ces conditions, un mois étant la période minimum de service à la mer pouvant donner droit à participer à la répartition et toute période interrompue de 15 jours ou plus étant comptée pour un mois, mais aucun de ceux qui seront admis à participer à la répartition ne recevra moins de 1 £.

6. Le maximum des parts qui pourraient être allouées sera attribué, indépendamment du temps réellement passé en service à la mer, dans tous les cas où, avant achèvement de la période donnant droit, des officiers et hommes seraient morts au cours d'une action ou des suites d'une blessure quelconque, étant en service à la mer, ou décéderaient ou seraient rendus infirmes, ou seraient déclarés par un certificat médical bons pour le service à terre seulement, par suite de blessures ou de lésions reçues de cette manière.

7. Le même taux sera alloué dans tous les cas où les officiers et hommes mourraient ou seraient rendus infirmes en raison de maladies attribuables au service, pourvu qu'ils aient servi, pendant au moins 10 mois dans les conditions donnant droit.

8. Les prisonniers de guerre capturés dans des circonstances où nul reproche ne puisse leur être adressé, tandis qu'ils servaient à la mer ou alors qu'ils avaient débarqué de navires de guerre en navigation active pour participer à des opérations à terre, recevront

le taux maximum à allouer, indépendamment du temps passé en service à la mer.

Les Lords Commissaires de l'Amirauté statueront sur le cas des individus internés dans les pays neutres.

9. Chaque individu se verra attribuer le nombre de parts qui résulte du barème ci-après, d'après le grade où il a servi à la mer, et s'il en a eu plusieurs successivement, le nombre de parts alloué au plus élevé, pourvu qu'il ait eu ce grade pendant au moins 6 mois en service à la mer (y compris le temps pendant lequel il faisait fonction) et pourvu qu'aucune réduction ou rétrogradation subséquente ne se soit produite pour cause de mauvaise conduite.

10. Les Commodores et autres officiers servant comme Chefs d'États-Majors ou « Capitaines de la Flotte » seront traités comme s'ils commandaient une escadre ou un bâtiment.

11. Les officiers commandant des vedettes recevront les parts des officiers de leur grade ne commandant pas.

12. Toutes les personnes occupant un emploi temporaire dans Nos forces navales recevront les parts revenant aux classes dont font partie les grades auxquels ils sont temporairement nommés, ou sont considérés comme équivalents.

13. Les officiers et hommes en excédent à l'effectif accomplissant du service sur Nos navires et vaisseaux de guerre recevront des parts suivant le grade qu'ils ont au service.

14. Toute personne ayant encouru la déchéance du droit aux parts de prise prévue par l'Acte sur la discipline dans la Marine, ou qui est exclue du service pour

inconduite, sera privée du droit aux parts de prises.

15. Si une difficulté survenait au sujet de quelque'une de ces règles, ou s'il se présentait un cas non prévu ci-dessus, les Lords Commissaires de l'Amirauté seraient compétents pour donner telles instructions qui leur paraîtraient justes et expédientes.

La répartition sera faite de façon que chaque officier et marin appelé à y participer reçoive les parts revenant à sa catégorie, telles qu'elles sont reproduites dans le barème ci-après — les grades respectifs mentionnés étant ceux prévus dans les Règlements et instructions pour l'administration de Notre service naval, les instructions pour l'administration du service des gardes-côtes et les règlements pour l'administration des différentes classes de la réserve, ou s'ils n'y figurent pas, ceux qui seront déterminés par les Lords Commissaires de l'Amirauté :

<i>Catégorie spéciale :</i>	<i>parts</i>
Commandant en Chef de la « Grande Flotte » ..	1.000
Amiral, Commandant en Chef	850
— — — une escadre	750
Vice-Amiral, Commandant en Chef	750
— — — une escadre	600
Vice-Amiral	400
Contre-Amiral Commandant en Chef	600
— — — une escadre	400
Contre-Amiral	300
Commodore de 1 ^{re} classe commandant en chef.	600
— 1 ^{re} — com ^t une escadre ...	400
— 1 ^{re} —	250

Commodore de 2 ^e classe com ^t une escadre ...	250
— 2 ^e —	160
Capitaine de Vaisseau Commandant, dans les 80 premiers de la liste d'ancienneté	160
Capitaine de Vaisseau, Commandant, dans les 80 suivants de la liste d'ancienneté	130
Capitaine de Vaisseau, Commandant, dans le reste de la liste	100

Première catégorie :

Capitaine de Frégate, Commandant	60
--	----

Deuxième catégorie :

Capitaine de Vaisseau ne commandant pas et officiers de grade équivalent; Capitaine de Frégate second d'un bâtiment commandé par un Capitaine de Vaisseau; Capitaine de Frégate mécanicien chargé des machines d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau et Lieutenant de Vaisseau « Com- mander » commandant	40
--	----

Troisième catégorie :

Capitaine de Frégate ne commandant pas et officier de grade équivalent; Lieutenant de Vaisseau « Commander » second d'un bâti- ment commandé par un Capitaine de Vais- seau; Lieutenant de Vaisseau « Commander » mécanicien chargé des machines d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau, et Lieutenant de Vaisseau, commandant	30
--	----

Quatrième catégorie :

Lieutenant de Vaisseau « Commander » ne commandant pas et officier de grade équivalent ; Lieutenant de Vaisseau second d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau et Lieutenant de Vaisseau mécanicien chargé des machines d'un navire commandé par un Capitaine de Vaisseau	25
---	----

Cinquième catégorie :

Lieutenant de Vaisseau ne commandant pas et officier de grade équivalent et Enseigne de 1 ^{re} ou de 2 ^e classe ou officier des Équipages commissionné, commandant	20
--	----

Sixième catégorie :

Enseignes de Vaisseau de 1 ^{re} et de 2 ^e classe ne commandant pas, officier des Équipages commissionné et officiers de grade équivalent et officiers des Équipages commandant	15
--	----

Septième catégorie :

Officier des Équipages et grades équivalents et officier canonnier de soldats de Marine	12
---	----

Huitième catégorie :

Aspirant, commis aux écritures, premier-maître, officier des Équipages de soldats de Marine, sergent d'État-Major et porte-drapeau des troupes de Marine et grades équivalents	10
---	----

Neuvième catégorie :

Élève de l'École Navale, employé aux écritures, officier-marinier, officier-marinier de 1 ^{re} classe (O. S.), sergent des troupes de Marine et grades équivalents	8
--	---

Dixième catégorie :

Sous-officier de 2 ^e classe (O. S.), quartier- maître, caporal et bombardier de troupes de Marine et grades équivalents	6
--	---

Onzième catégorie :

Matelot breveté, soldat, canonnier et clairon brevetés des troupes de Marine, chef laptot, chef tindal, grades équivalents	5
--	---

Douzième catégorie :

Matelot non breveté, mousse, soldat, canonnier et clairon non brevetés des troupes de Marine et grades équivalents, matelots et chauffeurs indigènes	3
---	---

Treizième catégorie :

Personnel en supplément à l'effectif (excepté celui prévu au paragraphe 13) et agents de service civil	2
--	---

Donné à notre Cour de Buckingham Palace, le
10 février 1919, la neuvième année de notre règne.

Dieu sauve le Roi,

BIBLIOGRAPHIE

1° Textes et documents

RECUEIL DES LOIS DE LA MARINE. — Tomes III, IV, VIII, XI, XIII.

BULLETIN OFFICIEL DE LA MARINE. (Édition refondue).

BULLETIN OFFICIEL DE LA GUERRE.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES :

Chambre des Députés. — Session de 1915, n° 893 et 1.417 ; session de 1922, n° 4.266 ; session de 1920, n° 634.

Sénat. — Session ordinaire de 1915, n° 433 ; session ordinaire de 1916, n° 32 ; session extraordinaire de 1921, n° 799 ; session ordinaire de 1922, n° 176.

ACTES ET DOCUMENTS de la deuxième Conférence internationale de la Paix. Tome III (La Haye 1909).

2° Ouvrages

BLANCHARD. — Répertoire général des Lois, Décrets, etc., sur la Marine (3 volumes), (1859, Imprimerie Impériale, Paris).

CAUCHY. — Le Droit maritime international. Tome I (1862, Paris Guillaumin et C^{ie}).

Charles DUPUIS. — Le Droit de la Guerre maritime d'après les Conférences de La Haye et de Londres (1911 chez Pedone, Paris).

FAUCHILLE & BASDEVANT. — Jurisprudence britannique en matière de prises maritimes. 1^{er} fascicule (1918, Paris, Rousseau et C^{ie}).

FAUCHILLE & BASDEVANT. — Jurisprudence italienne en matière de prises maritimes (1918, Paris, Rousseau et C^{ie}).

Wallace GRANT. — British and Colonial prize cases (1921, Stevens and sons, London).

J. A. HALL. — The law of naval warfare (1921, Chapman et Hall, London).

KLEEN. — Lois et usages de la neutralité. Tome II (1900, Chevalier Maresq et C^{ie}, Paris).

LAFFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative. T. II, (1896, Paris, Nancy, Berger Levrault).

LEBEAU. — Nouveau Code des Prises (3 vol.), (an VII de la République).

- CHARLES MAURRAS. — La part du combattant (1917, Nouvelle Librairie Nationale, Paris).
- MOORE. — Digest of international law. Tome VII (1906, Washington).
- DE PISTOYE & DUVERDY. — Traité des prises maritimes (2 volumes), (1855, chez Auguste Durand, Paris).
- Dr Heinrich POHL. — Deutsche Prisengerichtsbarkeit (1911, Tübingen J. C. B. Mohr).
- Albéric ROBIN. — Le Droit moderne de la guerre. Tome II, (1921, Bruxelles, Dewit).
- Dr Georg SCHRAMM. — Das Prisengericht in seiner neuesten Gestalt, (1913, Berlin, E. S. Mittler und Sohn).
- TRAMOND. — Manuel d'histoire maritime de la France (1916, chez Challamel, Paris).
- VALIN. — Nouveau commentaire sur l'Ordonnance de la Marine du mois d'août 1681. Tome II (1766, chez Légier à La Rochelle).
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	5
-----------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Étude historique

CHAPITRE I. — Le Droit des capteurs sous l'Ancien Régime. L'Ordonnance d'août 1681.	8
CHAPITRE II. — Le régime des Arrêtés Consulaires du 9 ventôse an IX et du 2 prairial an XI.	26
CHAPITRE III. — Le régime de la Loi du 15 mars 1916.	43

DEUXIÈME PARTIE

Étude détaillée du régime actuel

CHAPITRE I. — Services d'exécution et d'administration.	56
CHAPITRE II. — Du Droit aux parts de prise tel qu'il résulte de la Loi de 1916, et de l'application qui en est faite	59
CHAPITRE III. — Ressources et situation du fonds spécial. Acomptes. Répartition définitive. Recours contre les décisions du Ministre. Projet du Comité consultatif et réforme du 27 juin 1922.	83

TROISIÈME PARTIE

Étude critique

CHAPITRE I. — Comparaison avec les systèmes étrangers.	106
CHAPITRE II. — Critique du régime actuel et projet de réforme.	124

ANNEXES

Loi du 15 mars 1916.	158
Loi du 27 juin 1922	160
Ordre en Conseil du 27 avril 1918.	163
Acte du 8 août 1918.	170
Proclamation Royale du 10 février 1919.	180
BIBLIOGRAPHIE.	189
